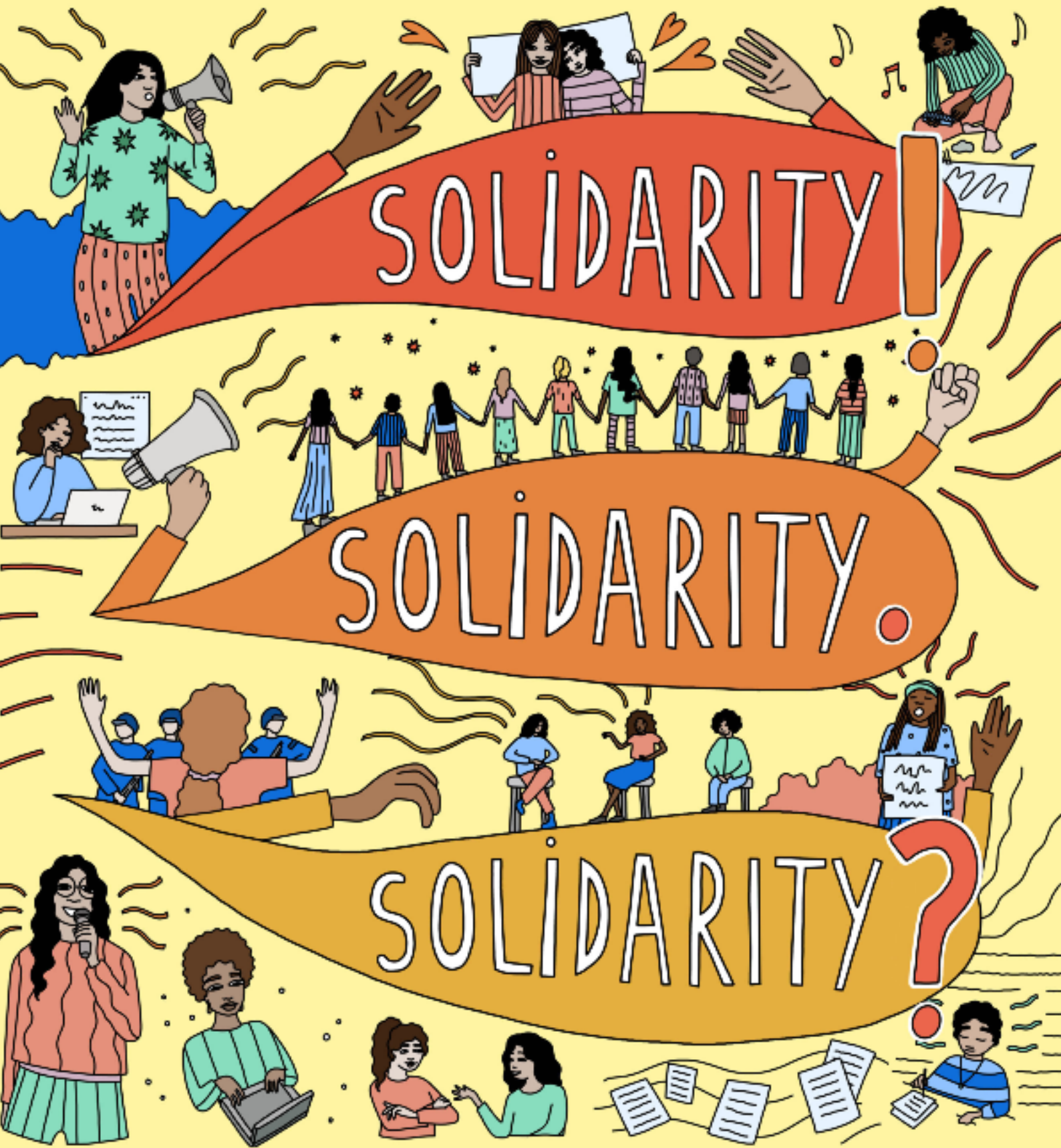


CASSE-RÔLES

N° 30 ■ Novembre 2024-février 2025

Journal féministe et libertaire à prix libre



É d i t o

On a eu un été pourri, on a un été indien pourri, le nouveau gouvernement est pourri, y'a rien qui va.

Vous vous souvenez de la chasse aux horreurs, dites ou faites par les candidat-es du RN, entre les deux tours des législatives? L'exercice est en cours de transposition au profit de « notre » nouveau gouvernement. Heureusement que le mot d'ordre de la gauche appelant à voter contre le RN et ses idées a été suivi massivement, qui sait ce qui se passerait autrement. Handicapé-es, femmes, homos et trans, personnes étrangères ou perçues comme telles... à peu près tout le monde va prendre cher.

Pour ce qui est de la France, procès Mazan, meurtre de Philippine, féminicides conjugaux à gogo; côté hétérosexualité hégémonique, ça va moyen aussi. Les féministes expriment solidarité et colère, la grande majorité des hommes attachent surtout de l'importance à ce que soit reconnu que « pas tous les hommes ». Côté homosexualité aussi, l'extrême droite est à la manœuvre: vient de se créer un collectif homo facho.

Les récentes nouvelles de l'étranger sont épouvantables: massacres à Gaza et maintenant au Liban, viols et meurtres sauvages en Inde, tentative d'effacement total des femmes en Afghanistan, répression en Iran.

Ce numéro tente de redonner un peu d'espoir avec le dossier sur les lieux de solidarité. Alors, on s'accroche, on cherche des raisons d'espérer, et on relance son militantisme.

CASSE-RÔLES



CONTRIBUTIONS... Vous souhaitez nous adresser un article, des commentaires, positifs ou pas, pour le prochain numéro de *Casse-rôles* (n° 31, sortie 1^{er} février 2025): vos propositions (cadeau de Noël) devront nous parvenir pour le 25 décembre!

Association

Les Amies et Amis de Casse-rôles

Siège social : chez Annie Nicolai
54, avenue de la Révolution, 87000 Limoges

Ont participé à ce numéro : Alain D., André, Annie, Bonnie, Christine, Colette, Fabienne, Grégory, Hubert, L'Allumette, Les Affolées de la Frange, L'Âmarrée, Laurence, L'Île égalité, Margaux, Marie-Hélène, Michèle G., Michèle M., Mohamed, Raoul, Sagna, Solange, Stéphane, Véronique, William

Couverture : artandfeminism.org/solidarity-solidarity-were-not-all-in-this-together/

Maquette, mise en page, correction :

Jean-Marc B., Solange

Les informations contenues dans ce numéro ont été arrêtées fin septembre 2024

Abonnements et contacts : p. 21

Imprimerie : Espace Copie Plan, Guéret (23)

ISSN 2646-6961

En ligne ISSN 2804-3995

Les articles n'engagent que leurs auteurs et autrices

Apartheid de genre

*Je vous invite à me rejoindre sur le hashtag
#LetUsExist.
Battons-nous ensemble contre l'apartheid de
genre...*

Marzieh Hamadi,
championne de taekwondo afghane,
réfugiée en France.

Vingt-huit millions de femmes réduites au silence, emmurées vivantes, livrées sans aucun recours aux violences familiales (père, frère, mari), tel est le sort des femmes afghanes sous le régime des talibans.

FACE AU SILENCE DE L'OPINION INTERNATIONALE qui laisse faire, on se demande jusqu'où ira l'anéantissement de ces femmes réduites au rôle de servantes et machines à bébés. Les États occidentaux échouent à manifester leur désaccord. Bel exemple d'hypocrisie, l'ONU, en juin 2024, à la troisième réunion des envoyés spéciaux pour l'Afghanistan, a refusé d'imposer à la table des négociations des femmes, des minorités religieuses et ethniques et des groupes de défense des droits de la personne. De leur côté, les talibans ont entamé un long processus diplomatique en visitant forums économiques et conférences internationales, cherchant à normaliser leur présence sur la scène mondiale et voir ainsi leur émirat islamique reconnu comme régime légitime. La communauté internationale, tout en condamnant mollement les contraintes qui s'exercent sur les femmes, s'accommode d'un régime qui garantit une forme de stabilité à la région. Pour celle-ci, les enjeux sécuritaires (pas de drogue, pas de groupe terroriste, des frontières contrôlées) sont plus importants que les droits des femmes dans un pays loin des démocraties occidentales.

Bref rappel historique

Le mouvement islamique des talibans est au pouvoir une première fois entre 1996 et 2001 avec, à sa tête, le mollah Mohammad Omar. Il est renversé suite à l'intervention de l'Otan en 2001. L'Alliance¹ occupe alors le pays jusqu'à l'accord de Doha en 2020. Celui-ci conduit au retrait des troupes étrangères contre la promesse des talibans de lutter activement contre tout

groupe ou individu menaçant la sécurité des États-Unis et de leurs alliés. En août 2021, les talibans reprennent le contrôle du pays en déclarant : « Nous allons permettre aux femmes d'étudier et de travailler, les femmes seront très actives dans notre société. » Ils espèrent alors être reconnus de manière formelle en récupérant un siège à l'ONU et leurs avoirs gelés à la Banque centrale.

On nous efface.

L'islam des talibans est un islam rigoriste extrême, mélange de fondamentalisme et de codes tribaux. Celui-ci ne laisse aux femmes aucun droit, seulement des devoirs, dont celui de procréer de bons musulmans.

En août 2021, certaines femmes sont ministres, juges, enseignantes, les filles vont à l'école et à l'Université. Du jour au lendemain, ces droits leur sont retirés et celles qui protestent sont emprisonnées et menacées de mort.

Au fil du temps, les contraintes qui s'exercent sur les Afghanes vont s'alourdir.

Septembre 2021 : en dépit de la déclaration initiale, interdiction de l'école secondaire aux filles.

Décembre 2021 à mars 2022 : restriction des voyages, la femme doit être obligatoirement accompagnée d'un homme de sa famille quand elle se déplace.

Mai 2022 : nouveaux codes vestimentaires obligeant les femmes à se couvrir de la tête aux pieds.

Octobre à décembre 2022 : interdiction pour les femmes d'aller à l'Université, de fréquenter les lieux publics et de travailler pour les ONG étrangères.

Juillet 2022 : interdiction des salons de beauté où travaillent beaucoup de femmes, qui font ainsi vivre leurs familles.

2024 : nouvelles mesures promulguées par le ministère pour la Promotion de la vertu et la Prévention du vice. La voix des femmes (chanter à haute voix, réciter des chants

religieux et lire des textes en public) est considérée comme une partie intime.

Si une femme adulte sort de chez elle pour un besoin urgent, elle est obligée de couvrir sa voix, son visage et son corps.

Plus de 50 décrets réduisent les femmes afghanes au silence et les invisibilisent. Nilotar Aloubi, militante afghane en exil, déclare sur le site justiceinfo.net, en juin 2024 :



Image : Amnesty International



Les femmes et les jeunes filles sont forcées à se marier de façon précoce et les talibans ont dissous tous les mécanismes destinés à les protéger contre un taux extrêmement élevé de violences domestiques... Si elles essaient de s'enfuir de chez elles, elles n'ont nulle part où aller. Si elles sont attrapées par les talibans, elles sont envoyées en prison, sont victimes de viols collectifs et de torture. Et si vous êtes un peu belle et qu'un talib vous remarque, vous n'avez pas d'autre choix que de devenir la quatrième ou la cinquième épouse. Peu importe l'âge que vous avez ou l'âge qu'il a.

Les femmes les plus motivées, les plus éduquées, les plus soutenues par leur famille, celles qui en ont les moyens (accès à Internet, par exemple, ou pratique d'une langue étrangère), et ce principalement dans les grandes villes, résistent en dépit des risques – passages à tabac brutaux, arrestations, placements en détention, enlèvement de manifestantes par les talibans. Elles mettent en place des écoles clandestines et des cours en ligne, s'expriment sur les réseaux sociaux en chantant tête nue, mais leurs voix peinent à nous arriver et à déclencher une riposte internationale.

Le monde doit sanctionner les dirigeants talibans

Des ONG font pression pour que l'apartheid de genre tel qu'il est pratiqué en Afghanistan et en Iran soit reconnu comme un crime contre l'humanité.

L'apartheid de genre : un système politique visant à forcer contre leur gré les femmes à se séparer des hommes, à renoncer à leurs droits, à rester enfermées, à vivre sous la tutelle masculine, à subir des mariages forcés.

Nilotar Ayoubi écrit sur le site cité plus haut :

Nous sommes nombreuses à plaider pour l'expression « apartheid de genre » parce que la même chose se produit en Afghanistan, mais aussi en Iran. Ce qui se passe en Afghanistan est clair comme de l'eau de roche, car la moitié de la population est privée des droits humains fondamentaux simplement parce qu'elle est de sexe féminin. S'il ne s'agit pas d'un apartheid de genre et si le monde ne punit pas les dirigeants talibans, je ne pense pas que nous puissions espérer quoique ce soit en matière de droits humains et de justice.

Les ONG rappellent que la communauté internationale avait réagi de manière globale à l'apartheid racial en Afrique du Sud – qualifié de crime en 1973 – et obligé l'État sud africain à répondre de ses crimes.

Elle doit, de la même manière, imposer la qualification d'apartheid de genre et l'obligation pour les États concernés de cesser l'oppression et la domination systématique sur les femmes.

Sagna

Sources :

« Ne laissons pas les Afghanes condamnées au silence », *Libération*, 10 septembre 2024.

« Les femmes prises pour cible en Afghanistan », Amnesty international France ;

<<https://www.amnesty.org/fr/location/asia-and-the-pacific/south-asia/afghanistan/report-afghanistan/>>.

<<https://www.justiceinfo.net/fr/133399-crimes-afghanes-poussent-reconnaitre-apartheid-de-genre.html>>

1. L'Alliance : pays européens et États-Unis.

UN FAIT DIVERS DRAMATIQUE a secoué la France fin septembre : une jeune étudiante, Philippine, a été violée et tuée par Taha O., un jeune Marocain déjà condamné pour viol, fraîchement sorti de prison, et qui devait être expulsé dans son pays d'origine. Mais voilà, le Maroc ne semble pas tellement pressé de reprendre un violeur ni de s'en occuper. La France l'a relâché dans la nature, comme si la peine de prison avait suffi à elle seule à modifier sa vision des femmes et ses propres pulsions.

Alors, on se déchaîne partout, du FN au PC, pour exiger l'expulsion immédiate des migrants sous OQTF, comme s'ils étaient tous violeurs, et comme si Taha O. n'était pas un danger pour les femmes de son pays d'origine.

Disons-le bien fort, qu'il viole une jeune fille française ou marocaine, cela nous touche de la même manière.

Notre immense compassion pour la famille et les ami-es de la victime sera la même, et donc l'OQTF n'est pas la solution, tout comme la prison n'est pas la solution.

Bien sûr, il faut des sanctions pour les violeurs, et il faut aussi mettre en œuvre des protocoles de restauration de l'image des femmes, de construction de la nécessité du consentement, et que le temps de la prison soit aussi un temps de travail psychique pour ne pas avoir à relâcher sur la planète, quel que soit le pays, des violeurs en série, des meurtriers haïssant les femmes, qui seront un danger partout.

PARTOUT !

Véronique Decker

Du bon usage des femmes

Ce que, dans les années 1970, les féministes radicales ont appelé « culture du viol » est un outil permettant de penser la violence sexuelle en termes culturels et non individuels, de ne pas la considérer comme une exception pathologique mais comme une pratique inscrite dans un imaginaire qui non seulement tolère, mais encourage aussi souvent le privilège masculin que constitue l'appropriation du corps des femmes.

LE MYTHE DE LA BELLE AU BOIS DORMANT en est un exemple qui a la vie dure. Les premières versions connues, écrites l'une en français, l'autre en provençal, datent du XIV^e siècle. Dans l'une comme dans l'autre, un homme tombe raide dingue amoureux d'une femme plongée dans un long et profond sommeil et la viole.

Au XVII^e, le Napolitain Giambattista Basile reprend cette belle histoire sous le titre « Soleil, Lune et Thalie » dans un recueil intitulé *Le Conte des contes ou le divertissement pour enfants...* Un roi marié se tape une princesse endormie qui se réveille neuf mois plus tard parce qu'en lui tétant le doigt, les jumeaux qu'elle vient de mettre au monde en enlèvent l'écharde qui l'a plongée dans ce long sommeil. Mais rassurez-vous, le roi finit par tuer son épouse et épouser la princesse et ils vécurent toujours heureux...

On connaissait les reprises édulcorées de Charles Perrault, des frères Grimm, puis des studios Disney. Deux cinéastes s'en sont emparés à leur tour.

En 1968, *Rosemary's baby*, de Roman Polanski, sort sur les écrans mondiaux. C'est l'histoire d'une femme mariée qui, une nuit, fait un cauchemar. Elle rêve qu'elle est violée par le diable en personne devant son mari et tout un tas de locataires de l'immeuble qu'ils habitent. Quand elle se réveille, elle trouve des égratignures sur son corps. Son mari lui dit qu'il l'a littéralement violée pendant la nuit, car il ne voulait pas laisser passer l'occasion pour elle de concevoir. Elle découvre peu après qu'elle est enceinte.

En 2002, Pedro Almodovar prend la relève avec *Parle avec elle*, où un soignant fait un enfant à une femme plongée dans le coma. Et, même si, cette fois (on est quand même en 2002, et il y a des trucs qui ne passent plus trop), le violeur est puni et se suicide, d'aucuns ont pu voir dans ce film « un chant d'amour irrépressible et poignant¹ », « un ample chant mélancolique, sur la chair et l'esprit, le désir et les sentiments² », une œuvre où « on voit des hommes qui pleurent³ ».



Le Titien, *Tarquin et Lucrece*.
Viol de Lucrece par Sextus Tarquin (ce qui la conduit au suicide)
(in Wikipedia)

Quelles que soient leurs qualités, et ces films n'en manquent évidemment pas et ont pu nous procurer des sensations fortes, il n'en reste pas moins qu'ils véhiculent cette idée que le corps des femmes est à la disposition des hommes afin qu'ils s'assurent une descendance et jouissent d'un plaisir exclusif.

Marie-Hélène Dumas

1. Alex Masson, <Novaplanet.com>.
2. Serge Kaganski, Les Inrockuptibles.
3. Jean-Philippe Tessé, Urbuz.

Gisèle Pélicot, une combattante

Le procès des viols de Gisèle Pélicot sera sans doute le troisième procès phare qui restera dans l'histoire du combat féministe en France.

TOUT LE MONDE se souvient du procès de Marie-Claire Chevalier à Bobigny en 1972, et de son poids pour la modification de la loi concernant l'avortement. La loi Veil de 1975, dépénalisant l'avortement, s'est largement appuyée sur la mobilisation des femmes autour de ce procès. La déclaration publique de 343 femmes connues, déclarant avoir elles aussi avorté, pèse sur la justice.

On se souvient moins du procès concernant le viol d'Anne Tonglet et Aracelli Castellano, en 1974, qui, pourtant, avait aussi fait bouger les lignes grâce à l'obstination des plai-

gnantes et de leur avocate, Gisèle Halimi. Le viol de ces deux jeunes femmes, par une expédition punitive de trois hommes, avait d'abord été qualifié de coups et blessures en correctionnelle, avant que l'avocate n'obtienne une qualification de crime et renvoie les violeurs aux assises. Gisèle Halimi et les plaignantes avaient aussi refusé le huis clos.

En 1980, la législation sur le viol, datant de Napoléon, est modifiée et le viol devient un crime.

La décision de refuser le huis clos dans le procès Gisèle Pélicot est une décision héroïque, exposant l'intimité de la plaignante, mais elle fait de ce procès un « cas d'école », sortant du fait divers sordide, pour attester, par le nombre et la diversité des prévenus, que le viol n'est pas le fait d'hommes monstrueux, dont on pourrait se méfier, mais que la culture du viol irrigue profondément la société, au point de trouver facilement sur Internet des dizaines d'hommes consentants à violer « à son insu » une femme sédattée, avec toutes les classes sociales, toutes les origines, toutes les situations familiales.

On gardera de ce procès des phrases qui pourront devenir des objets d'étude...

Un avocat :

Il y a viol et viol, si la personne n'a pas conscience de commettre un viol, ce n'est pas un viol.



Un prévenu :

C'était sa femme, il fait ce qu'il veut avec sa femme.

Un maire :

Il n'y a pas mort d'homme.

À l'heure où j'écris ces lignes, le procès est loin d'être fini, mais les accusés ont déjà réussi à obtenir un huis clos pour « préserver leur dignité », car des vidéos des viols vont être projetées dans le cadre du procès.

Sauf que leur dignité, elle n'existe plus et ce n'est pas de voir leur sexe à l'écran qui la fait disparaître. Ils siègent masqués, comme s'ils craignaient le Covid, alors que c'est juste la réprobation sociale qu'ils tentent d'éviter.

On en est encore là. Construire une réprobation sociale à la soumission chimique des femmes...

Gisèle Pélicot ramène nos combats à une réalité tangible : pour un grand nombre d'hommes, violer une femme reste une activité de détente comme une autre.

De 1974 à 2024, cinquante ans de luttes incessantes n'ont pas fait bouger les lignes de la « culture du viol ».

V. D.



Possession

« culture du viol » présente depuis leur enfance, dans un patriarcat qui leur semble juste « normal ». Et c'est de cela qu'il faudrait s'ébrouer désormais.

Donc il propose 10 nouveaux commandements pour apprendre à devenir un homme respectable.

Merci à Morgan Lucas pour cette bonne idée, approuvée par au moins 200 hommes connus.

De tout ce texte, que j'encourage chacun·e à lire pour provoquer des discussions et des débats, ce que je préfère, c'est le 10^e commandement...

N'attendons pas qu'une femme nous dise quoi faire pour nous mettre au travail. On a deux yeux pour voir et analyser notre environnement, on peut donc savoir ce qu'il est nécessaire de faire. Parce que c'est aussi une charge mentale de devoir nous dire les choses.

Le « travail » désigné ici ne concerne pas le travail ménager seulement, mais tout le travail que les hommes doivent faire chaque jour pour nettoyer ce que le patriarcat et le masculinisme salissent autour d'eux. Les remarques sexistes, les attitudes glauques, les « évidences » qui n'en sont pas, la charge mentale, les partages réels de l'ensemble des tâches et des décisions, au travail comme dans les maisons.

Dans l'élan, cette idée de 10^e commandement m'a fait rechercher celui qui est toujours transmis par les religions du Livre et qu'on trouve facilement sur le site de l'Église catholique de France :

Tu ne convoiteras pas la maison de ton prochain ; tu ne convoiteras pas la femme de ton prochain, ni son serviteur, ni sa servante, ni son bœuf, ni son âne : rien de ce qui lui appartient.

Voilà, à tous ceux qui souhaitent ouvrir les yeux et commencer à nettoyer : les fondements religieux de notre société reposent sur la possession des femmes, des esclaves, des animaux domestiques à égale hauteur de domination.

Alors, à tous ceux qui pensent encore que violer une femme, c'est ne pas respecter le commandement religieux, c'est juste l'inverse qui se passe.

En rabaissant les femmes au statut d'objet, la convoitise des hommes devient légitime, comme une gourmandise sociale acceptable. Du moment que personne ne le sait et que tout puisse se passer à l'insu de tout ce qui fonde la respectabilité sociale des hommes.

La honte doit changer de camp, et pour l'instant, on n'y est pas encore.

V. D.



Sur le site de *Libération*, on trouve, en accès libre, une tribune écrite par Morgan N. Lucas et cosignée par 200 hommes connus.

UN TEXTE INTÉRESSANT qui montre que le procès Pélicot provoque un mouvement de fond dans la société. Habituellement, la réflexion féministe est réservée à des cercles de pensée féminins, et atteint rarement les hommes hétérosexuels.

Le texte donne une feuille de route en 10 points, comme 10 nouveaux commandements pour guider l'action des hommes aujourd'hui. Sans doute parce qu'il est thérapeute, mais aussi formateur sur les questions de genre à partir d'un point de vue résolument antiraciste, anticapitaliste, antisexiste, son texte fait mouche dans les débats ouverts par le procès : car si tous les hommes ne sont pas personnellement coupables de viols, tous baignent dans une



L'Amour violé

Ciné Bambule, à Limoges, nous a permis de voir (nous étions peu nombreux dans la salle et personne ne l'avait déjà vu) un film de Yannick Bellon sorti en 1977, intitulé *L'Amour violé*.

LA CINÉASTE YANNICK BELLON, morte en 2019, aurait eu 100 ans cette année. Depuis son premier documentaire, *Goémons*, en 1948, interdit à l'exportation car montrant une « mauvaise image » de la France, et plusieurs courts-métrages, dont *Le Souvenir d'un avenir*, en 2001, co-réalisé avec Chris Marker. À partir des archives de sa mère, la photographe Denise Bellon, en passant par de nombreux longs-métrages entre 1972 et 1992, elle a construit une œuvre indépendante, à la fois scénariste et monteuse ; elle a aussi créé sa boîte de production, Les Films de l'Équinoxe. Femme tellement indépendante qu'il faut la rappeler à nos mémoires. Elle raconte des histoires de prises de conscience, de combats, de brisure et de reconstruction. Ce sont des films doux sur des histoires violentes. Ils dénoncent des situations sociales intolérables et nous font accompagner des métamorphoses personnelles.

Dans *L'Amour violé*, une jeune infirmière circule dans Grenoble avec sa mob, de l'hosto à des patients à domicile, de chez elle à chez des amis. Elle s'arrête dans un bar acheter des clopes. Deux jeunes hommes font mine de la coincer et la bousculent volontairement. Elle s'échappe et sort. Elle enfourche sa mob. Ils font des remarques sur son cul. Elle ignore. Plus loin, elle se rend compte qu'une voiture la suit. Elle est sur une route campagnarde avec des maisons isolées. La voiture roule à ses côtés. Ce sont les mêmes, plus deux autres. Ils la font tomber, la ramassent sur le bas-côté et la jettent dans leur fourgonnette.

L'histoire commence abruptement, comme l'est un viol. Et la grande réussite de la cinéaste est de montrer cette scène dans toute sa réalité, sans céder jamais aux appétits voyeurs, mais en affichant la brutalité, la violence verbale et physique de ces quatre hommes qui expriment là, sans retenue, leur profonde haine des femmes, leur peur des femmes à laquelle ils réagissent par une volonté d'humilier, de blesser, de faire mal à celle qu'ils traitent comme un objet dédié à leur jouissance sadique. Qui vient précisément de ce qu'ils s'exhibent les uns aux autres dans leur haine. Elle n'existe qu'en tant que support.

Mais le grand intérêt du film est de se consacrer à l'après.

Comment une femme peut se reconstruire après cet anéantissement de son être. Ce n'est pas un film à l'américaine, ça pousse pas de grands cris, ça pleurniche pas des bons sentiments. Non, c'est un film du réel, « au cœur même de la vie », dit Yannick Bellon, pour exprimer ce qu'est pour elle un film. Une femme se retrouve dans sa solitude inté-



rieure, au milieu des avis, des conseils, des suggestions et des stratégies élaborées par son entourage. Et c'est le parcours d'une reconstruction.

Bien sûr, elle va voir un médecin de sa connaissance pour faire constater ses bleus, ses coups et blessures. Elle en parle à sa meilleure amie, qui lui conseille de porter plainte contre X. Elle en parle à sa mère, qui lui conseille d'oublier. Elle en parle à son fiancé, qui fait son service militaire et qui réagit en tapant des poings sur la table et sur les murs, fou furieux, mais pas du tout empathique envers elle. C'est lui qui est attaqué dans sa virilité par le rapt de sa « promise ».

Les débats qui agitaient le Mouvement des femmes à l'époque sont évoqués...

Porter plainte, oui d'accord, mais après ? Ils feront un peu de taule et ça ne changera rien. Ils recommenceront. Et puis, on est contre les flics, contre la taule. Alors quoi ? Aller leur casser la gueule ?

Le temps passe. Elle est dans l'incertitude. Jusqu'au jour où, fortuitement, elle reconnaît l'un des quatre, employé dans une station-service, et qui agace et provoque une conductrice venue faire le plein. Là, elle voit qu'il est prêt à recommencer et prend la décision de porter plainte. Pour préserver d'autres femmes, pour rendre public ce crime qui voudrait l'anonymat. Comme le fait actuellement Gisèle Pélicot, qui a refusé le huis clos afin que ses cinquante et quelques violeurs, des hommes comme tout le monde, de tous les milieux, soient dénoncés pour leur abjection et « que la honte change de camp », a-t-elle dit.

Quant au fiancé, il arpente les rues de la ville en proie à ses émotions et commence à voir des scènes auxquelles il n'aurait pas accordé d'importance auparavant, des femmes hélées, accostées, bousculées dans la rue par des bandes de petits mâles. Il commence à comprendre, à passer de son côté.

Le film va jusqu'à la scène de la reconstitution, avec le fourgon de police au fond des bois, parce que c'est aussi le chemin de la reconstruction de cette femme. Si, juste après le viol, elle avait dit : « J'ai honte », ce que toute femme peut ressentir d'avoir été intimement manipulée comme un objet et niée dans son individualité, au moment de la reconstitution, elle renvoie la honte à la face des violeurs en assumant fermement la nécessité de réclamer justice pour sortir de l'absolution du silence.

J'en parle à grands traits, mais il s'agit d'un film subtil, sensible et d'un ton très juste. Il donne envie de voir une rétrospective Yannick Bellon.

Michèle Monico

Le mot «pute»: insulte et stigmat

Pute est l'insulte la plus souvent proférée à l'encontre des femmes, les prostituées évidemment, mais aussi toutes les autres qui subissent la ritournelle «toutes des putes».

UNE LINGUISTE, Dominique Lagorgette, dont les travaux portent sur la violence verbale du Moyen Âge à nos jours, s'est penchée sur l'histoire de ce mot et des termes proches, pour en cerner les usages et l'idéologie sexiste qu'ils masquent, dans un court ouvrage drôle et féministe, *Pute. Histoire d'un mot et d'un stigmat*.

Ce livre nous fait une fois de plus prendre conscience que notre langue est construite et contrôlée par les hommes et est toujours ramenée à une stigmatisation des femmes. Cette stigmatisation est le signe de la détestation des hommes pour les femmes, qui veulent disposer de leur corps à leur guise, et de la charge discriminatoire des mots utilisés pour les désigner.

Dans les premières pages de son livre, l'autrice cite Marina Yaguello qui, dans *Les Mots et les Femmes*, fait remarquer que, dans un grand nombre de cas, le passage du masculin au féminin ajoute une valeur péjorative :

- entraîneur, entraîneuse;
- homme galant, femme galante;
- homme public, femme publique.

Elle enchaîne sur le refrain d'un groupe musical Fatal Bazooka :

- Un gars, c'est un jeune mec et une garce c'est une pute/*
- Un coureur c'est un joggeur et une coureuse c'est une pute.*

Ce potentiel péjoratif apparaît dès le Moyen Âge et persiste à travers le temps.

Il s'accompagne d'une autre constante; les termes qui caractérisent les prostituées sont utilisés pour désigner les femmes en général: nana, rombière, pouffe, pétasse, gon-zesse, comme s'il existait une nature féminine liée à l'usage du corps.

Les termes liés à la prostitution rejoignent la cohorte universelle des insultes sexistes, homophobes et transphobes (mais encore racistes, classistes, âgistes ou validistes), qui visent à discriminer par l'humiliation les personnes entendant faire de leur corps et de leur vie ce que bon leur semble.

L'origine du mot pute n'est pas certaine, mais l'autrice penche pour l'hypothèse latine du terme *putidus*, qui signifie pourri, gâté, puant, fétide, et renvoie, par extension, à la saleté morale.

L'autrice procède à un examen des termes utilisés pour désigner les prostituées à travers les âges et montre la

genèse d'un stigmat persistant dans la langue, en dépit des avancées du féminisme et des études de genre. Elle explique que marquer les personnes comme infâmes participe à «une pédagogie de l'effroi. Outre la punition des coupables se joue aussi, voire surtout, l'éducation des autres femmes par la peur d'endosser à leur tour ce stigmat. On les incite à la vertu, c'est-à-dire à l'obéissance au tabou sur la sexualité désirante et jouissive, qui seule sera à même de leur éviter l'enfer pendant la vie et surtout outre-tombe si l'on est croyante».

Dans la langue courante, «putain» est souvent utilisé pour ponctuer un discours «putain de bordel de bon dieu de sort (Céline, dans *Mort à crédit*); eh bé... Bonne mère, Pute borgne (Françoise Dorin, dans *Les Jupes-culottes*)».

Il est désolant de constater qu'encore à l'heure actuelle nos ponctuants les plus fréquents sont «putain» et «con»!

Dominique Lagorgette souligne que nombreuses sont les femmes aujourd'hui qui retournent ce stigmat en revendiquant fièrement d'en être, des putes! Parmi elles, les «TdS», travailleuses du sexe, terme qu'elle utilise tout au long du livre.

Ce terme, nous le refusons, trouvant qu'il banalise la prostitution dont il fait un travail comme un autre, choisi par les femmes. Seul petit bémol pour un livre drôle et nécessaire, à mettre entre toutes les mains, qui montre comment la langue structure notre pensée, clouant le bec à celles et ceux qui fustigent l'écriture inclusive.

Sa.



Dominique Lagorgette, *Pute, Histoire d'un mot et d'un stigmat*, La Découverte, 2024.

Marina Yaguello, *Les Mots et les Femmes*, Payot, 1978.

Laurence Biberfeld, *Le Plus vieux métier du monde... qu'ils disent*, les Éditions libertaires, 2016 et *Hors-série Casse-rôles*, n° 12,

«Pornographie et prostitution», dossier, dans *Casse-rôles*, n° 12, mai-juillet 2020.

Chant écarlate

Chant écarlate est un roman posthume, qui divisa fortement la critique africaine; certains l'éreintèrent, d'autres en firent l'éloge, mais, rapidement, il fut traduit en sept langues...

C'EST UNE HISTOIRE D'AMOUR qui finit tragiquement entre un Noir, sénégalais (Ousmane Guèye), d'origine pauvre, et une Blanche, française (Mireille de La Vallée), fille de diplomate. Les deux se connurent durant leurs études et devinrent professeurs de philosophie.

Si, sans plus, indifférente au christianisme, Mireille, en se mariant avec Ousmane, voulut bien se convertir à l'islam, du côté d'Ousmane, musulman convaincu, il n'était pas question de transiger avec « son attachement à sa condition de Nègre » et à l'ensemble de sa culture religieuse et machiste.

Dans ce roman, qui se passe au Sénégal, la polygamie courante de la société musulmane est un ajout supplémentaire pour considérer l'ensemble des problèmes qui sont décrits.

Mais, comme le nuance Isabelle Eynard en fin de volume, à propos du machisme, il s'agit de « l'idéologie masculine commune à toutes les civilisations de tous les temps. Toutes véhiculent en effet la même image, ou à peu près de ce que doit être un homme par rapport à une femme : l'être supérieur qui domine la femme, être inférieur. Celle-ci doit obéir et être passive. »

Mariama Bâ (1929-1981), l'autrice de *Chant écarlate*, Sénégalaise et musulmane, se découvre pour autant une ardente féministe qui mena de nombreux combats, notamment comme porte-parole devant l'Assemblée nationale de son pays y dénonçant « les inégalités de salaire, de carrière et la marginalisation des femmes à tous les niveaux de la société ».

De son vivant, Mariama Bâ publia, en 1979, *Une si longue lettre*, un roman épistolaire qui fut traduit en 27 langues, mais qui fut négligé par les éditeurs français.

On trouve dans *Chant écarlate* une description du racisme des Blancs envers les « nègres », et ce, essentiellement, chez les parents de Mireille, dont le père ne pouvait cacher ses sentiments d'ancien colonisateur :

« Plus d'université ! J'ai compris : c'est pour le Nègre que tu as choisi de rester. Je ne veux pas de scandale. Tu ne mesures pas la gravité de ta conduite face à la situation que j'occupe. »

Mireille, qui participa avec passion aux événements de Mai 68 et qui avait rompu avec les enseignements qu'on lui



avait inculqués, avait conscience de la mentalité de ses parents :

« Pour vous, on peut fraterniser avec le Nègre, mais on ne l'épouse pas. »

Mais, de façon accentuée, on lira une description indirecte du racisme envers les Blancs, les « tubaabs » (à vrai dire, il s'agirait plutôt d'un rejet culturel global) ; cela surtout dans l'entourage des deux personnages principaux. Mais c'est la mère d'Ousmane qui dit ouvertement sa réprobation :

« Une *tubaab* ne peut être une vraie bru. Elle n'aura d'yeux que pour son homme. Nous ne compterons pas pour elle. Moi qui rêvais d'une bru qui habiterait ici et me remplacerait aux tâches ménagères en prenant la maison en mains, voilà que je tombe sur une femme qui va emporter mon fils. Je crèverai debout dans la cuisine. »

Avec une exception dans le rejet, celle de Djibril Guèye, le père d'Ousmane, un ancien combattant de l'armée française qui vivait de sa pension ; exception caractérisée par sa largeur d'esprit et sa tolérance chez quelqu'un qui pratiquait portant un islam rigoureux en fréquentant quotidiennement la mosquée.

Le texte est parsemé d'un grand nombre de mots en wolof, langue parlée au Sénégal, avec, dans la première édition, les traductions en bas de page, mais dans notre édition, le tout est renvoyé dans un glossaire en fin de volume – ce qui ne simplifie en rien la lecture du livre.

Dans la postface, Mama Coumba Ndiaye écrit que l'autrice a voulu laisser un enseignement à ses jeunes lectrices, c'est-à-dire « faire preuve de clairvoyance pour ne pas tomber dans les lieux communs de l'idéologie masculine et tirer les leçons de cette expérience ».

Bien sûr, il faudra lire ce roman si on est curieux de sa tragique fin.

André Bernard

Mariama Bâ, *Chant écarlate*, Les Prouesses, 2021.



I n d e

Des manifestations de milliers de personnes, d'abord principalement des femmes, rejointes par de plus en plus d'hommes, ont éclaté en Inde après le viol et le meurtre d'une interne d'une trentaine d'années dans un hôpital de Kolkata (ancienne Calcutta).

PARTIES DE LA CAPITALE DU BENGAL OCCIDENTAL, ces manifestations se sont répandues dans d'autres villes du pays, attisant le souvenir des autres manifestations monstres, en 2012, après le viol et le meurtre horribles d'une étudiante par cinq hommes dans un bus de New Delhi, ou de 2002, après le viol collectif dans l'État du Gujarat d'une jeune musulmane enceinte de cinq mois.

Bien emmerdé, Modi est venu jurer cracher que c'était horrible, barbare et que ça n'allait pas se passer comme ça. Cependant la jeune musulmane enceinte violée, sans préjudice du massacre de 7 membres de sa famille, dont sa fillette de trois ans, l'avait été lors d'un pogrom anti-musulman ayant fait, selon certaines sources, 2 000 morts en trois jours, les sources les plus retenues parlant de 1 000 morts.

Il se dit que les flics et le gouvernement de cet État dirigeaient les émeutiers et leur distribuaient des listes des biens musulmans et les adresses des personnes à massacrer. Il semble que ces trois jours d'extermination à Ahmedabad, consécutifs à l'incendie accidentel d'un train bourré de pèlerins à Godhra, aient été parfaitement planifiés. Qui diable gouvernait alors cet État ? Narendra Modi, dont on peut dire que, depuis, il est resté droit dans ses bottes, même si cet épisode a failli lui coûter sa carrière.

Récemment, en 2022, les 11 violeurs et meurtriers de la famille de Bilkis Bano, condamnés à perpète, s'étaient vus gracier par le gouvernement du Gujarat, rien à voir *of course* avec les discours et les conseils enflammés du Premier ministre

de l'Inde, qui ne change pas souvent de braquet. Ils sont sortis de zonzon sous les hourras et les applaudissements de la foule, gavés de bonbons et chaudement félicités, tandis que Modi parlait à l'écran de « mettre fin à l'humiliation des femmes ».

Manifestations monstres dans toute l'Inde, et recours. Hélas, la Cour suprême, le 8 janvier dernier, vient de casser leur grâce et de les renvoyer à l'ombre pour y purger leur peine définitive.

En attendant, la famille de la jeune interne couverte de blessures et violée a adressé au tribunal ses soupçons qu'il se serait agi d'un viol collectif suivi d'un meurtre. C'est curieux, les autorités de l'hôpital ont d'abord dit qu'elle s'était suicidée. Le corps a été retrouvé dans une salle de séminaires de l'hôpital. Voilà que les toubibs débrayent pour une durée indéterminée dans plusieurs États, réclamant un minimum de sécurité sur leur lieu de travail, et que les femmes prennent la rue un peu partout. C'est ballot, les flics avaient justement trouvé un lampiste, un bénévole de l'hôpital qui aidait les gens dans les files, pas de pot. Le scandale est tel que les flics ont été relevés de l'enquête et que l'affaire a été confiée par la Haute Cour de Kolkata au Bureau central d'enquête, une agence fédérale.

Mais inutile de se faire du mouron, Narendra Modi veille à ce que l'humiliation des femmes cesse.

Laurence Biberfeld



Les médaillés olympiques marchent au pas, défilent le 14 juillet, chantent *La Marseillaise* et ont la larme à l'œil quand montent les couleurs; rien d'étonnant quand on découvre ce que la plupart d'entre nous ignorent: en France, la moitié des médaillés olympiques depuis les premiers JO vont à des militaires (aux JO de Tokyo, 40 % des athlètes médaillés étaient des militaires).

POUR MIEUX COMPRENDRE comment l'armée fabrique des champions qui rapportent des médailles et portent la voix de « la Grande Muette¹ », dans les médias et sur les réseaux sociaux, il faut se pencher sur l'histoire du bataillon de Joinville.

L'École normale militaire de gymnastique de Joinville

Le 15 juillet 1852 est créée, à l'est du Bois de Vincennes, l'École normale militaire de gymnastique dans le but de former des moniteurs de gymnastique. Elle sortira rapidement de son espace propre, l'armée. La gymnastique devient obligatoire dans les écoles publiques, qui manquent de formateurs. Élargissant sa contribution, l'école militaire forme les sportifs hors des casernes et sélectionne ceux qui peuvent rapporter des médailles aux JO.

L'école ferme en 1939, mais ses anciens cadres reprennent leurs fonctions dès 1941 dans des établissements civils et militaires et, en 1956, est créé le bataillon de Joinville pour les appelés sportifs de haut niveau. Il disparaît en 2002 avec la suspension du service militaire. Le bataillon renaît de ses cendres en 2014, avec 88 sportifs de haut niveau. On l'appelle officieusement l'armée des champions et, officiellement, L'École interarmées des sports.

Le 12 août 2024, sur le site du ministère des Armées, on peut lire:

Les sportifs de haut niveau de la Défense ont remporté 21 médailles lors des jeux de Paris, plus d'un tiers du total de la délégation française. Un record pour les athlètes militaires, qui ont porté haut les couleurs de la France et des armées... Des sportifs plus que jamais engagés pour la victoire, le message qui les a portés durant toute la durée des compétitions, Armée de terre, Marine, Armée de l'air et de l'espace et gendarmerie, tous les corps ont obtenu des médailles, prouvant que le ministère des Armées est un acteur incontournable de ces jeux grâce à son soutien efficace pour le sport de haut niveau.

DES MÉDAILLES AU SON DU CLAIRON



Un cadre qui les stabilise

Le commandant Erwan, cité par *Le Figaro* du 1^{er} août, expliquait à l'AFP avant l'ouverture des JO: « On leur offre un cadre qui les stabilise et les libère pour devenir parfois les meilleurs du monde. »

Les sportifs et sportives, recrutés par l'armée, bénéficient d'une solde d'environ 1 200 euros, d'une couverture sociale et d'opportunités d'évolution professionnelle, tout en étant entièrement détachés de leur fonction militaire pour se consacrer à leur entraînement. La contrepartie, vingt jours par an: participer à des compétitions militaires ou des opérations de communication.

Au palmarès des JO de Paris: la maréchale des logis Manon Apithy-Brunet (médaille d'or en escrime); l'aviateur Nicolas Gestin au canoë slalom; le sergent Thomas Chirault au tir à l'arc; le second maître Shirine Boukli en judo; le sergent Léo Begère au triathlon; la maréchale des logis Lisa Barbelinau au tir à l'arc.

Un communiqué du ministère des Armées du 31 juillet précisait:

Le ministère des Armées offre à chaque athlète une rémunération, une formation professionnelle et un accompagnement en cas de blessure. La perspective de reconversion avec un cadre de valeurs communes avec les forces armées, soit un équilibre essentiel à la haute performance, permet à l'athlète de se libérer des contraintes administratives et de se concentrer pleinement sur ses objectifs sportifs.

La politique des sports mise en place par l'armée contribue, selon elle, à renforcer les liens entre la Nation et elle, ce qui, selon nous, n'est pas forcément souhaitable! Et cela d'autant plus qu'elle privilégie un sport d'élite autour d'objectifs de domination, de rendement, de compétition et de mise au ban des perdants. Elle favorise ainsi maltraitances, dopage et violences sexuelles.

Faut-il préciser que ce n'est pas notre conception du sport. Nous sommes contre le sport qui brise les corps et embriague, contre le sport spectacle chargé de violence au détriment du bien-être.

Sa.

1. La Grande Muette: périphrase utilisée en France pour désigner l'armée et ses membres qui, sous la III^e république, n'avaient pas le droit de vote. Notons que l'institution entretient aujourd'hui une culture de l'anonymat qui lui permet de dissimuler son influence réelle sur nos valeurs, comme le démontre l'exemple de la pratique sportive.



Le prix de la gloire

La télévision n'est pas la dernière à encenser le sport-spectacle, source de profits financiers qui motivent les récits trompeurs sur les valeurs sportives de dépassement, d'ouverture à tou-tes, de respect et de loyauté. Alors, quand elle fait un pas de côté et dénonce la face cachée du mythe, nous ne pouvons qu'applaudir.

UNE SEMAINE AVANT LE DÉBUT des Jeux olympiques, la chaîne Arte a programmé un documentaire sur les maltraitances imposées par un système qui sacrifie des enfants et adolescent-es pour la gloire et le profit.

Tout est mis en place pour fabriquer contre leur volonté des champion-n-es à exhiber sur les podiums. Qu'elles ou ils deviennent des machines à gagner aux dépens de leur santé et de leur bien-être, tel est le problème mondial dénoncé par Pierre-Emmanuel Luneau-Daurignac dans le documentaire *Futurs champions: le prix de la gloire*.

La performance au mépris de la santé

Des jeunes sportives, une nageuse québécoise, une gymnaste française, une patineuse artistique allemande de 11 ans racontent leur calvaire: entraînement à l'excès, privations de nourriture, pesées hebdomadaires, humiliations, harcèlement.

Ces maltraitances ont eu de graves répercussions sur la santé physique et morale de ces jeunes athlètes: retard de croissance, blessures aux conséquences irréversibles, *burn-out* et dépressions. Des sociologues et des médecins alertent sur ce problème dont on parle peu, expliquant que s'il y avait autant de blessures dans un autre domaine de la vie des enfants, on crierait vite au scandale.

Le documentaire souligne la responsabilité du système mis en place par les institutions sportives: fédérations nationales, ministère des Sports, Comité olympique. Pas question de ralentir la cadence et le ruissellement financier qui en découle, le marché mondial du sport génère des profits à plus de mille milliards de dollars. On assiste donc à une multiplication des matches et des compétitions conduisant à une accumulation de blessures chez les victimes, à qui l'on fait miroiter un futur glorieux pour faire passer la pilule de la préparation intensive.

J'avais très faim et je savais que toutes les filles avaient très faim aussi.

L'histoire commence au moment de la guerre froide, le sport devient un moyen d'affrontement entre l'Est et l'Ouest. Dans les pays de l'Est, les futurs champions sont entraînés dès l'âge de 3 ans.

On se souvient de Nadia Comaneci qui, à 14 ans, devient la première enfant star du sport. Peu à peu, la sélection précoce et le travail intensif deviennent la norme dans le monde du sport.

Coline Weber, gymnaste, témoigne: à 14 ans, elle pèse 34 kg, elle doit tous les jours faire attention à son poids: «J'avais très faim et je savais que toutes les filles avaient très faim aussi.» Elle subit les remarques humiliantes de son entraîneur et a le courage de parler. Son entraîneur sera condamné en 2023 pour harcèlement moral.

Une jeune athlète de natation artistique québécoise témoigne également dans le documentaire. Elle s'entraîne 50 heures par semaine et est victime de six commotions cérébrales: «Je me sentais comme une machine, j'étais un bien, un objet, un numéro qui rapportait de l'argent aux organismes et qui divertissait le public.»

Aujourd'hui, des associations luttent pour un meilleur encadrement des jeunes athlètes qui sont, avant tout, des enfants vulnérables et en pleine croissance; mais le combat reste difficile car il s'agit d'un problème systémique et d'une conception du sport bien éloignée de celle que l'on cherche à nous vendre. Dans le monde merveilleux du capitalisme sportif, on n'hésite pas à sacrifier les enfants au nom de la gloire et d'intérêts mercantiles.

Derrière l'euphorie des médailles gagnées, de la ferveur nationale autour des victoires, se révèlent les souffrances silencieuses des sportifs et sportives de haut niveau souvent maltraité-es et surmené-es.

Annie Nicolai

Pierre Emmanuel Luneau-Daurignac,
Futurs champions, le prix de la gloire, Arte, documentaire, 2024;
L'entraîneur et l'enfant, Seuil, 2021.



X, Y: stop!

Il faut le reconnaître, l'égalité et la mixité dans le sport se heurtent de plein fouet aux fondamentaux patriarcaux, qui veulent que les femmes restent à la place qui leur est assignée et avec les caractéristiques qui doivent être les leurs pour qu'elles s'y cantonnent.

EN GROS, le sport tel qu'il est conçu, c'est le dépassement, surtout physique mais pas que, c'est chercher toujours l'exceptionnalité. Nous sommes doté-es ou pas de capacités physiques plus ou moins exceptionnelles, et les louanges ne tarissent pas sur le physique hors norme de Léon Marchand, qui a un corps parfait rapport poids/puissance et une capacité respiratoire hors norme qui lui autorise des coulées à la limite de la disqualification, ou sur les 2 mètres 22, sans les godasses, du basketteur Victor Wembanyama, largement au-dessus de la moyenne, qui est de 2 mètres dans son sport pourtant profus en grandes giques. Le corps masculin exceptionnel est chanté, et ce n'est jamais un avantage déloyal que d'être physiquement hyperdoté. Les hommes doivent se dépasser, c'est dans leur mission, le mot «trop» est inapproprié en ce qui les concerne, et le sport tel qu'il est conçu cherche à établir des inégalités de toutes sortes, c'est le principe même de la compétition, des meilleurs et des moins bons.

En revanche, on l'aura remarqué, le mot «trop» est ce qui définit le mieux la sportive, puisque, suivant le principe général du sport, elle cherche la performance, à se dépasser, et à être meilleure que les autres. Et alors là, ça ne colle plus du tout avec les fondamentaux. OK, elle peut se dépasser et compétiter, la sportive, mais dans les limites que lui assigne sa féminité.

Ces derniers temps, les choses se compliquent encore avec la levée générale de boucliers déclenchée par ces démontages accélérés de frontières sexuelles qu'impose l'arrivée sur la scène publique des intersexes et des trans. Cette fluidité nouvelle des genres déclenche un *backlash* généralisé sur les assignations sexuelles, la première étant qu'un homme, c'est un homme, ça n'a pas de seins, c'est couvert de poil et ça ne pleure pas, et une femme, c'est une femme, c'est doux, moelleux et compréhensif, ça a les hanches plus larges que les épaules et ça reste à sa place.

Les femmes sont censées baigner dans des taux d'œstrogènes qui leur font l'œil humide et la compréhension large, tandis que les mecs nagent la brasse papillon dans des taux de testostérone propices à une combativité de bon aloi. C'est ainsi que l'église doit rester au milieu du village.

Pas de pot pour les femmes qui présentent des caractères virils; pour les hommes, c'est permis, mais pas pour les filles. Elles sont interdites de virilité, bien que celle-ci ne soit pas incompatible avec une enveloppe féminine, comme le démontre l'histoire. Quatre heures et demie de marche sous la pluie, en armes, pour aller chercher le boulanger, la boulangère et le petit mitron, par exemple, n'est pas un exercice très féminin. Et il suffit d'avoir des yeux pour constater que tous les hommes ne sont pas virils, et que toutes les femmes ne sont pas féminines.

Mais pas dans le sport, et surtout pas si le sport est un sport de combat.



Le sport est un des domaines les plus jalousement investis de l'orthodoxie sexuelle. Un véritable sanctuaire des normes.

La boxeuse algérienne Imane Khelif, qui a remporté la médaille d'or aux JO sans coup férir, a fait les frais de cette ombrageuse autant qu'arbitraire catégorisation, et on a admiré son courage et sa pugnacité, mais ce n'était ni la seule ni la première, hélas.

La boxeuse taïwanaise Lin-Yu-Ting avait été, comme elle, exclue de la compétition par l'International boxing association, dont les normes sont extrêmement réacs, au point d'avoir été invalidées par le CIO.

La Sud-Africaine Caster Semenya, triple championne du monde et médaillée d'or sur 800 mètres, elle, a aussi été contrainte par la Fédération internationale d'athlétisme à des tests humiliants.

L'Indienne Dutee Chand, sprinteuse médaille d'or, a été suspendue pour les mêmes raisons. Pareil pour la Kenyane Margaret Wambui ou la Namibienne Christine Mboma, ayant toutes plus de 5 nanomoles de testostérone par litre de sang.

Pourtant, le lien entre performances et taux de testostérone est loin d'être établi. En 2018, aux championnats du monde de New Delhi, Imane Khelif était à la 17^e place et à la 33^e en Russie en 2019. Aux Jeux africains en 2019 et aux Jeux de Tokyo en 2020, elle se retrouve à la 5^e place. Aux championnats du monde féminins de boxe amateur d'Istanbul en 2022, elle obtient la médaille d'argent. L'Irlandaise Amy Broadhurst, championne du monde, qui a gagné contre elle cette année-là, la défend en faisant remarquer qu'elle a tout de même été battue par 9 femmes, et qu'il est difficile de parler d'avantage déloyal. C'est vrai quoi, où était passée la testostérone d'Imane lors de ces 9 combats perdants contre des femmes ne souffrant pas d'androgénie ? Sa progression est assez rapide, mais classique. C'est juste une boxeuse qui en veut, et qui, d'amatrice, devient une pro aiguisée en améliorant sa technique au fil des combats. Comme bien d'autres. Une enfant pauvre, habitée par une rage de revanche sociale et fière d'elle-même et de son pays, qui

la porte littéralement en triomphe depuis des années et dont la ferveur ne faiblit pas. Il faut reconnaître que les fans d'Algérie pourraient décrocher la médaille olympique des supporters.

Mais peut-être ne s'agit-il pas que de sexisme. On remarquera que, parmi toutes les femmes signalées, il n'y a pas une seule blanche. Peut-être que les corps des femmes racisées posent un problème spécifique ?

Il a aussi beaucoup été question de la jeune Kaylia Nemour, gymnaste franco-algérienne littéralement placardisée par la Fédération française d'athlétisme après une double opération des genoux en 2021, et malgré l'avis favorable de son chirurgien. Elle était déjà championne de France.

Avec l'accord de la Fédération internationale, elle arrive à changer de nationalité sportive pour rejoindre l'Algérie, mais la Fédération française pose son veto. Ce qui revient à dire : on a décidé que tu ne jouerais plus pour nous, mais tu ne joueras pas non plus pour l'Algérie. Finalement, la Fédé étant plongée jusqu'aux yeux dans des histoires de maltraitance d'athlètes, une mobilisation maousse d'autres gymnastes, de son club, de sa famille et la pression de la ministre des Sports Oudéa-Castera finissent par lui faire lâcher l'affaire. Kaylia réalise donc, sous la bannière de l'Algérie, une performance ébouriffante, et rafle une médaille d'or. Le public algérien la vénère, elle est aux anges et tous les fachos français se déchainent sur les réseaux, lui enjoignant de se barrer vite fait avec sa médaille d'or et toute sa famille de l'autre côté de la Méditerranée puisqu'elle aime tant l'Algérie, alors qu'elle est née à Saint-Benoît-la-Forêt (Indre-et-Loire). Bref, la routine, en France. Mais pourquoi diable avoir arbitrairement bloqué cette athlète qui était déjà championne de France et avait prouvé ses extraordinaires capacités ?

Pour que le sport en général cesse d'avoir ce genre de problème d'orthodoxie, il faudrait qu'il change de fond en comble, qu'il change à tel point que les catégorisations s'effacent au lieu de s'aggraver. En favorisant au maximum des sports hybrides, avec des équipes mixtes, des sports où les catégories n'ont aucune importance. Où tout être humain et quel que soit son sexe, ses sexes ou son non-sexe, pourrait jouer. Où la performance n'emprunterait pas une logique de guerre et d'exclusion, mais de coopération et de coordination, tout en valorisant les défis physiques et tactiques.

On peut rêver...

L. B.



Breakdance... et asile

Sacrée Maniza Talash, sa vie est un sacré conte de fées. La jeune breakdanseuse afghane a commencé à se passionner pour cette discipline à Kaboul, en 2020, en découvrant, sur les réseaux, la vidéo d'un danseur, Jawad Sezdah. Trois mois plus tard, prenant son courage à deux mains, elle se présente au gymnase, où son idole et les autres pratiquants de breakdance de haut niveau s'entraînent.

AU DÉBUT, elle se contente de les regarder, mais assez rapidement elle prend part à leur entraînement. Elle est la seule fille à danser, avec 55 garçons, et son niveau s'améliore rapidement.

J'ai retrouvé des vidéos de chorégraphies de cette époque, où sa petite bouille ronde s'impose au premier plan sur fond de grands bonshommes superbement coordonnés. Elle a alors 17 ans.

Dans ce gymnase, dit-elle, le genre n'avait aucune importance. À l'école ou dans ma famille, ils me disaient toujours : «Tu es une fille, tu ne peux pas faire ça, ou ce sport, ou ce boulot.» Mais dans ce gymnase, ils me disaient toujours : «Tu peux le faire. Ce n'est pas impossible. C'est difficile, mais pas impossible.»

Son premier coach est le danseur sur lequel elle avait flashé sur les réseaux sociaux, Jawad, et il veille à ce qu'elle fasse des progrès aussi solides que rapides.

Le progressisme des danseurs de hip-hop est cependant loin d'être partagé par toute la société. Dès la première représentation publique, un attentat à la voiture piégée sème la terreur, faisant des victimes parmi le public. Les garçons du groupe, dont fait partie Maniza, sont des Hazaras, une importante minorité chiite afghane, souvent ciblée par des attentats meurtriers. La danse est considérée comme un crime, même pratiquée par des garçons. Alors pour les filles... Maniza reçoit des menaces de mort tandis que sa popularité grandit. Pour ne pas exposer sa famille, elle change de nom. Quelque temps après, un attentat-suicide à l'intérieur même du gymnase est déjoué par la police, et le club ferme. Puis, c'est le retour des talibans, en 2021, et Maniza fout le camp au Pakistan avec 22 des danseurs,

emportant sous le bras un de ses petits frères alors âgé de 12 ans. Les exilés restent presque un an clandestins au Pakistan avant de se disperser peu à peu. Maniza, pour sa part, obtient l'asile en Espagne. À Huesca, elle est femme de ménage et elle s'entraîne dans une salle qu'on lui laisse utiliser.

Le breakdance entre dans les disciplines olympiques, et ce rêve fou la porte de participer aux JO. Elle ne peut évidemment pas le faire sous le drapeau afghan, mais l'amie américaine d'un ami de Jawad remue ciel et terre et arrive à joindre Gonzalo Barrio, chef de l'équipe olympique des réfugiés. Laquelle est complète, mais son histoire remue les tripes et les cœurs et on se pousse pour faire de la place à cette extraordinaire *first Bgirl* de son pays.

Cependant, dès l'officialisation de sa sélection pour les JO, sa famille est en danger de mort, et un rocambolesque contre-la-montre s'engage pour offrir l'asile à sa mère, son autre frère et sa petite sœur en Espagne.

C'est pas en France que ça arriverait. En France, on a bien voulu accueillir Marwan, Franco-Palestinien depuis 2014. Mais, en 2021, alors qu'il est de retour à Gaza, un missile israélien tombé sur sa maison le touche à la tête et aux jambes. (Quoi, les bombardements ont commencé avant le 7 octobre 2023 ?) Les soignants lui découvrent en prime une tumeur au cerveau.



Marwan rentre de Gaza en morceaux, ayant quasiment perdu toute autonomie. Il est accompagné de sa sœur Shama, qui, pour sa part, a un visa touristique. Elle demande un titre de séjour pour pouvoir rester et s'occuper de son frère, qui a du mal à se déplacer seul. Non seulement elle ne l'obtient pas, mais elle écope d'une OQTF. Elle dépose un recours pour faire annuler cet arrêté d'expulsion et l'audience a lieu en février (entre-temps, le moins qu'on puisse dire est que la situation a changé à Gaza). La réponse est arrivée le 29 juillet : non

Droits de l'« homme » et prostitution

seulement le titre de séjour n'est pas accordé, mais l'OQTF est maintenue. Maître Sidi Dioum, son avocat, est sur le cul. La préfecture n'est certes pas l'Armée du salut, mais tout de même. Morceaux choisis de l'argumentaire préfectoral : Shama ne démontre pas l'ancienneté de son établissement en France, elle ne prouve pas qu'elle n'a plus d'attaches à Gaza, elle ne prouve pas qu'elle est la seule à être capable de s'occuper de son frère, elle n'a pas d'autres attaches que lui en France, mais comme en effet c'est un peu chaud à Gaza, la préfecture n'est pas tenue de mettre à exécution l'OQTF. Elle n'est pas obligée, mais elle fait ce qu'elle veut, la préfecture. Tel que.

En fait, Shama ne peut pas être expulsée, mais il importe qu'elle palpe bien l'hostilité féroce de son pays de non-accueil, c'est ça la France. En France, la petite famille de Maniza aurait pu se faire éviscérer par les talibans avant d'obtenir l'ombre d'un visa de courte, très courte durée, non renouvelable. On ne peut pas accueillir toute la misère du monde, nos clodos de souche sont prioritaires chaque fois qu'un exilé se pointe, même si le reste de l'année ils sont invités à crever de misère sur le pavé.

Pour en revenir à Maniza, décidément cette jeune femme n'a pas froid aux yeux, elle qui disait :

Je ne suis pas partie parce que j'avais peur des talibans ou parce que je ne pouvais plus vivre en Afghanistan, mais parce que je voulais prouver aux femmes que nous pouvons danser. Que c'est possible.

Elle-même n'a pas triomphé devant la Néerlandaise Bgirl India, mais l'eût-elle fait qu'elle aurait de toute façon été disqualifiée pour avoir violé la règle 50 de la Charte olympique, qui interdit aux athlètes d'avoir un cerveau, pardon, d'exprimer leurs opinions politiques lors des JO. Cette irréductible casse-cou a arboré une cape bleu clair portant un message politique d'une violence inouïe : « Free Afghan women ». On espère que l'Espagne va annuler aussi sec tous les asiles de cette ingratitude et de sa famille, qu'elle va être expulsée de l'équipe olympique des réfugiés, on espère que cette petite insolente sera interdite de compétition à vie, comme Tommie Smith et John Carlos, sans préjudice de lui pourrir sa vie d'athlète comme on l'a fait à Peter Norman. Car les Jeux olympiques, c'est une grande fête fraternelle où on pose de côté tous les sujets qui fâchent, hors de question d'y mettre sur le plat les problèmes de racisme, de sexisme, dont meurent les gens.

Le sport, c'est sacré, c'est au-dessus de toutes ces basses considérations, et c'est pourquoi la solidarité y est totalement bannie.

L. B.

Je viens donc de découvrir le Conseil de l'Europe, gardien de la sécurité démocratique fondée sur les droits de l'« homme », la démocratie et l'état de droit, organisation internationale qui réunit 46 pays, dont 27 membres de l'Union européenne (UE). Il est doté d'une assemblée parlementaire, constituée de parlementaires nommés par les gouvernements de ces 46 pays.

EN GROS, cette assemblée discute des sujets de droits des humains et émet des rapports et des recommandations. La Cour européenne des droits de l'Homme est une structure du Conseil de l'Europe.

Tout occupée à lutter contre les violences faites aux femmes, l'assemblée parlementaire examine, le 3 octobre (aura examiné, quand tu as *Casse-Rôles* entre les mains), une proposition de résolution titrée « Protéger les droits humains et améliorer la vie des travailleuses et des travailleurs du sexe et des victimes d'exploitation sexuelle ». La version initiale du document s'intitulait « La réinsertion des personnes prises au piège de la prostitution ou soumises à la traite des êtres humains ».

Voilà, voilà, le glissement est évident.

Les sources étudiées sont celles favorables à ce que la prostitution devienne un « travail », associations, rapports de l'ONU, quand les sources abolitionnistes sont ignorées ou minimisées. Le projet est à base de distinction entre prostitution forcée et « travail du sexe » (TdS), et encourage les législateurs et législatrices des différents pays à veiller à ce que les TdS puissent exercer leur activité dans la dignité.

Cette assemblée n'a pas de pouvoir législatif ou réglementaire ; on peut espérer que, quelle que soit la décision prise, elle n'aura aucun effet, en particulier sur l'UE dont le parlement a encore affirmé, en 2022, que la prostitution est une forme grave de violence et d'exploitation.

Par contre, il faut bien constater que les lobbys réglementaristes ne lâchent pas l'affaire...

Christine Rebatel

Source :
<<https://eclj.org/family/pace/le-conseil-de-leurope-sapprete-a-appeler-a-la-depenalisation-totale-de-la-prostitution?lng=fr>>.

Total: un féminisme incompris

Nous ne vivons plus au temps de l'exploitation coloniale de papa, dieu soit loué. En atteste le projet East African Crude Oil Pipeline (EACOP) d'oléoduc chauffé, porté par Total en Afrique de l'Est, sur l'Ouganda et la Tanzanie.

AUJOURD'HUI, quand on veut lancer un projet pétrolier d'envergure dans un pays libre comme l'Ouganda, on prend bien garde d'indemniser et de dédommager avec soin la gueusaille qui se trouve sur le tracé, et comme on est à la page et donc féministe, on veille à ce que les 180 000 paysan·nes qu'on expulse se trouvent sur un pied d'égalité.

Dernièrement, l'Observatoire des multinationales a enquêté auprès d'une trentaine de femmes concernées. Ça pinaille sur la pingrerie des indemnisations devant les tribunaux ougandais et français, ça se lamente que la compensation se soit faite par foyer, soit sur compte bancaire (qu'il a fallu ouvrir la plupart du temps), soit par échange de terres. Le tout ayant été discuté en matinée, quand les mères de famille sont en train de trimer aux champs, ça va plus vite entre hommes.

Ce qu'il y a de révolutionnaire, c'est que le compte bancaire ne pouvait être qu'un compte joint. Alors, certes, une fois qu'elles ont donné leur précieuse signature, les femmes, elles peuvent s'asseoir sur l'usage de la maille ainsi dispensée. Elles ne sont envisagées par EACOP que comme les conjointes de leurs époux, à tel point d'ailleurs que les hommes qui avaient zappé les cérémonies d'usage pour jouir du conjungo se marient fissa afin d'avoir accès, grâce à la signature de la fraîche épousée, à la moula du pétrole.

Au moins, elles accèdent aux droits des épouses, mais si l'Ouganda reconnaît les droits fonciers des femmes, 75 % des terres restent régies par le droit coutumier, qui s'en bat les steaks. La plupart du temps, les femmes sont considérées comme de simples utilisatrices des terres de leur époux, même si, par ailleurs, elles peuvent acheter des terres en leur nom propre.

Et utilisatrices, elles sont, car c'est sur leurs épaules que repose l'approvisionnement en nourriture de la famille, l'époux s'occupant des cultures commerciales. Elles sont aussi chargées du ramassage du petit bois, de la collecte de l'eau, de la cuisine et des soins à toutes les personnes dépendantes, très jeunes ou très vieilles. En résumé, c'est d'elles que dépend la vie quotidienne de la famille.

**FEMMES OUGANDAISES PORTANT
THE EUROPEAN WAY OF LIFE**



C'est ce qui fait qu'elles regimbent. Vous savez comment sont les femmes : jamais contentes. Évidemment, la maison fournie n'est pas similaire à ce qu'elles avaient. Elles ne peuvent plus cuisiner dehors comme elles l'ont toujours fait car on leur a fourni des réchauds électriques placés dans la maison.

Les enfants, quand ils grandissent, ne doivent plus dormir sous le même toit que les parents selon la coutume, mais là, il n'y a plus qu'un toit, et il faut changer drastiquement les habitudes de tous.

Les terres proposées sont moins fertiles, situées beaucoup plus loin de la maison, parfois submergées de déchets des chantiers pétroliers. Il en résulte que le régime alimentaire qu'elles peuvent offrir à leur famille est plus pauvre, si bien que tout le monde en pâtit.

Mais de quoi elles se plaignent ? Elles les ont enfin, ces foutues terres, après les avoir attendues parfois jusqu'à cinq ans, et avec l'engagement ferme par contre de détailler dans les plus brefs délais. Si bien qu'il y a eu des hiatus dans la continuité des vies familiales, des déscolarisation sur le long terme, des époux sur les nerfs en trouvant table vide quand ils rentraient le soir à la maison. Il semblerait que les violences conjugales aient connu une croissance inversement proportionnelle aux revenus des femmes.

Elles pleurent, parce qu'elles ne savent plus faire que ça. Elles pleurent que les champs sont loin, que le petit bois aussi est loin, et l'eau difficile à trouver.

Cet approvisionnement prend tant de temps qu'elles ont été obligées de mettre les enfants à contribution pour assurer la survie de la famille, adieu l'école. Et deux écoles ont de toute façon été avalées par la relocalisation, si bien que tous leurs élèves se sont retrouvés sans affectation. Et comme toutes ces matrones sont de grandes gueules malgré les difficultés quasi insurmontables générées par leur expropriation, employons les mots appropriés, elles se plaignent et réclament. Elles réclament que les points de collecte du petit bois soient regroupés près des maisons. Que l'eau soit disponible, mais pour qui elles se prennent à la fin ? Bientôt elles voudront aussi avoir un hosto pas loin de chez elles. On leur donne le doigt, et on se retrouve manchot.

Et comme un malheur n'arrive jamais seul, elles se plaignent de la violence masculine, y'avait longtemps.

L'arrivée sans avertissement d'avions, de costards et d'hommes en armes au début de l'exploitation, a fait comprendre aux villageois terrifiés ce que signifiait, en gros et en détail, le mot pétrole.

Depuis, la multiplication des sous-traitants qui s'installent à proximité immédiate des femmes, les travailleurs du pétrole, des hommes esseulés dont elles prétendent qu'ils se montrent parfois menaçants et dont la seule présence rendrait leur quotidien plus dangereux, quand elles se déplacent seules et parfois loin pour cultiver ou collecter du bois ou de l'eau. Elles se sont affolées du meurtre impuni et non élucidé d'une villageoise d'un camp de réinstallation alors qu'elle allait chercher du bois. Mais dites, qu'est-ce qui prouve que les travailleurs du pétrole y sont pour quelque chose ? C'est peut-être un suicide pour des raisons sentimentales. Les sous-traitants se montreraient harcelants et sans merci quand les femmes trouvent à s'employer dans le secteur, et les représentants communautaires nommés par les pétroliers les menaceraient quand elles veulent dénoncer les maltraitances diverses dont elles prétendent être l'objet.

Et donc la peur s'ajoute aux difficultés accrues du quotidien, on n'a pas fini d'entendre les pleureuses.

Elles disent pis que pendre des travailleurs du pétrole, qui seraient de véritables réîtres, toujours prêts à les harceler, chercher à abuser d'elles, les séduire et les agresser. Tout ça parce que les taux de contamination au HIV, après avoir baissé, ont augmenté depuis que le progrès est arrivé dans le coin. Tout ça parce que les amoureux repartent sans laisser d'adresse mais en laissant parfois un gosse. Mais ce sont les choses de la vie ça, Mesdames, les entreprises n'y sont pour rien.

Quand elles sont mal lunées, impossible de les faire changer d'avis. Du reste les pétroliers ont l'habitude, ça fait des années que ces empêcheuses de tourner en rond tournent en boucle, portent plainte. Les locales se regroupent et s'adressent directement aux autorités diverses, gouvernementales et pétrolières ; les activistes, et il n'en manque pas dans ce pays de cocagne, se baladent aux quatre coins du monde, partout où se trouve un site de Total, pour tempêter contre ce merveilleux projet ultra-méga révolutionnaire.

On a beau avoir tripoté les lois en Ouganda et particulièrement celle sur la gestion de l'ordre public afin d'en faire un peu rabattre à ces grandes gueules, elles ne désarment pas. Les ennemies du progrès ont toujours une trouvaille pour les concasser aux représentants des pétroliers, sur la défensive, car quand ils les voient rappliquer, c'est rarement pour apporter des cadeaux ou les féliciter. Elles ne sont pourtant pas en position de force, mais les Ougandaises sont pugnaces. Le nombre d'ONG qu'elles forment pourrait laisser entendre qu'elles vivent dans une démocratie ouverte.

L'Ouganda a aussi le privilège douteux d'abriter un mouvement Fridays for future, qui compte pas moins de 50 000 membres. Hilda Flavia Nakabuye, une de leurs charismatiques représentantes, ne perd pas une occasion d'aller vociférer à l'étranger devant les sièges de la multinationale pour cracher vipères et crapauds à propos du projet EACOP. Et là, tout y passe, les 2 000 km² de forêts, de zones humides, de parcs nationaux que traverse ou impacte le pipeline, sans préjudice de balancer dans l'atmosphère pas moins de 34 millions de tonnes de CO₂ par an. Quatre cents puits sur le lac Albert, les poissons retiennent leur souffle, et l'oléoduc passe le long du lac Victoria, mais je vous le demande, que vaut la flotte de nos jours au regard du pétrole ? Si fuites il y a, ça ouvrira un marché d'approvisionnement en bouteilles d'eau pour 40 millions de personnes. Encore une promesse de progrès et de croissance, mais les femmes voient toujours le verre à moitié vide. Elles ont le cœur sensible, elles pleurent pour la faune et la flore dévastées, car oui, on ne fait pas d'omelette sans casser d'œufs, et on ne fait pas rouler les bagnoles et voler les avions au Nord sans esquinter un chouïa le Sud, où les femmes vont à pied aux champs, au petit bois, à l'eau. En se plaignant.

L. B.

Rencontre du collectif Casse-rôles

Les 6, 7 et 8 septembre 2024, le collectif Casse-rôles s'est retrouvé au château de Ligoure, en Limousin, pour une réunion de travail.

Le samedi après-midi, en cercle élargi, il y eut un débat autour du texte de Laurence Biberfeld, « Universalisme versus intersectionnalité » (C.-R., n° 29); débat suivi en soirée du documentaire *Le Balai libéré*.

En voici un petit compte rendu.



Discussion à propos de l'intersectionnalité...

Afin que tout le monde sache de quoi on parle, Laurence a lu son texte à haute voix et, pour finir, a défini l'intersectionnalité comme une notion englobant le monde pluriel et divers, issu de la colonisation, un monde métissé par le fait de ce qu'elle a clairement nommé le « viol colonial ».

St., qui avait eu la première réaction au texte, a reconnu l'avoir lu douloureusement, lui qui se veut universaliste, de s'être vu rangé du côté des colonisateurs.

V. a parlé de deux corps séparés, deux visions du monde différentes selon que l'on prend les lunettes universalistes ou que l'on subit les oppressions décrites par l'intersectionnalité.

Laurence fait remarquer que l'universalisme nous venait des idées brassées à la Renaissance, pendant le siècle dit des Lumières, idées qui avaient présidé à la conquête du Nouveau Monde et aux débuts de la colonisation du monde par l'Occident, c'est-à-dire par quelques États homogènes, chrétiens, blancs, convaincus de représenter le summum de la civilisation. À cette époque, l'Inquisition papale passe au service de la royauté espagnole et devient le bras armé d'un État qui exerce un fascisme religieux.

L'extraordinaire diversité des cultures humaines que rencontrent alors les colons occidentaux dans les Amériques, en Afrique, en Asie est niée et annihilée par ces représentants de l'universalisme.

St. fait état des dégâts produits par cette question dans les milieux militants

qui se revendiquent toujours porteurs de valeurs universelles. D. intervient pour désigner l'intersectionnalité comme décrivant la combinaison des oppressions. L'exploitation économique liée à l'esclavagisme est le fait d'une société raciste. Ceux qui se revendiquent de l'universalisme ne sont que des hommes et des femmes blanches. Il évoque les luttes et les études contre le viol pratiqué comme arme de guerre par les soldats français en Algérie. B. poursuit sur les « droits humains universels » qui nient les différences et qui, en tant que droits, ont besoin d'une institution étatique pour les protéger.

Laurence précise que le terme « intersectionnalité » a été inventé par une juriste noire américaine qui avait constaté combien les diverses oppressions se tissaient de façon spécifique pour les femmes noires. Par ailleurs, la notion de « lutte des classes » est née chez les bourgeois, à commencer par Guizot et Thiers, avant d'être reprise par Marx. En effet, dit-elle, la classe bourgeoise existe bien, c'est indéniable, ils s'entendent et se reproduisent entre eux. Pour ce qui est de la classe qui rassemble prolétaires, paysan-nes, artisan-nes, le seul truc que les pauvres ont en commun, c'est le fait d'être exploités. Ce qui appelle à la convergence des luttes, rajoute-t-elle.

St. revient aux valeurs universelles en rappelant le sketch de Coluche. En effet, on peut toujours parler d'égalité, mais on est bien forcé de constater qu'il y en a qui

sont plus égaux que d'autres, et que si tu es noire, femme, grosse et handicapée, c'est pas gagné pour toi d'accéder à l'égalité. B. reprend sur la convergence des luttes en soulignant que le plus important, à ses yeux, ce sont les interliens qui se tissent en situation d'oppression.

D. se demande si les discriminations et les oppressions s'additionnent ou plutôt si elles se multiplient et parle de l'échec du front uni contre elles. Cependant, il parle de la CNT au Pakistan¹ qui soutient les droits des trans.

V. voudrait savoir si, quand on parle de droits des personnes, on considère les droits individuels ou collectifs. En tout cas, elle voudrait que ces débats débouchent sur de l'action et pas seulement sur des théories universitaires.

Laurence clôt le débat sur une grande question : comment se fait-il que la lutte des classes ait éludé la question raciale ? L'Europe, toujours prête à brandir ses belles valeurs universelles, a prospéré et assuré son confort sur l'exploitation des colonies sans du tout le reconnaître et l'assumer.

Ce sujet complexe reviendra bien sûr sur le tapis de Casse-rôles.

D'ailleurs, Marie-Hélène Dumas, dans les deux pages qui suivent, reprend le thème, dans son texte « Quelques intersectionnelles avant la lettre »...

1. Il n'y a pas de CNT au Pakistan. La Workers Solidarity Federation (WSF-AIT) a tenu un premier congrès en mai 2024.

Le Balai libéré

Film revigorant qui rappelle l'histoire peu connue d'un groupe de personnes employées au ménage des locaux de l'UCL (Université catholique de Louvain, en Belgique), qui, en 1979, suite à une grève massive, a congédié son patron, avec une magnifique lettre, et décidé d'assurer le travail en autogestion, ce qui a duré quinze ans!

Pour se débarrasser de ce mauvais exemple, l'UCL a fait appel à une loi l'«obligeant», au bout de quelques années, à faire un appel d'offres public, et qui fut perdu par l'équipe autogestionnaire au profit d'une boîte qui a obtenu le marché au prix de licenciements massifs et de la baisse des salaires.

Le grand intérêt du film tient à ce que la réalisatrice, en 2022, a fait se rencontrer des anciennes de l'équipe autogestionnaire avec des employées actuelles. Où l'on apprend, par exemple,



que là où l'ancienne équipe travaillait avec 7 personnes, l'actuelle boîte n'en emploie plus que 2, avec des aspirateurs harnachés sur le dos, des pauses casse-croûte tellement courtes que, même si elles se croisent, elles n'ont plus le temps de se parler et qu'il n'y a plus aucune cohésion des équipes de travail.

La confrontation entre les deux syndicalistes – l'ancien et le nouveau – est une belle leçon de ce que devrait être l'action syndicale: organiser des moments de rencontre entre les personnels afin que les expériences, les problèmes et les difficultés soient partagées et discutées, et que des actions collectives puissent être menées.

Et c'est très réjouissant de voir que si, au début de la rencontre, les personnels d'aujourd'hui font état de leur dispersion et de leur sentiment d'impuissance, au fur et à

mesure que se raconte l'expérience d'autogestion des anciennes, on voit s'allumer dans les yeux des actuelles salaires des étincelles d'espoir combatif.

Un super film! Plein de promesses de luttes... ■



CASSE-RÔLES

Je m'abonne ou me réabonne à partir du numéro

Prix libre euros*

Frais postaux : entre 1 et 2 € selon le n° (4).....6,00 euros

TOTAL euros

(RÉ)ABONNEMENT

*Pour info, le prix de revient (approximatif, puisque les numéros ont un nombre de pages variable) tourne autour de 20-25 euros par an.

Dans le prix de l'abonnement, sont compris les éventuels hors-séries.

NOM PRÉNOM

ADRESSE

TÉL. COURRIEL DATE

Libellez le chèque à l'ordre de : **Association Les amies et amis de Casse-rôles**

Adressez-le à **Christine Rebatel, 2, lieu-dit La Brière, 72260 Courgains**

Contact casse-roles23@proton.me
<<http://casse-roles.revolublog.com/>>

Compte ouvert au Crédit agricole Centre-Ouest. IBAN : FR76 1950 6000 1128 1207 4100 666 BIC AGRIFRPP895

Dans la société « marchande », tout produit doit engendrer des bénéfices, au nom de la rentabilité. À ce titre, le prix à payer pour un produit est le même pour tout le monde, que l'on soit avec ou sans ressources, au RSA ou député, c'est-à-dire volé ou voleur assermenté... Et selon ses moyens, on n'aura pas la possibilité d'acquiescer le même bien, mais celui d'une qualité inférieure, défraîchie, en somme spécial pauvre.

Parce que l'on paye un produit selon ses moyens, celui-ci devient accessible à tout le monde, désargenté ou plus fortuné: c'est l'égalité. Il y en a qui ne pourront rien don-

ner, ou peu, mais d'autres compenseront en donnant beaucoup plus: c'est la solidarité. Quant à la fraternité et à la sororité, celles-ci s'installent spontanément dès lors que le profit, la rentabilité et l'inégalité ont cessé d'être les moteurs des rapports humains.

Le prix libre peut se pratiquer dans tous les domaines, par tous les temps, et sans modération. Il s'inscrit dans la lutte anticapitaliste qui nous anime. À ce jour, ni Carrefour, ni Leclerc, ni les marchands d'armes, ni les marchands de soupe de la politique, ni l'OMC n'ont adopté le prix libre! Sinon, ça se saurait...

Il n'y a pas de lutte à
problème unique,
car nous ne vivons pas des
vies à problème unique.

- Audre Lorde



Suite aux échanges relatés page
précédente, nous avons jugé très
bienvenu ce texte que nous a proposé
Marie-Hélène...

Quelques intersectionnelles avant la lettre

Intersectionnalité: le mot n'est pas encore dans tous les dictionnaires. Le concept, dès sa formulation en 1989 par la juriste afro-américaine Kimberlé Crenshaw, a entraîné de nombreux débats et souvent été mal compris, voire violemment critiqué car, disent celles et ceux qui le dénoncent, il risquerait de nous faire tomber dans le «piège identitaire», les «intersectionnelles» trahissant la cause des femmes au profit de la défense des minorités.

POURTANT LA PENSÉE ET LES LUTTES intersectionnelles ne sont pas un phénomène nouveau. On en trouve des exemples dès le XIX^e siècle et même avant: surtout connue pour sa Déclaration des droits des Femmes et de la Citoyenne, Olympe de Gouges écrivit aussi des pièces de théâtre et des essais antiesclavagistes, antiracistes et anticolonialistes. Et sans remonter aussi loin, dans les quinze ans qui ont précédé le fameux article de Crenshaw, intitulé «Démarginaliser l'intersection de la race et du sexe», aux États-Unis, les féministes lesbiennes noires du Combahee River Collective ou des autrices et militantes telles que Selma James, autrice en 1974 d'un article intitulé «Sexe, race, classe... et autonomie», Angela Davis ou bell hooks ont publié des textes où elles analysaient comment les différents systèmes d'exploitation et rapports de domination avaient affecté les femmes.

À la même époque, en France, était créée la Coordination des femmes noires présidée par l'anthropologue sénégalaise Awa Thiam, autrice de *La Parole aux négresses* (1978), où, à partir de témoignages de femmes guinéennes, maliennes et sénégalaises, elle met au jour les trois formes d'oppressions qui pèsent sur elles: sexisme, racisme et classisme. Au sein du combat féministe, la Coordination défendait en particulier les droits des femmes immigrées – mais ses actions portaient aussi sur la lutte des classes et les luttes anti-impérialistes et contre l'apartheid. De son côté, Françoise d'Eaubonne, écrivaine, féministe, signataire du manifeste des 343, membre fondatrice du Front homosexuel d'action révolutionnaire (FHAR), activiste anticolonialiste et anticarcérale, inventait le terme d'écoféminisme, où elle montrait le parallèle qui existe entre le rapport des hommes aux femmes et des humains à l'environnement. En Italie, la sociologue et militante Mariarosa Dalla Costa éclairait le féminisme d'une analyse marxiste articulant le travail domestique à la production capitaliste et fondait à Padoue, avec Silvia Federici, le Collectif international féministe qui lancerait plus tard une campagne internationale pour le salaire du travail domestique. Et en Afrique du Sud, Ellen

Kuzwayo combattait conjointement la domination masculine et l'apartheid.

«À partir de la confrontation de notre vécu en tant que femmes et en tant que noires, nous avons pris conscience de ce que l'histoire des luttes, dans nos pays et dans l'immigration, est une histoire dans laquelle nous sommes niées, falsifiées», écrivent les membres de la Coordination des femmes noires dans leur bulletin de juillet 1978. Et, en 1981, bell hooks note à la première page de son ouvrage *Ne suis-je pas une femme?*: «L'existence des femmes noires était souvent oubliée, nous étions souvent ignorées ou écartées.» Que ce soit en France ou aux États-Unis, et partout dans le monde où elles étaient présentes, l'histoire des femmes noires restait à écrire. Elles s'y sont attelées. La pensée binaire et hiérarchique dominante les avait longtemps empêchées de se penser autant femmes que noires. Cette même pensée qui, chez nous, fait que les féministes ont longtemps entendu leurs camarades de lutte anticapitaliste leur dire des trucs du genre: «Votre combat n'a aucun intérêt. Il faut d'abord faire la révolution, alors l'égalité arrivera pour tous.» (Le masculin l'emportait sur le féminin, la lutte contre le capitalisme sur la lutte contre le patriarcat. Comme si le second n'avait pas été l'un des éléments constitutifs du premier.) Mais bon, fermons la parenthèse sans plus de développement, car il y a là un autre point de départ de la réflexion de bell hooks qui s'interroge ensuite sur les raisons pour lesquelles si peu de femmes noires ont participé à la lutte féministe des années 1960-1970. «Nous sommes, dit-elle, dans l'ensemble demeurées silencieuses... Une socialisation raciste et sexiste nous avait conditionnées à dévaluer notre féminité et à considérer la race comme seul marqueur pertinent d'identification... Nous nous sommes cramponnées à l'idée que la libération de l'oppression raciale serait tout ce dont nous aurions besoin pour être libres.» Et lors d'une interview datant de 2014, Angela Davis explique: «On demandait alors aux femmes noires de se positionner par rapport au mouvement noir et au mouvement féministe, et de dire lequel leur paraissait le plus important. Ce n'était évidemment pas la bonne question.» Ce qu'elle a analysé plus de trente ans auparavant dans *Femmes, race et classe*, où elle montre à quel point, non seulement la race et le genre ont partie liée, mais aussi la classe et le genre.

Hooks et Davis commencent toutes les deux par se pencher sur ce que les femmes noires ont vécu pendant la période de l'esclavage états-unien. Le titre du livre de bell hooks, *Ne suis-je pas une femme?*, reprend le leitmotiv du discours improvisé en 1851 par l'ancienne esclave et militante abolitionniste Sojourner Truth lors du Congrès des femmes de l'Ohio. Elle y prend la parole pour répondre à un homme blanc opposé à l'égalité hommes-femmes: «Cet homme là-bas dit que les femmes ont besoin d'être aidées pour monter en voiture et qu'on doit les porter pour passer les fossés [...] Et ne suis-je pas une femme? Regardez-moi. Regardez mon bras! J'ai labouré, planté et rempli des granges, et aucun homme ne pouvait me devancer! Et ne suis-je pas une femme? Je pouvais travailler autant qu'un homme (lorsque je trouvais du travail) ainsi que supporter tout autant le fouet! Et ne suis-je pas une femme? J'ai mis



au monde treize enfants, et vu la plupart d'entre eux être vendus comme esclaves [...] Et ne suis-je pas une femme ?¹ »

Sojourner Truth luttait à la fois contre l'esclavage et pour les droits des femmes. D'autres, telles que Harriet Tubman, Ida B. Wells ou Anna Cooper ont marché sur ses traces.

Parmi les exploitées, les ouvrières blanches n'étaient pas en reste. Étroitement surveillées par des matrones, car leur emploi n'était, selon les patrons des filatures, qu'un prélude à la vie conjugale, entassées dans des dortoirs surpeuplés, travaillant jusqu'à seize heures par jour dans des conditions atrocement insalubres, « les ouvrières du textile, note Angela Davis dans *Femmes, race et classe, se soulevèrent. À la fin des années 1820, elles organisèrent des débrayages et des grèves, protestant activement contre la double oppression à laquelle les exposait leur condition de femmes et d'ouvrières* ». Davis raconte plus loin qu'en 1848, une gantière, qui travaillait chez elle et recevait un salaire contrôlé sur le plan légal par les hommes de sa famille, avait exposé sa révolte devant la première Convention pour les droits des Femmes qui se tenait à Seneca Falls : « Nous, femmes, travaillons en secret, isolées dans nos chambres, parce que toute la société s'appuie sur une théorie qui veut que ce soit les hommes et non les femmes qui rapportent l'argent à la maison [...] Je ne crois pas qu'il existe une seule communauté où les femmes n'aient pas été tentées de se révolter. »

En Angleterre aussi, à cette époque, les ouvrières du textile se révoltent à la fois contre l'exploitation capitaliste et l'oppression patriarcale. Les suffragistes radicales, telles que Sarah Reddish, Selina Cooper ou Helen Silcock, réclament le droit de vote avant les suffragettes, en même temps que de meilleures conditions de travail et l'égalité des salaires, le droit à l'éducation pour les filles et au divorce pour les épouses, l'égalité des droits de garde des enfants et le droit au travail pour toutes.

En France, ce sont les ovalistes, celles qui préparent le fil de soie brute afin qu'il puisse être tissé, qui lancent à Lyon, en 1869, la première grève de femmes. Elles aussi dorment dans des dortoirs insalubres, et quand 2 000 d'entre elles débrayent, leurs employeurs décident de les mettre dehors. Alors elles sortent leurs malles et dorment dans la rue. Occupation de l'espace public et action solidaire : rupture de l'ordre patriarcal conjointe à la révolte contre le patronat capitaliste. Ce qu'ont défendu, par leur mode de vie, leurs luttes et leurs écrits les anarchistes Emma Goldman et Voltairine de Cleyre, la communiste de gauche Sylvia Pankhurst ou la révolutionnaire marxiste Alexandra Kollontai.

Au-delà du racisme, du sexisme et du classisme, le concept d'intersectionnalité est utilisé aujourd'hui à propos d'hétérosexisme, de validisme et, d'une manière générale, de toute oppression que certain-es font subir à d'autres. Mais, là aussi, il y a eu des luttes intersectionnelles pionnières. En ce qui concerne le validisme, on peut citer par exemple Helen Keller, aveugle et sourde, qui écrivit, fit des conférences, créa une fondation pour les personnes en situation de handicap et agit toute sa vie afin que l'on valorise ces personnes en leur apportant une valeur économique et en leur offrant la satisfaction d'une activité normale, et qui, en même temps, défendit des transformations sociales radicales, lutta contre le racisme, milita pour le suffrage féminin, la contraception et l'avorte-

ment, soutint des grèves ouvrières, et, pendant la Première Guerre mondiale, se rangea du côté des pacifistes.

« Noire, lesbienne, mère, combattante et poète », ainsi se présentait l'Afro-descendante new-yorkaise Audre Lorde, dont on a pu dire qu'elle incarnait exactement tout cela. Combattante et poète : c'est avec les mots qu'elle luttait. Parce qu'elle croyait qu'il fallait dire les choses. Que tant qu'on se taisait, rien ne pourrait changer. Elle écrit de la poésie et elle poursuit des études de littérature. Pour payer les frais d'université, elle travaille comme aide-soignante, puis en usine, et devient bibliothécaire. Continue d'écrire, des poèmes et des essais dans lesquels elle développe une véritable pensée de l'oppression multiple. Dans son article « Âge, race, classe et sexe : les femmes repensent la différence » (1980), elle précise : « Quarante-neuf ans, noire, lesbienne, féministe, socialiste, membre d'un couple interracial et mère de deux enfants dont un garçon, je me retrouve généralement affiliée à un groupe ou un autre qualifié de différent, déviant, inférieur ou tout simplement dans l'erreur. » Or, pour elle, ce ne sont pas les différences qui nous séparent, mais, en leur sein, l'affirmation et la croyance de la supériorité d'une race, d'un sexe, d'une classe, d'un âge, d'une préférence sexuelle... Il faut donc se débarrasser de ces croyances, repenser la différence et l'utiliser comme un outil de changement social.

En 1981, Gloria Anzaldúa publie avec Cherrie Moraga, comme elle chicana américaine lesbienne et féministe, *This Bridge Called My Back: Writings by Radical Women of Color*, anthologie de textes écrits par des femmes racisées vivant aux États-Unis. Chicana de la 6^e génération, Gloria Anzaldúa a grandi au Texas, une terre qui a appartenu à ses ancêtres indiens et espagnols, puis colonisée par ceux qu'elle appelle les « anglos ». Parce qu'elle est atteinte d'un déséquilibre hormonal, sa puberté commence dès l'âge de 6 ans. Elle se ressent étrange, bizarre, « queer » en anglais, mot qu'elle utilise dans ses écrits dès les années 1970, et va développer ce qui deviendra une pensée féministe queer décoloniale pionnière. Elle veut « faire les comptes avec ces trois cultures : blanche, mexicaine, indienne ». Écrit *Terres frontalières, La Frontera, La nouvelle Mestiza*, recueil où, histoire d'abolir les frontières qui délimitent et séparent, la langue espagnole fait des incursions dans le texte anglais et la poésie s'insère dans l'essai. « Je suis, dit-elle, de toutes les races car ce qui est queer en moi existe dans toutes les races. »

Ce tour d'horizon, évidemment incomplet et imparfait, montre à quel point les théories et les luttes intersectionnelles, loin d'assigner les individu-es à des communautés fermées, ouvrent au contraire vers un universalisme d'autant plus intéressant qu'il ne serait pas celui des dominants.

M.-H. D.

1. Women's Rights National Historical Park (traduction MDH).

Sources :

Gloria Anzaldúa, *Terres frontalières. La Frontera. La nouvelle Mestiza*, Cambourakis, 2022.

Kimberlé Crenshaw, *Intersectionnalité*, Payot, 2023.

Mariarosa Dalla Costa, *Femmes et subversion sociale*, Entremonde, 2023.

Angela Davis, *Femmes, race et classe*, Des Femmes, 1983.

Angela Davis, *Une lutte sans trêve*, La Fabrique, 2016.

Françoise d'Eaubonne, *Écologie et féminisme, révolte ou mutation ?*, Libre et solidaire, 2018.

Bell Hooks, *Ne suis-je pas une femme ?*, Cambourakis, 2005.

Selma James, *Sexe, race et classe, la stratégie de l'autonomie*, Premiers matins de novembre, 2024.

Jill Liddington et Jill Norris, *Histoire des suffragistes radicales*, Libertalia, 2018.

Audre Lorde, *Sister Outsider*, Crossing Press, 2007.

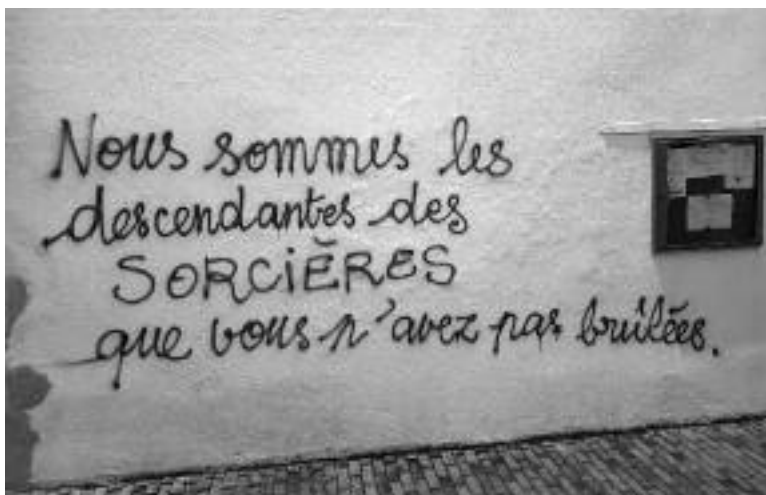
Awa Thiam, *La Parole aux négresses*, Denoël/Gonthier, 1978.

Les lieux de solidarité

On nous dit et répète qu'il n'y a pas d'alternative, c'est ce monde-là et rien d'autre, fondé sur la compétition, la performance et la rentabilité qui génèrent violence sociale et crise environnementale.

Il faudrait faire le deuil de nos espoirs de changer la vie. Alors nous oublions de regarder autour de nous des initiatives citoyennes porteuses de sens, d'émancipation et de solidarité, qui refusent l'idéologie toxique du libéralisme.

Ce sont quelques-unes d'entre elles que nous avons voulu recenser dans ce numéro, en souhaitant qu'elles nous aident à accroître notre liberté et notre combativité.



SOMMAIRE

Gilets jaunes, encore un effort en faveur du vivant, 25
La Case de Santé à Toulouse, 26-27
La Collective de L'Âmarrée, 28-29
À Montreuil, la Maison des Femmes Thérèse-Clerc, 30
Un lieu de solidarité... en prison ?, 31
La Gare, maison queer autogérée en Limousin, 32
L'Allumette du Mans, 33
Un syndicat sur la Montagne limousine, 34-35
Les Affolé-es de la Frange, 36-37
Les squats à Limoges, la solidarité en action, 38-42
Bienvenue à l'Île égalité, 43 (et 45)
À La Ménardièrre, on est vieux... mais vivants, 44-45
À Montpellier, des projets émancipateurs, 46-47



Gilets jaunes, encore un effort en faveur du vivant!

Tandis que nous assistons à l'effondrement mental, économique, politique et psychologique d'un monde gouverné par le profit, de nouvelles formes de résistance pointent partout. Elles marquent une franche rupture avec l'autoritarisme et la bureaucratisation qui caractérisent les luttes anciennes et, dans la foulée, expliquent l'échec du prolétariat à créer une société sans classes.

L'APPARITION DES GILETS JAUNES a réveillé chez des milliers d'hommes et de femmes le sentiment et la conscience d'une évidence: nous sommes riches d'une vie sans cesse appauvrie par l'obligation de travailler pour survivre. Quoi d'étonnant si le pouvoir s'emploie à occulter, par le mensonge et la matraque, ce qu'il y a de subversif dans la simple joie de vivre!

L'agitation spontanée n'a plus besoin de gilets pour se propager avec une liesse pour le moins absente des défilés brailards de l'anticapitalisme.

Les chefaillons de droite et de gauche en demeurent effarés. Les manifestant-es mêmes semblent, tel·les des enfants, déconcerté·es par leur soudaine audace. On invoque des prétextes raisonnables, mais personne n'est dupe.

La revendication maîtresse, c'est la vie.

Une vie éminemment précieuse, une vie indûment menacée par les boutiquiers de la mort. Une vie qui se veut libre et ne s'encombre ni de religions, ni d'idéologies, ni de politique, ni de structures hiérarchiques, étatiques et mondialistes.

La vie, avant toute chose, est le fusil brisé qui, par le harcèlement de son omniprésence, empêche la transformation du sujet en objet, de l'être en avoir, de l'existence en marchandise.

Pourtant, jamais le nihilisme n'a été à ce point la philosophie des affaires. Ce qui se prépare à orienter notre sort, c'est un « lâcher tout! » dû à l'écœurement d'un monde sans cœur.

Nous sommes pris au piège d'un univers où l'envers vaut l'endroit, où la salauderie des bons sentiments, le cynisme des assassins de l'ordre et du désordre, et la veulerie d'une déshumanisation à froid ont accumulé une immense fatigue qui n'a qu'une pressante envie: celle de faire le vide.

Il va de soi que le réflexe du « lâchez tout! » diverge dans ses intentions selon qu'il s'abandonne au réconfort de la mort ou qu'il mène, en faveur du vivant, une guérilla sans autre arme

que l'exubérante ingéniosité dont la nature humaine détient les secrets.

Le camp de la vieille tradition apocalyptique prophétise une chute dans les abîmes du désespoir, il conjecture un suicide humanitaire programmé par l'autodestruction capitaliste. Mais, ce faisant, il suscite dans le camp adverse un grand sursaut de vie. Les rues et les consciences s'emplissent comme l'air du temps de résonances où la radicalité rayonne en silence. Rien n'est fini, tout commence!

Si nombreux que soient les séides de la servitude la plus vile, du ressentiment agressif, de la haine et de la délation, il se trouvera toujours un élan de générosité pour révoquer leur emprise. Tous les pouvoirs sont des citadelles délabrées auxquelles nous prêtons fermeté en leur faisant allégeance. Quand serons-nous dissuadés de laisser s'incruster en nous l'autoritarisme que nous prétendons combattre? Sans chefs, sans meneurs autoproclamés, sans appareil politico-syndical, les insurgé·es de la vie quotidienne tissent l'étoffe d'une véritable société humaine.

Le possible a besoin d'imagination. La curiosité est insatiable.

Le retour à la vie verra le triomphe de l'acratie, à savoir le dépassement de ces régimes baptisés démocratie, aristocratie, oligocratie, ploutocratie, qui proposaient en commun un bonheur dont le peuple a encore les fesses écorchées. Le retour à la vie implique le retour au local, la reconversion en individu autonome de l'individualiste et du calcul égoïste qui le déshumanise.

Seul le recours à une pratique expérimentale et poétique de l'autogestion et de l'harmonisation des désirs, permettra d'aborder concrètement la question du gouvernement du peuple par et pour le peuple.

Ne nous suffit-il pas de contempler les ruines des empires et des États qui nous ont dicté leurs lois et vomis leurs ordres, pour vaincre la pusillanimité qui nous empêche d'ouvrir une voie à l'auto-organisation sociale?

On aura beau jeu de railler la Commune de Paris, écrasée par la bourgeoisie, les soviets d'ouvriers, de paysans, de marins, liquidés par les bolcheviks, les collectivités libertaires de la révolution espagnole, décimées par le Parti communiste. Mais ce sont là des tentatives à peine esquissées dont il nous appartient de tirer des leçons salutaires.

Puisque tout semble perdu, qu'avons-nous à perdre en multipliant la création de petites collectivités soucieuses d'aborder localement et concrètement les problèmes que l'État et ses commanditaires monopolistiques ne peuvent traiter que de façon mensongère, statistique, abstraite?

Dans la débâcle du « lâchez tout », nous allons apprendre à ne lâcher rien. Ce qui est donné sans réserve possède en soi la grâce de l'effort qui l'aide à s'épanouir. L'audace est au cœur de tous les désirs de vivre.

Raoul Vaneigem, juillet 2024

La Case de Santé

Cet article vise à aborder la santé en France qui ne soit pas seulement pour s'alarmer des désertifications médicales et paramédicales, pour s'indigner des discriminations et des violences subies par des usager-es ou encore pour s'attrister de la précarisation de l'hôpital public... Sans négliger ces réalités, il s'agit d'observer des initiatives positives qui rendent compte de la mobilisation de certain-es soignant-es pour replacer l'usager-e au cœur même de la démarche de soin.

J'AI DÉCOUVERT LES CENTRES DE SANTÉ communautaires il y a dix ans, lors d'une visite à Toulouse. La Case de Santé existe depuis 2006 dans cette ville et d'autres ont été créées : à Saint-Denis, La Place Santé en 2011 ; à Échirolles, Le Village 2 Santé en 2016, ou à Marseille, Le Château en Santé en 2018 (liste non exhaustive).

Des différences existent notamment en termes de rémunération des professionnel·les : certains centres ont choisi de rétribuer les salarié·es de la même manière, quel que soit



le statut médical, paramédical, social ou administratif ; d'autres maintiennent des grilles de salaires différenciées. Cependant, ce qui réunit ces centres en un réseau national, c'est un modèle qui conteste le système de santé inégalitaire et discriminatoire pour proposer une alternative qui ne soit pas du bricolage dans les failles du régime dominant.

Leur principe fondamental est de s'implanter dans le territoire des usager-es (prioritairement des quartiers populaires) et que le centre fonctionne par ces usager-es (prenant en compte l'expertise des individus pour améliorer leur propre santé). La gouvernance repose sur la participation de la communauté, à travers des comités consultatifs, afin d'orienter les actions et l'organisation du centre.

Dépassant la vision techniciste de la santé et de la maladie, ces centres proposent une approche globale par des équipes pluridisciplinaires (accueil, travail social, médiation en santé, sage-femme, médecine, etc.). Il est reconnu par ses membres que les conseils et les prescriptions venues d'en haut par un-e soignant-e « tout-e-puissant-e » sont tout autant infantilisant qu'inefficaces. Ainsi, certaines « créations » novatrices sont inspirantes : la présence de paires en santé (personnes rétablies ou en voie de rétablissement), l'organisation d'ateliers de partage de savoirs et de pratiques, animés par les usager-es, les temps de convivialité accessibles pour les habitant-es du quartier.

Il suffit de regarder le documentaire sur le fonctionnement du centre d'Échirolles¹ pour saisir que cette organisation est également bénéfique pour les professionnel·les, qui trouvent du sens à travailler avec les habitant-es, en valorisant les savoirs et compétences profanes au même titre que leurs connaissances scientifiques.

C'est également un engagement politique fort dans un contexte où l'économie de la santé encourage plutôt à la rentabilité, car, autant le dire, ces structures ne sont pas lucratives.

Pour respecter leur vision de la santé communautaire, notamment en intégrant le travail social, des temps de prévention et de promotion de la santé, mais aussi des temps de coordination dans les équipes, le fonctionnement des centres n'est pas en concordance avec le modèle de la tarification à l'activité. Il s'agit alors de jongler avec des financements reposants sur les crédits des politiques de santé fixés par les Agences régionales de santé (ARS), les crédits





des politiques sociales ou ceux des services territoriaux (les préfectures pour l'accompagnement des populations immigrées).

Si la pérennité de ces centres de santé communautaires est incertaine – La Case de Santé toulousaine témoignant régulièrement de son risque de fermeture –, l'émergence de nouveaux collectifs permet de croire à la force et à l'attractivité de modèles alternatifs.

Lutter contre les inégalités sociales de santé est l'objectif d'associations, composées de soignant-es ou d'usager-es. L'association Les Klamydia's² a été créée en 2012, en Suisse, pour combler le manque d'informations en santé sexuelle pour les femmes ayant des relations avec des femmes (FSF). En France, Pour une médecine engagée unie et féministe (Pour une Meuf) date de 2017 et se présente comme luttant contre le sexisme médical. Leur fonctionnement, sous forme d'association à but non lucratif, repose ainsi sur le travail bénévole de leurs membres et sur les donations. L'existence des Klamydia's trouve sa légitimité dans le constat d'une méconnaissance, voire d'une négligence, par le corps soignant, des sexualités lesbiennes, avec des conséquences sur la santé des femmes. Certaines auront des relations hétérosexuelles, quand d'autres n'auront jamais eu de pénétration vaginale, même par des jouets sexuels; les FSF sont également exposées aux infections sexuellement transmissibles qui devraient pouvoir bénéficier de moyens de prévention et de dépistage. Victimes de préjugés sur leurs désirs (sexuel ou de parentalité), sur leurs pratiques (*sex-toy*, *chemsex*, etc.), les FSF, qui s'éloignent des soignant-es violent-es, peuvent alors trouver des ressources pour la réduction des risques et pour leur suivi gynécologique sur cette plateforme numérique d'informations.

De la même manière, le site Internet de Pour une Meuf est un espace de promotion d'une médecine inclusive et respectueuse des droits des personnes soignées. L'association s'engage dans les luttes contre les discriminations: sexisme, racisme, discrimination de classe, grossophobie, LGBTI-

phobie, etc. Sa création, en 2017, en France, est concomitante à celle du collectif Stop VOG qui souhaite lever le tabou sur les violences obstétricales et gynécologiques (VOG) et dénoncer l'impunité des agresseurs. Ces mouvements s'épanouissent dans le contexte #MeToo où de nombreux espaces sociaux (monde des arts ou domaine de la santé) révéleront la banalisation des violences de genre, les agressions à caractère sexuel et les viols que subissent les femmes. Ainsi, l'association de soignant-es Pour une Meuf se positionne, dans de nombreux articles, contre le sexisme dans les soins, contre les violences vécues par les soigné-es, mais aussi par les étudiant-es en santé.

Les ambitions de ces associations se réalisent à travers des brochures (par exemple: livret *Déroulement de la consultation gynécologique*, rappelant l'importance du consentement, ou l'affiche sur *L'auto-prélèvement vaginal*), des jeux (jeu «*pédagogique permettant de parler sans tabous et de façon positive de sexualités, de sentiments et de plaisir*»), mais aussi des formations (par exemple «*La bientraitance en gynécologie*» à destination des étudiant-es et des professionnel-les), des espaces de rencontres et d'échanges (tables rondes, conférences, etc.).

En cherchant à améliorer l'accessibilité des connaissances en matière de santé sexuelle et de droits des patient-es, elles offrent des outils d'autodétermination de son corps, de sa sexualité, dans le plaisir et la sécurité.

Elles dressent des constats inquiétants et leur existence même témoigne des lacunes et des violences du système de santé dominant. Cependant, elles reflètent aussi l'émergence de générations d'individus (soigné-es et soignant-es) qui s'indignent, se défendent et s'organisent.

Margaux

1. <https://www.youtube.com/watch?v=TPn_edifie0>.

2. Les Klamydia's est une association pour la santé sexuelle des lesbiennes, bi, trans et queers ayant une vulve.
<<https://www.klamydias.ch>>.

La collective de l'Âmarrée

Nous sommes la collective l'Âmarrée, deux associations sœurs et complémentaires. Nous sommes basées sur une commune très rurale du Finistère, là où la bruine et la brume enveloppent les contours anguleux de nos Monts d'Arrée, six mois dans l'année. Mais lorsque le soleil daigne nous éclairer, c'est un lieu magique et magnifique.

ICI, LA VIE EST SIMPLE et chacun-e se débrouille un peu comme iel peut. Il y a peu de travail, on essaye de s'entraider, de troquer, de covoiter, d'accueillir, de se retrouver pour réfléchir, agir et partager des bons moments. Il y a souvent des fest-noz, des fêtes, des spectacles et des concerts, des cantines à prix libre, il y a des petits maraîchers et petits éleveurs mais aussi de gros agriculteurs. Ce sont un peu des mondes parallèles, on vit sur le même territoire mais on se croise peu et on fréquente rarement les mêmes endroits, ce qui est dommage d'une certaine façon.

À quelques pas de chez nous, il y a la mer, la côte déchirée et sauvage, les tempêtes, les plages magnifiques peuplées de rochers en granit. Il y a aussi les algues vertes et les élevages de porc, et ça, c'est beaucoup moins fun.

J'ai longtemps travaillé dans une toute petite école de village, et, proportionnellement aux nombre d'habitants et de parents d'élèves, j'ai été marquée par le taux de suicides dans ma région.

C'est précisément le genre d'endroit où il est nécessaire, voire impératif, d'imaginer des espaces de solidarité, d'expression et de créativité, des lieux pour nourrir son corps et son esprit, des lieux de partage, de solidarité et de sororité.

La collective de l'Âmarrée est née sur ce terreau. Une graine qui émerge et se déploie, avec, pour objectif, d'accueillir, d'accompagner, de proposer des ateliers, de donner à réfléchir, d'ouvrir les portes de sa bibliothèque, et encore bien d'autres choses.

Concrètement, voilà comment ça se passe: notre collective réunit deux assos:

- l'Âmarrée, qui accueille et accompagne des femmes victimes de violences,
- et la bibliothèque Âmarrée, qui propose des ouvrages féministes, militants, fanzines, etc., ouverte à tou·tes.

Ces deux assos organisent ensemble des ateliers (d'écriture, de danse, d'autodéfense), des manifs, des concerts, invitent des auteurs à parler de leurs ouvrages...

Ces ateliers mêlent les femmes que nous accompagnons dans leur parcours difficile pour sortir de la violence qu'elles ont subie ou subissent encore, et des femmes aux parcours moins chaotiques.

La bibliothèque est un lieu de ressources à de nombreux points de vue. On y trouve des ressources littéraires, beaucoup d'ouvrages féministes qui donnent des clés de compréhension, des pistes pour survivre, lutter, partir, se soigner s'émanciper... mais aussi des ouvrages sur l'anarchie, les révoltes, l'écologie, les migrations, des BD, fanzines, etc. À ce jour, nous comptons 1800 ouvrages, uniquement des dons de maisons d'éditions indépendantes.



Illustration: Marion Plumet



Mais la bibliothèque est aussi un lieu pour se ressourcer: elle est agréable, silencieuse parfois ou, au contraire, pleine de vie, d'échanges et de rires. Nous sommes une dizaine de bénévoles. C'est un lieu de sororité où l'on peut passer juste pour discuter, demander des conseils de lecture, s'asseoir un moment pour feuilleter une revue, *Casse-Rôles* par exemple!

Nous proposons des ouvrages et revues que l'on ne trouve pas dans nos bibliothèques locales, accessibles sans avoir à les acheter; acheter un livre ou une revue n'est pas une priorité quand il faut d'abord manger ou payer une facture.

Afin de récolter quelques fonds pour faire vivre la bibliothèque, nous recevons parfois des auteures, nous proposons des après-midi jeux militants, des concerts au salon car nous n'avons pas encore de lieu dédié pour ça.

L'Âmarrée accompagnement, de son côté, reçoit des appels de femmes qui ont besoin de conseils ou d'accompagnement pour se sortir de situations de violences subies.

Nous pallions les manques de la société. Dans un monde idéal, il n'y aurait pas de violence, mais notre monde est loin d'être idéal et la violence est bien réelle un peu partout et dans bien des foyers. Dans notre monde, il existe peu de lieux de soutien et d'accompagnement, encore moins en ruralité où la violence est aussi présente qu'ailleurs. Et clairement, les lieux « homologués par l'État français » (les services publics) n'ont pas les moyens humains ni la volonté politique pour faire le taf jusqu'au bout. C'est pourquoi des assos comme la nôtre voient le jour! Évidemment nous ne sommes pas non plus des magiciennes, mais nous faisons notre maximum pour être présentes là où les femmes se retrouvent seules: pour déménager, déposer une plainte – et on sait que ce n'est pas une partie de plaisir –, trouver une avocate et accompagner au tribunal si besoin – grand moment de solitude dans ces lieux de justice et de lois –, chez le médecin, etc. Nous coopérons avec les assistantes sociales, les psychologues, les médecins, mais aussi des

masseuses, coiffeuses, de notre secteur. C'est important d'avoir ce réseau.

On est aussi présentes au téléphone ou de visu lorsque le besoin de parler, la peur, l'angoisse, se font sentir. On essaye de trouver des solutions d'urgence quand la personne n'a nulle part où aller se réfugier.

Si des assos comme la nôtre existent, c'est mauvais signe, ça veut dire que la société dysfonctionne, qu'elle ne met pas en place les moyens nécessaires pour soutenir accompagner les femmes comme elle le devrait. Des collectives de bénévoles pallient ce manque, ce n'est pas juste, mais c'est indispensable. Nous, les bénévoles de ces assos, savons bien la nécessité de ne pas être seules quand on traverse de la violence, conjugale, inceste, violence après une rupture, etc. Nous connaissons les rouages de la culpabilité, de la peur, de la sidération, nous l'avons toutes vécue, à différents degrés. Il est important de préciser ici que notre communauté de communes n'a pas souhaité nous soutenir, car nous avons organisé une manifestation féministe en soutien au peuple palestinien le 8 mars dernier!

L'autre dysfonctionnement de la société, c'est que rien n'est mis en place pour mettre à terre le patriarcat.

La femme reste dans l'ombre de l'homme et, à bien des égards, elle reste sa chose, son jouet, son réceptacle, son souffre-douleur, et il n'a aucun intérêt à ce que cela change. Exercer un pouvoir doit être grisant, semble-t-il. Le pouvoir de vie ou de mort étant le pallier ultime. Ce discours, au-delà de l'analyse, n'est qu'un triste constat, l'actualité ne cesse de nous le rappeler!

Heureusement que l'espoir d'une prise de conscience des jeunes générations nous envahit parfois!

Nous proposons également un fanzine à prix libre qui parle de tous ces sujets et de bien d'autres.

Notre collective de l'Âmarrée s'organise ainsi: les deux associations sont complémentaires et sœurs, et nous sommes sans aucun doute un lieu de solidarité loin des caméras et des micros. Les pieds dans la boue et le regard à l'affût du moindre rayon de soleil, nous nous organisons et créons nos propres réseaux de solidarités, avec d'autres collectives et assos de notre coin.

Si vous passez dans le Nord Finistère et que vous avez envie de nous rencontrer, n'hésitez pas.

Sandrine, pour L'Âmarrée

Nos contacts : associationlamarree@gmail.com
bibliamarree@proton.me

Montreuil : la Maison des femmes

La Maison des Femmes Thérèse Clerc, inscrite dans les lieux de solidarité pour ce dossier thématique, semble une évidence lorsque l'on passe une journée dans ses locaux, rue de l'Église à Montreuil ou même après avoir exploré ses réseaux sociaux.

CRÉÉE EN 1997 PAR THÉRÈSE CLERC, l'association a ouvert ses portes en 2000, en s'inscrivant dans une posture « féministe pour l'égalité femme/homme, la laïcité, la citoyenneté, la démocratie » et, depuis plusieurs années, elle se concentre sur « la lutte contre toutes les violences faites aux femmes ».

Pour Roselyne, sa présidente, la Maison des Femmes est « une utopie qui vit encore » malgré sa fragilité, car son existence est toujours remise en question selon les financements qui lui sont alloués. L'organisation et le fonctionnement y sont collectifs : des ateliers participatifs jusqu'aux événements militants, on pense et on construit ensemble à partir de nos propres expériences, en reconnaissant qu'elles sont sources de connaissances.

Depuis son origine, le projet porte une forte composante sociale.

Pensé comme un lieu de ressources, l'espace est réservé aux femmes pour leur permettre de se réunir, se confier,

organiser des projets... Il offre aussi des possibilités de s'informer sur ses droits et d'être soutenue dans ses démarches administratives ou judiciaires. Les compétences des bénévoles, des salariées et des femmes elles-mêmes sont partagées pour répondre aux besoins de chacune et ainsi construire une « plate-forme d'accueil collectif de lutte contre les violences ».

Même si, dans les années 2000, les combats relatifs aux injustices et aux inégalités dans le monde du travail étaient majoritaires, depuis quelques années, la réalité des violences faites aux femmes, et leur ampleur, a incité l'association à s'organiser autour de cette problématique. Des ateliers, animés par

une avocate et une conseillère conjugale et familiale, sont organisés pour que les femmes identifient les violences et les mettent en mots. Elles sont informées sur leurs droits et leurs moyens d'action, notamment pour un dépôt de plainte : elles sont soutenues, voire accompagnées physiquement au commissariat.

Des activités « hors les murs » rythment aussi la vie de l'association : interventions sur l'égalité dans les établissements scolaires, collectes de protections hygiéniques pour lutter contre la précarité menstruelle, mais également un partenariat avec La Maison Perséphone de Bessèges, dans les Cévennes, pour offrir des « séjours de répit » aux femmes ayant vécu des violences¹.

Pour autant, la démarche culturelle du lieu n'est pas négligée.

Les vitrines du local sont des espaces d'exposition pour des artistes ou des artisanes, pour médiatiser des projets théâtraux ou encore pour relayer la tenue d'ateliers d'écriture. La bibliothèque est accessible à toutes les adhérentes, on y protège la mémoire des luttes féministes d'hier, qui sert aux combats d'aujourd'hui. Cet archivage est à réactualiser en permanence car des récits féministes s'écrivent au quotidien, notamment formalisés par des œuvres cinématographiques. Depuis 2022, la Maison des Femmes organise un Festival de courts féministe afin de valoriser le travail de jeunes réalisatrices. En collaboration avec le cinéma *Le Méliès*, la Maison des Femmes a présenté la 3^e édition en juin dernier ; le thème s'inspirait d'une citation de Juliet Drouar : « L'hétérosexualité [...] doit être déconstruite si l'on veut lutter contre le sexisme². » Le festival présente une sélection, un jury et des lauréates mais surtout la possibilité de visibiliser des artistes engagées et de célébrer le cinéma dans toute sa diversité. L'association se mobilise aussi pour les Journées du matrimoine : expositions, spectacles, rencontres, balades urbaines, etc., pour découvrir ou redécouvrir des créatrices et leurs œuvres. L'objectif de la Maison des Femmes, cette année, a été de présenter « 100 femmes qui ont contribué à faire le monde » en les exposant sur les grilles du chantier de construction du tramway. Ainsi, La Maison des Femmes, par ses missions sociales tout autant que culturelles, représente un tremplin pour la création, l'entraide, la réflexion et l'inter-connaissance : à soutenir et à imiter !

Ce n'est pas le social qui rendra l'individu à son autonomie et par conséquent, sa liberté. Seul l'élan collectif, capable de créer des rapports de force, peut changer la donne !

Thérèse Clerc

Ma.



1. <<https://www.maisonpersephone.org>>.

2. Juliet Drouar, *Sortir de l'hétérosexualité*, Binge Audio, 2021.

Un lieu de solidarité... en prison?

Étonnant, non? Ça n'est pas vraiment un endroit où on pense trouver de la solidarité. On souhaite abolir la prison, trouver d'autres modes de réparation... mais ça, c'est pas pour demain. Alors, ne refusons pas de voir positivement la création de ce collectif de détenues: les Pluri'Elles.

MÉDECINS DU MONDE (MdM) est à l'origine de ce collectif dont l'objectif est d'améliorer la condition des détenues. Leur santé, déjà, mais aussi les conditions d'« extraction », car, par exemple, « pour aller voir un médecin spécialiste, [les conditions sont] si humiliantes que nombre de femmes renoncent à y avoir recours. »

Les femmes en prison représentent 3,7% des personnes incarcérées, soit un peu plus de 3000.

Sur les 188 établissements pénitentiaires français, seuls 56 accueillent les femmes et 52 quartiers de femmes se trouvent dans les prisons d'hommes. Total, beaucoup ont peu de visites (trop loin des familles), d'où isolement affectif.

Les déplacements: les femmes doivent toujours être accompagnées et ne doivent pas croiser d'hommes. En conséquence de quoi, elles ont moins accès aux soins (médicaux, psychiatriques), moins accès au travail, aux ateliers et activités diverses. Quelques exceptions dans les prisons où la mixité existe pour différentes activités.

Depuis 2020, les femmes ont droit à des protections menstruelles gratuites (12 par mois!): total, coupes menstruelles découpées dans des bouteilles plastiques, tampons trop longtemps gardés (risques d'infection), papier en guise de serviettes hygiéniques! Et les fouilles à nu qui obligent les femmes à enlever leur tampon ensanglanté sous le regard des surveillantes...

Un beau livre.

Solange

Muriel Douru, *Sortir de l'ombre. Une histoire de sororité en prison*, La Boîte à Bulles, 2024.



La Gare, maison queer autogérée en Limousin

**J'aimerais vous parler un peu de La Gare (maison Queer autogérée). Au préalable, deux points importants:
1/ je ne suis pas objective, puisque c'est moi qui l'ai créée;
2/ j'utilise le féminin pluriel pour désigner tous les genres.**

IL Y A CINQ ANS, j'ai acheté deux petites maisons que j'ai réunies pour réaliser un de mes rêves: créer une maison d'accueil queer et une bibliothèque libertaire.

Queer, qu'és aquò ? Voilà bien une question qui mériterait un débat – que nous avons d'ailleurs initié à La Gare.

Il me semble qu'on ne peut pas en donner une définition « universelle ». J'ai choisi ce vocable pour la maison, pour échapper à d'autres qui me paraissaient lourds et peu appropriés, tels les acronymes qui n'en finissent plus comme LGBTQI++, etc. Chacune peut donner sa définition du concept de « queer ». Pour moi, il signifie « pas pareille », non conforme, « de travers ». « Queer » est synonyme de « parias » assumées, et cela ne touche pas seulement la question du genre, mais aussi toutes les questions de société, c'est fondamentalement politique.

À l'origine, c'était une insulte. Je trouve intéressant de renverser le sens et d'en faire une « qualité » positive. Il est vrai que les dogmes pervertissent les mots et, malheureusement, il faut souvent s'expliquer, se justifier lorsqu'on utilise un mot qui suscite la création d'un autre conformisme. Personnellement, je ne me sens appartenir à aucune catégorie, c'est pourquoi je me sens queer.

Il a fallu bien des chantiers en mixité choisie pour que, enfin, nous puissions ouvrir la bibliothèque et le dortoir. C'est chose faite. Nous avons également une zone de gratuité.

La maison n'est pas grande, mais il y a aussi maintenant un grand terrain non attenant où des habitats légers peuvent voir le jour.

Deux personnes ont le projet d'y habiter et de s'occuper d'un petit troupeau de chèvres.

Dans le contexte de la ruralité, cela n'a pas été facile. Tout d'abord, parce que le village n'est pas favorable à ce genre d'initiative, sinon hostile, même si les gentes ne comprennent pas grand-chose à ce que nous faisons.



Que faisons-nous ?

Notre vie quotidienne nous prend pas mal de temps. Faire du bois pour l'hiver pour alimenter la cuisinière, travailler aux champs, bricoler, etc. Nous vivons sans raccordement aux réseaux, en plein bourg ! Nous utilisons l'eau de pluie et l'eau de source du terrain ; la maison est dotée de deux panneaux solaires, ce qui est suffisant. Pour s'en satisfaire, il faut aimer la vie rustique et être économes en tout.

Nous organisons des ateliers « d'autonomie », aussi bien sur les logiciels libres et les bonnes pratiques Internet, que des ateliers sur le battage de la faux, les greffes d'arbres fruitiers, la vannerie sauvage, la confection de pisse-debout, sans oublier les ateliers de reprise (en couture), et de crochets, avec l'association Vinaigre, dont le siège social se situe à la maison et dont l'objet est la sauvegarde des savoirs et des pratiques en voie de disparition. Nous initions aussi au maniement de la tronçonneuse et de la débroussailleuse.

Nous avons proposé des projections de films, dans la cour de la maison et dans la salle des fêtes du village. Il faut bien reconnaître que le monde n'afflue pas. Car, par ailleurs, du côté des néorurales par ici, ce n'est pas folichon. La mixité choisie n'était pas du tout intégrée dans les mentalités, même si la bibliothèque et nos ateliers sont ouverts à tous les genres. Cela vient un peu, mais nous entendons toujours des critiques qui nous accusent de faire de la ségrégation, de créer un ghetto, etc. Le fait que nous voulions accueillir des personnes victimes de stigmatisation ne les arrête pas. Beaucoup nous reprochent notre radicalisme et surtout notre remise en question des fausses solutions qui s'intègrent dans le capitalisme vert, aidées par les subventions de l'État, comme le management écologique institutionnel et l'éducation populaire.

Les discussions sont tendues et la solidarité assez absente alors que nous en avons bien besoin.

Actuellement, nous sommes en chantier sur le terrain et cela va durer. Nous construisons en bois, et aménageons le puits.

La maison est ouverte à celles qui auraient envie de partager cette vie simple, d'apprendre à se contenter de peu, à créer, avant de se lancer dans l'aventure de la vie dans les bois.

Nous pensons que cette vie-là est une forme de résistance. Notre queerisme est indissolublement lié à notre anarchisme et notre anticapitalisme patriarcal.

Bonnie

En savoir plus : <<http://lagare.laterre.org>> ; lagare@laterre.org
Bibliothèque La Gare, à l'attention de Bonnie,
119, route du Trieux, 24360 Champniers et Reilhac.



L'Allumette du Mans

Au Mans, existe depuis un an un Centre social autogéré, l'Allumette. Nous avons interviewé deux de ses membres, dont une membre de Casse-Rôles.

D'abord Fabien

Casse-rôles : Qui es-tu ?

Fabien Quatravaux : J'ai 43 ans, marié et papa de deux enfants. Je suis impli-

qué dans diverses associations au Mans depuis que nous nous y sommes installés il y a vingt ans, principalement des associations en lien avec l'environnement.

C.-R. : L'Allumette, c'est quoi ?

C'est un centre socioculturel autogéré, un espace d'accueil et de partage, ouvert sur le quartier de Pontlieue depuis deux ans. On y trouve de quoi partager un café pendant les temps d'accueil, une cuisine et une laverie en libre-service, une bibliothèque et une salle informatique. On peut utiliser tous ces équipements librement et gratuitement. On peut aussi adhérer à l'association pour soutenir le projet en fonction de ses moyens.

L'espace dispose aussi de plusieurs salles de réunion, qui peuvent être utilisées par des collectifs extérieurs à l'Allumette, moyennant une adhésion et le respect de la charte. Notamment, les organisations politiques qui souhaitent conquérir le pouvoir électoral ne sont pas autorisées.

De nombreuses activités y sont organisées : une cantine populaire, une chorale de femmes, des permanences d'entraide administrative, des cours de langue française et arabe, un club d'entraide féministe, un café réparation, etc.

Ce sont les membres de l'Allumette qui proposent des activités, définissent le programme et animent les temps d'accueil. Tout le monde peut devenir membre. Le projet est financé grâce aux cotisations des membres, il n'y a pas d'argent public.

Les décisions sont prises lors de l'assemblée générale qui a lieu une fois par mois. Un système de désignation des membres actifs et actives permet d'assurer une certaine continuité et une cohérence dans les décisions et la gestion du lieu.

C.-R. : Tu t'y investis comment et pourquoi ?

F. Q. : Je participe aux activités de l'Allumette en tant que voisin : j'habite dans le quartier et je fais partie du collectif « Pontlieue en transition ». Ce genre de lieu est important pour moi car il permet de créer des espaces d'interconnaissance et d'entraide gratuite. C'est un espace de rencontre potentielle pour des personnes qui, sinon, ne se seraient peut-être pas croisées. La première chose qu'on demande aux gens n'est pas de remplir ou de montrer des papiers, mais de sim-

plement être là et participer. Ce n'est que le début : pour le moment, c'est beaucoup le noyau dur initial qui anime le lieu, et les gens ne se bousculent pas pendant les temps d'accueil. Mais ce genre de lieu se met en place sur le temps long.

Disposer d'un lieu comme celui-là permet d'avoir un îlot de solidarité sur lequel se reposer dans le cas d'une crise grave. C'est une base de construction d'une résistance à la montée du fascisme et de l'extrême droite.

Concrètement, je participe aux assemblées générales (chaque mois, si je peux) et j'anime une des activités : le café réparation. Je donne également un coup de main pour la cantine populaire et pour l'accueil le mercredi ou le samedi. Je suis aussi point de contact pour les personnes qui seraient victimes ou témoins de harcèlement ou de tout comportement en contradiction avec les valeurs du lieu.

Ensuite Christine

C.-R. : Qui es-tu ?

Ch. : Christine donc. Féministe libertaire.

C.-R. : L'Allumette, c'est quoi ?

Ch. : Je rajoute à la description de Fabien que l'Allumette est porteuse de valeurs politiques : autogestion, antiracisme, anticapitalisme et, surtout, pour moi antipatriarcat. L'antipatriarcat concret à l'Allumette, c'est une procédure en cas d'agression, en particulier sexiste ou sexuelle, par un membre de l'Allumette (Fabien en a parlé) et la possibilité sans contestation d'organiser des moments ou des activités récurrentes entre femmes. Il y eut des moments en non-mixité pendant les travaux (qui ont duré plus d'un an), ce qui permet l'échange de savoirs et la possibilité d'expérimenter, de faire en toute tranquillité. Il y a aussi des activités non mixtes : le club d'entraide féminine, les cours d'arabe, le collectif HIRAK de femmes immigrées, un moment d'entraide administrative et juridique. La chouette chorale de femmes peine à se pérenniser faute d'une femme disponible pour en prendre en charge l'organisation.

C.-R. : Tu t'y investis comment et pourquoi ?

Ch. : Je suis dans le projet depuis le tout début. L'idée tournait depuis un moment dans le (petit) milieu libertaire du Mans et n'aboutissait pas, parce que commencé par la définition du contenu : les discussions-disputes n'aboutissaient pas. Avec quelques camarades qui se savaient proches politiquement, on a lancé le projet dans l'autre sens : avoir un lieu et définir ensuite le contenu précis. Et ça a marché. Ma participation est essentiellement de faire les comptes. Le refus des subventions est un principe fort de l'Allumette : il n'est pas question que qui que ce soit d'extérieur ait un droit de regard sur ce qui se passe chez nous. Du coup, on est toujours sur le fil.

Je participe à certaines activités non mixtes et soutiens très fort l'existence de toutes. La non-mixité, c'est la parole libérée, des idées, de la solidarité et beaucoup de rires aussi. Et les camarades hommes de l'Allumette sont des soutiens à ces possibilités. ■

Un syndicat sur la Montagne limousine

Je me demande souvent combien nous sommes, retiré-es dans les marges, à freiner des quatre fers, à refuser de toutes nos forces le monde inégalitaire industriel, hypertechnologique, numérisé et contrôlé du néolibéralisme finissant... Finissant, mais d'autant plus avide à piller les dernières ressources encore possibles avant les grandes catastrophes qu'il aura provoquées.



COMBIEN SOMMES-NOUS dans cette cour de ferme où nous sommes venus faire le marché, manger un petit repas ensemble avant d'assister au concert ou au spectacle qui se met en place là, devant nous? Spectacle de rue et de cour de ferme qui sera rémunéré au chapeau!

Combien sommes-nous à ce festival qui promeut l'autodestruction écologique, la protection des oiseaux et l'étude des rivières qui traversent le pays? Combien à ce marché de fin d'après-midi, sous les grands arbres de la place face à la médiathèque, qui, après avoir acheté pain, fromages et légumes, s'offriront un repas à prix libre préparé par le collectif du coin et s'installeront sur les grandes tables pour retrouver ami-es et voisin-es, et si le plat du jour ne leur plaît pas, iront aux food trucks ou chez le boucher du coin qui fait griller des brochettes et des saucisses. Il y en a pour tous les goûts et les publics se mélangent ou, en tout cas, se côtoient aimablement et assistent aux spectacles qui s'ensuivent avec le même plaisir de rester entre ami-es sous les arbres par une belle soirée d'été.

Mais, ce sont toujours les mêmes personnes qui font fonctionner ce genre de manifestation, qui ont le goût de faire se tenir de tels lieux de rencontres, de discussions, d'échanges, de convivialité, de partage, et qui offrent leur temps et leurs talents.

D'autres, à cette même fin, ouvrent des bars et des épiceries associatives pour tenter de répondre à ce besoin de lieux où puissent se réaliser des échanges d'information, de nourriture, de services et toutes sortes d'entraide.

Mais ici, en Limousin, un territoire est devenu le point de mire de celles et ceux qui s'intéressent aux expérimentations sociales : c'est la Montagne limousine, où s'est créé en 2019 un Syndicat rassemblant des habitants ayant pour perspectives de « relocaliser l'usage des ressources du territoire (eau, énergie, forêt, alimentation) », de « faciliter l'accès à la terre et au logement, de défendre et renforcer ce qu'il reste de services publics, de s'organiser face aux violences du système, de l'économie et à l'arbitraire administratif », en créant un groupe d'« entraide administrative et juridique » qui tient des permanences tournant sur plusieurs communes, de « mettre en place un droit d'asile local » de sorte qu'il n'y ait « pas d'expulsion sur la Montagne limousine » et de s'opposer, à l'échelle locale, « à la destruction du vivant, des sols et des milieux de vie humains et non-humains ».

Le syndicat édite un journal gratuit, *Imprimé par nos soins* (IPNS), et pour travailler à ces perspectives, des groupes thématiques ont été créés. Le groupe Logement a recensé les maisons vides de chaque commune et a édité une brochure sur les biens vacants et les moyens légaux, pour les communes, de les récupérer, ainsi que sur les moyens d'ouvrir un squat pour s'y installer. Le groupe Exilé-es, créé en 2019 pour répondre aux demandes

pressantes des résidents du Centre d'accueil pour demandeurs d'asile (Cada) de Peyrelevade, a accompagné le travail du MAS (Montagne accueil solidarité) qui, en 2017, avait acquis la Maison aux volets rouges de Tarnac pour accueillir des personnes en exil. Aujourd'hui, le groupe Exilé-es a rejoint le mouvement Emmaüs, depuis que celui-ci a réagi à la loi « asile et immigration » en dénonçant son « racisme décomplexé » et en s'engageant à soutenir toutes associations venant en aide aux exilé-es. Le mouvement Emmaüs bénéficie d'un agrément lui permettant, sous l'appellation OACAS (Organisme d'accueil communautaire et d'activités solidaires) d'accueillir toute personne, quelle que soit sa situation administrative, et de lui apporter protection et soutien, aide aux démarches administratives, apprentissage du français, formations etc. Aujourd'hui, le MAS a acquis, grâce à des dons et fondations, une autre grande maison à Tarnac, avec un niveau de 150 m² pour un atelier de conserverie qui aidera à l'autonomie économique de la communauté Emmaüs qui va s'établir ici pour l'accueil des exilé-es.

Comme le dit le journal du syndicat, les groupes thématiques « naissent, travaillent, s'inscrivent dans la durée, se mettent en pause selon l'actualité, renaissent, et de nouveaux se créent ». Tout cela est le fait de bénévoles qui s'engagent pour que les choses avancent. Si le groupe Exilé-es voit ses efforts aboutir à des réalisations concrètes qui vont réellement changer la vie, le groupe Forêts, par exemple, se trouve aux prises avec deux projets de méga-scieries qui menacent de ravager la Montagne limousine, et cependant maintient dans un fragile équilibre un vrai débat pour des forêts vivantes et fait un travail de fond auprès des acteurs de la filière,

afin de promouvoir une gestion respectueuse et durable des forêts. Il est aussi capable de mobiliser du monde pour arrêter un chantier de coupe rase, et de mobiliser des recours pour le stopper juridiquement.

Je n'ai pas parlé du groupe Santé, qui a réuni et fait se reconnaître tous les thérapeutes, traditionnels ou agréés par le Conseil de l'Ordre, qui travaillent sur le territoire. En plein désert médical, cette rencontre s'est avérée des plus utiles. Du groupe Grand Âge et de l'association l'Arbre, qui a un projet d'habitat partagé pour la fin de vie. Ni du groupe Psy, qui met en place du soutien émotionnel dans les coups durs, tout en tissant des liens avec les institutions psychiatriques.

Cette année, je n'ai pas pu me rendre au camp d'été du Syndicat, où tous ces groupes font état de l'avancée de leurs travaux, c'est pourquoi mes nouvelles ne sont pas très fraîches et datent du numéro du printemps 2024 du journal. Mais je ne peux que vous conseiller d'aller sur le site syndicat-montagne.org pour en savoir plus et pour les soutenir. Il y a là des sources d'inspiration et d'enthousiasme car, sur la Montagne limousine, on voit à l'œuvre la solidarité qui s'organise à l'échelle d'un vaste territoire, avec la volonté de reprendre la main sur nos vies, nos inclinations, nos choix d'entraide et de soutien mutuels, nos choix d'humains à reprendre terre et à retisser toutes sortes de liens au(x) vivant(s).

M. M.

Les Affolé-e-s de la Frange



Les Affolé-e-s de la Frange (LAF) est une association née fin 2017 à Limoges, elle intervient à la demande sur tout le territoire. Nous nous sommes donné comme objectifs de recréer du lien social bienveillant entre les individu-es et de lutter contre les schémas d'oppression (le capitalisme, le patriarcat et l'impérialisme), les violences et discriminations qui en découlent.

VOICI UN PANORAMA des principales activités de LAF, concernant, la prise en charge des personnes victimes de ces violences et les outils de solidarités que nous proposons :

Autodéfense féministe et populaire

Il s'agit de techniques d'autodéfense verbales, physiques et environnementales, sur les aspects psychologiques et sociologiques des agressions, les droits et recours juridiques, l'intervention en tant que témoin.

Cette action est accessible à partir de 7 ans, elle est proposée en non-mixité et en mixité. Nous animons plusieurs ateliers et stages tout au long de l'année à Limoges et sur toute la Nouvelle Aquitaine à la demande.

Dispositifs « Lanterne » et « Angela »

Nous avons mis en place, en mars 2020, le dispositif « Lanterne » sur Limoges. En mai 2020, le gouvernement lance « Demandez Angela ». Il s'agit de deux dispositifs complémentaires qui visent à faciliter la mise en sécurité des personnes en cas d'agression sexuelle ou sexiste dans des lieux accueillant du public.

L'idée est d'offrir une réponse rapide et accessible face aux violences sexuelles ou sexistes qui peuvent survenir dans la vie quotidienne (violences conjugales, harcèlement de rue, etc.). En simplifiant la recherche d'un lieu sûr,

Lanterne et Angela encouragent les personnes agressées à demander de l'aide et à ne pas rester isolées.

Nous avons actuellement une vingtaine de lieux accueillant du public (commerces, théâtres, CCAS, centres sociaux etc.), qui sont formés et labellisés sur toute la ville de Limoges, plusieurs dizaines d'autres vont prochainement rejoindre le réseau.

Par cette formation de trois heures, nous nous assurons que les personnes formées partagent nos valeurs et accueilleront les individus sans distinction ni discrimination (LGBTphobies, racisme, grossophobie, putophobie, classisme, etc.).

Si vous avez un local, vous pouvez demander à être formé et apporter votre lumière à ce réseau.

Accompagnement

Nous recevons régulièrement, par téléphone et dans nos locaux, des demandes de personnes ayant vécu des violences sexistes ou sexuelles.

Ces personnes nous contactent directement via nos réseaux sociaux, nous sont envoyées par nos partenaires (institutionnels et associatifs), mais également suite au déclenchement des dispositifs Lanterne et Angela.

Nos bénévoles et salarié-es, qui assurent l'accompagnement (téléphone, en permanences, au commissariat, à l'hôpital) ont été formé-es à l'écoute active bienveillante, afin



de rassurer les personnes et de leur proposer différentes solutions en fonction de leurs situations, suivant les protocoles que nous avons définis.

Nous avons notre propre local au Moulin de la Garde (route de Condat, à Limoges) et nous assurons une permanence le mercredi après-midi à Beaubreuil (6, rue du Prieur).

Réseau d'hébergement solidaire Maelys

Nous avons monté un réseau d'hébergement solidaire pour les personnes victimes de violences sexistes ou sexuelles. En effet, lors des ateliers d'autodéfense, des groupes de discussions, d'accompagnements, il nous est souvent apparu un manque crucial de places d'hébergement d'urgence pour répondre aux demandes multiples et variées. Trop souvent, les personnes ayant besoin d'une aide ponctuelle, du fait de ces violences, se retrouvent face à une démarche institutionnelle trop rigide (obligation de dépôt de plainte, nombre limité de places, impossibilité de pren-

dre son animal de compagnie, etc.), ce qui, dans la grande majorité des cas, les oblige à repousser, voire annuler, leur départ et les renvoie, par conséquent, seules face à leurs bourreaux.

Nous avons nommé ce réseau « Maelys », en mémoire d'une très jeune enfant (7 mois) du quartier des Portes Ferrées, décédée en novembre 2021 sous les coups de son géniteur. Face au manque de réactivité des institutions, suite à la demande d'aide de la mère de Maelys, et en accord avec nos projets, nous avons demandé l'autorisation à cette maman de donner le nom de « Maelys » à notre réseau pour ne jamais oublier.

Face aux demandes croissantes, nous sommes toujours en recherche de lieux d'hébergement, de stockage d'affaires ou encore de prise en charge temporaire d'animaux de compagnie.

Vous pouvez demander à rejoindre ce réseau pour contribuer à votre hauteur.

Épicerie et friperie solidaire

Nous avons constaté une augmentation de la précarité chez toutes les personnes que nous recevons au quotidien. De plus, lors d'un départ (parfois précipité), les personnes n'ont pas toujours le temps ni la possibilité de prendre leurs affaires, et cela implique de repartir de zéro. Face à cette réalité, beaucoup de personnes remettent en question leur départ par peur de ne pas avoir le minimum vital pour survivre.

Nous avons donc décidé, en 2023, d'ouvrir une épicerie et une friperie solidaire. Les personnes peuvent ainsi avoir des produits d'hygiène et des denrées non périssables, de premières nécessité (pâtes, riz, conserves, savons, couches, serviettes hygiéniques, etc.).

Elles sont disponibles à prix libre dans notre local au Moulin de la Garde.

Chacune de ces actions s'appuie sur notre équipe (salariées et bénévoles), mais aussi sur les nombreux partenaires.

Nous partons du principe qu'il est nécessaire de se former afin d'être un réel soutien sur les différents sujets auprès des personnes agressées.

Pour être un bon ou une bonne aidante, il faut savoir se protéger.

N'hésitez pas à nous contacter afin de vous former, de nous apporter votre soutien ou, tout simplement, de devenir membre de notre association. ■

Contact : lesaffolesdelafrange@yahoo.com

Tél. : 06 75 99 12 10

Les squats de Limoges, la solidarité en action

Les squats peuvent être des lieux de solidarité à partir du moment où il y a une volonté de rencontre entre la débrouille individuelle et l'action militante solidaire. C'est le cas à Limoges depuis le début des années 2000, et cela s'est renforcé sur la période 2018-2021 avec deux grands squats collectifs.

LES MIGRANT·ES SANS PAPIERS ont toujours des difficultés à trouver un lieu pour vivre, et les hébergements d'urgence ne constituent pas de véritables habitats. Depuis plus de vingt ans, des militant·es limougeaud·es ont participé à des ouvertures de locaux inoccupés, des squats pour venir en aide à des migrant·es. Les premiers de ces locaux étaient relativement petits, permettant de loger 3 ou 4 familles. Cependant, dès le départ, il y a eu volonté que ces lieux de vie soient à la fois adaptés aux besoins des habitant·es et lieux de rencontre entre militant·es et habitant·es. Les besoins vitaux ont été assurés lors de l'installation par le rétablissement de l'eau et l'électricité, la réparation ou l'installation de sanitaires. Il y a toujours eu des activités associatives et festives dans ces lieux. Malheureusement, au bout de quelques mois ou années, ils étaient expulsés.

Chabatz d'entrer

À l'automne 2016, à la suite des démantèlements de la « jungle » de Calais et de camps parisiens, des demandeurs et demandeuses d'asile sont relocalisé·es en Haute-Vienne. En complément des Centres d'accueil pour demandeurs d'asile (Cada) et d'un Centre d'accueil et d'orientation

(CAO) déjà en place, de nouvelles structures sont ouvertes : un CAO provisoire est créé à Saint-Léger-la-Montagne, dans les monts d'Ambazac, dans un centre de vacances du comité d'entreprise de la SNCF. Évidemment, l'arrivée de ces réfugié·es fait quelque peu grincer des dents : des réfugié·es oui, à la télé, mais pas devant sa porte... Un collectif local de solidarité avec les migrant·es commence à se constituer pour répondre à ces inquiétudes. Une quarantaine de personnes arrivent quelques semaines plus tard sur Limoges dans des locaux de l'Agence nationale pour la formation des adultes (Afp), servant également de CAO.

Début novembre 2016, se retrouvent à la Maison des droits de l'Homme (MDH) une cinquantaine de personnes, représentant des associations, des syndicats, des partis politiques et des électrons libres, qui décident de mettre en place un collectif de soutien aux migrant·es. Son nom Chabatz d'entrer (Finissez d'entrer) est une formule d'accueil traditionnelle en occitan limousin pour inviter des personnes à ne pas rester sur le seuil de la porte et partager un café, un apéro, un repas...

Les principaux objectifs de départ de Chabatz d'entrer sont de soutenir l'ensemble des migrant·es et non les réfugié·es au sens strict, puisque de nombreux demandeurs et demandeuses d'asile seront débouté·es et deviendront des migrant·es sans papiers... Pour cela, il est décidé de coordonner les moyens, informations et capacités des organisations et individu·es membres. Il est aussi décidé de promouvoir les droits des personnes migrantes et combattre les discours xénophobes.

Le collectif Chabatz d'entrer propose officiellement son aide aux CAO, mais se voit rejeté car trop politique. Par contre, des migrant·es hébergé·es dans ces centres viennent néanmoins à quelques réunions et manifestent leurs besoins : conseils juridiques, accompagnement dans les



Assemblée générale, au 4bis



démarches, apprentissage du français, etc. Des groupes se forment pour les aider sur ces différents plans.

Très vite, les membres les plus actifs du collectif se sont retrouvés confrontés au problème de l'hébergement des personnes déboutées ou ne trouvant pas de place dans les CADA. Cette problématique étant difficile à résoudre, un groupe de travail se constitue. Une première tentative, avec plus ou moins de succès, se concrétise par des hébergements chez des tiers, des nuits d'hôtels payées (grâce au soutien financier de l'Association des sans-papiers et de l'argent récolté lors de manifestations organisées par le collectif).

Au bout d'une année, en novembre 2017, Chabatatz d'entrain fait un bilan positif de ses nombreuses actions: aide et accompagnement des personnes migrantes, mais aussi manifestations de rue, débats, fêtes et concerts. Par contre le collectif constate aussi un certain épuisement de ses membres les plus actives.

Un squat ?

Cette réunion dégage plusieurs perspectives, dont la plus urgente: se faire entendre sur la place publique concernant l'hébergement d'urgence. Décision est prise également, si rien ne se passe après la trêve hivernale (fin mars), d'ouvrir un lieu pour dénoncer les carences de l'État.

Pour préparer la manifestation, prévue début décembre devant le SIAO, et étayer les demandes, des membres du collectif maraudent dans les rues de Limoges et rencontrent trois familles avec des enfants dans la rue. Le 115 est contacté: «Désolé, il n'y a pas de place, nous vous mettons sur la liste d'attente». Ces membres du collectif ne peuvent repartir chez eux en laissant ces familles dehors. La raison humaine remporte sur la raison politique. Une solution temporaire sera trouvée et ensuite des nuits d'hôtels seront payées, mais le bas de laine s'épuise très vite. Le problème de l'hébergement devient de plus en plus crucial et fragilise le groupe.

D'un côté, le collectif n'a pas vocation à se substituer aux défaillances des pouvoirs publics, mais doit avoir des actions politiques. D'un autre côté, nombre de personnes du collectif sont prises au dépourvu face à la détresse de ces personnes qui dorment à la rue.

Diverses possibilités d'ouverture d'un squat sont étudiées et un lieu retient particulièrement l'attention: les locaux inoccupés depuis huit ans de l'ancien Centre régional de documentation pédagogique (CRDP), installé sur le campus de la faculté de Lettres. Les locaux sont suffisamment spacieux pour accueillir un nombre important de personnes et pas trop dégradés pour permettre une vie quotidienne presque normale.

En mai, fais ce qu'il te plaît !

Le 8 mai 2018, des militant-es viennent nettoyer les locaux, sans effraction, car plusieurs fenêtres du rez-de-chaussée

étaient cassées depuis longtemps. Le 11 mai, discrètement, puis sous les yeux de la police appelée par des «voisins bienveillants», les militant-es aident les premières familles à s'installer dans ce squat, ce qui leur permet de ne pas dormir dans la rue, à la gare, dans un jardin public...

Tant bien que mal, le lieu a été aménagé pour que les occupant-es y trouvent un minimum de «confort» et de repos pour survivre. Le lieu a été investi progressivement étage par étage, jusqu'à accueillir 70 personnes exilées, dont un tiers d'enfants de tout âge.

Évidemment, la préfecture, contactée pour obtenir des solutions légales pour ces personnes, répond qu'elle n'a pas pour vocation de reloger des personnes qui sont en situation irrégulière. Diverses actions sont organisées pour rendre publique cette occupation: conférence de presse sur le lieu, courrier au doyen de la fac de Lettres pour l'informer que nous sommes ses voisins, rencontre avec des représentants de la région Nouvelle Aquitaine (propriétaire des locaux), qui ont un projet de transformation du site et avec des travaux très proches. Ils promettent de ne pas expulser les résident-es sans relogement.

Une nouvelle rencontre avec des élu-es et des fonctionnaires de la Région, ainsi que l'association Habitat et Humanisme, a lieu dans le squat fin juin, mais les promesses de la Région sont floues et ses représentant-es ne veulent pas s'engager au relogement par la signature d'une convention.

Malgré les menaces, un lieu de vie et d'échanges

Le 14 août 2018, la Région dépose une requête en référé auprès du tribunal administratif demandant l'expulsion des occupant-es, arguant d'une part que l'urgence «est constituée par le projet de réhabilitation du bâtiment en campus des formations sanitaires et sociales» et, d'autre part, que l'occupation se fait dans l'illégalité et dans des conditions précaires. Le 29 août, il y a une mobilisation importante au tribunal. Pour la justice, la demande en référé, donc en urgence, ne se justifie pas, car le projet n'est pas suffisamment avancé pour que l'expulsion des migrants-es soit ordonnée. Le collectif ne cesse de se mobiliser, invitant toutes les instances administratives et politiques à discuter, avec pour seul résultat le passage, sur ordre de la préfecture, d'une commission de sécurité le 12 octobre.

Ce squat, en plus d'être un lieu de vie, a permis de développer de nombreux ateliers et activités. L'association Phénomènes artistiques non identifiés (PAN!) y a organisé un café-géo permettant de raconter les trajectoires de vies des migrant-es entre circulations et enfermements. Des étudiant-es de la fac de Lettres et de l'École nationale supérieure d'arts (Ensa) ont ouvert une cantine hebdomadaire préparée avec les habitant-es des lieux. Cette cantine est à prix libre pour les étudiant-es et militant-es, et gratuite pour les résident-es du CRDP.

Yamina, une Algérienne de 40 ans, photographe de l'autre côté de la Méditerranée, appréciait beaucoup l'aide de ces jeunes: «C'est trop bien parce que, malgré la différence d'âge, on est à l'aise ici. Il y a tout, comme pour les autres. On a des cours de français, des activités sportives et même du théâtre pour les enfants. S'il y a un autre endroit mieux que ça, on ira, mais sinon, on reste ici!» Un Camerounais



CASSE-RÔLES N° 30
NOVEMBRE 2024-JANVIER 2025

fait sans violence ni arrestation. Les personnes sans espoir de régularisation à ce moment s'étaient déjà installées au 4bis. Un car, affrété à l'occasion, emmène les familles volontaires en deux voyages. La Croix-Rouge et un collectif local se mobilisent dans cette ville rouge pour aider matériellement à leur installation.

Le préfet respectera ses engagements : organisation des transports pour que les enfants finissent l'année scolaire sans changer d'établissement et, surtout, délivrance d'un récépissé de 3 mois ou de 6 mois, pour la plupart avec autorisation de travail. Évidemment, vu le coût fiscal demandé pour les titres de séjour, il sera nécessaire de faire appel à des dons au travers d'un « pot commun » pour aider ces personnes sans ressources à réunir les sommes demandées.

Ce n'est cependant qu'une victoire en demi-teinte, due à l'activisme du collectif et au bon vouloir d'un préfet ayant jugé nécessaire de faire jouer son pouvoir discrétionnaire pour régulariser quelques familles. Par contre, il n'était pas question pour lui de régulariser les célibataires. Ceux-ci sont donc venus rejoindre les premières personnes installées au 4bis. Le problème du manque d'hébergements d'urgence sur Limoges n'est toujours pas résolu et de nouvelles familles ont rejoint le nouveau squat dans les mois qui ont suivi.

Les pressions policières et judiciaires

Les locaux occupés au 4bis, avenue de la Révolution sont des anciens locaux de EDF-GDF, revendus par Engie à Vinci et Speed Rehab pour un projet de réhabilitation pas encore très défini. En réalité, Speed Rehab est une entreprise spécialisée dans le portage temporaire de locaux, le temps de la dépollution pour le compte de l'acheteur final (dans ce cas, Vinci). Même si le projet est à long terme, cela n'empêche pas ces entreprises de faire tout leur possible pour faire dégager les occupants.

Alors que ceux-ci commençaient à s'organiser et trouver un peu de sérénité, le 11 juillet à 8 h 45, une vingtaine de policiers et agent-es de la BAC, accompagnant, à sa demande, un huissier mandaté par Vinci, ont fait irruption dans le site. Elles et ils ont systématiquement contrôlé les identités, pris en photo les papiers présentés et les personnes. Face aux portes fermées à clef, ils les ont fracturées, sans égard pour les enfants, témoins de leur brutalité, ni pour certain-es adultes, également traumatisés-es.

Le 9 août, les habitant-es dont l'identité a été relevée se voient remettre une assignation en référé aux fins d'expulsion d'occupant-e sans droit ni titre. C'est l'anxiété pour tous les habitant-es, dont le nombre s'élève à ce moment à 90 adultes et une vingtaine d'enfants.

Dès la rentrée, les manifestations de soutien reprennent : tout d'abord le 7 septembre, le procès étant dans un premier temps fixé au 9, puis le 5 octobre puisque le procès est reporté au 11. Ces manifestations, très animées, ont été le prélude à un procès très intéressant.

Un procès et un jugement étonnants

Le procès pour expulsion d'une quarantaine d'occupant-es (ceux qui avaient été identifiés lors de la « visite » de l'huissier) s'est donc tenu le 11 octobre 2019 en présence d'une forte mobilisation. L'entreprise Speed Rehab demande une expulsion en urgence pour pouvoir faire de cet espace un écoquartier et pour « préserver la santé des personnes ». Selon

l'avocat de Speed Rehab, le site est si pollué qu'il faut expulser les occupant-es, en somme pour leur bien.

L'avocate de plusieurs dizaines des habitant-es, bien offensive, a évoqué la grande absente : la préfecture. Si l'expulsion est décidée, en pratique, ce serait bien la police, sur ordre de la préfecture, qui la mettrait en œuvre. Mais, « les squats, ça arrange bien tout le monde », et notamment la préfecture, qui, depuis le précédent squat de l'ex-CRDP, n'a pas à se soucier de reloger les 90 personnes, dont 23 enfants qui, sinon, seraient à la rue. La police elle-même a amené deux jeunes des rues au 4 bis, avenue de la Révolution en demandant aux personnes du squat si elles pouvaient s'en occuper ! Plusieurs personnes des services sociaux de Limoges comme le 115 renvoient les sans-abri vers ce squat ! De plus, ce site prétendument dangereux, avait deux ans plus tôt été le site d'un concert, La Limoges Recycling Party, dans le cadre d'un partenariat entre l'université de Limoges, l'Ademe, Engie et Limoges Métropole.

Le 29 octobre, les juges rendent leur verdict : elles ne retiennent pas l'accusation de voie de fait, font valoir que « l'urgence et le dommage imminent ne sont pas caractérisés ». Elles soulignent que « les défenseurs ne sont pas actuellement en mesure de se reloger et l'expulsion portera une atteinte majeure à leur droit à la protection de leur domicile, de vivre dans des conditions décentes et sera contraire à l'intérêt supérieur des enfants qui vivent sur le site tant qu'ils ne disposent pas de solutions de relogement » et prononcent quand même l'expulsion, mais en accordant un délai... jusqu'au 15 juillet 2020 !

Le 4bis, squat vivant et solidarité

Le problème de l'hébergement d'urgence n'est pas résolu par l'octroi d'un délai pour continuer d'occuper des locaux précaires pendant quelques mois. Cependant, la vie continue de s'y organiser. Les associations et les individus solidaires continuent d'apporter leur soutien matériel, administratif, éducatif et moral, avec les difficultés et les contradictions que cela comporte.

Des chantiers ont eu lieu pour certains aménagements, en particulier l'isolation des tuyaux d'eau à l'arrivée de l'hiver. Avec la participation de l'association Chabatz d'entrar, d'un groupe de jeunes français-es occupant une partie des locaux et d'autres bénévoles, des animations se déroulent régulièrement dans le squat : projection de films, concerts, bal folk, café géographique, expo photos, spectacle de magie, etc.

Quasiment depuis les débuts du squat du 4 bis, tous les mercredis pour le repas du soir, c'est la « Cantoche », cuisine en commun avec des résident-es pour un repas à prix libre pour les invité-es extérieur-es en soutien aux résident-es. La Cantoche a assuré aussi la restauration d'autres manifestations : soupe devant la gare le 18 décembre (Journée internationale des migrant-es), lors du concert organisé le 25 janvier 2019, en soutien aux cheminot-es. Un atelier de couture a également été mis en place.

En plus du soutien à la vie du squat, le collectif Chabatz d'entrar a continué d'organiser des manifestations, que ce soit pour la prise en compte du besoin d'hébergement ou sur d'autres thématiques. Par exemple, le 20 novembre 2019, lors de la Journée internationale des droits de l'enfant, le collectif et les jeunes migrants concernés ont manifesté devant le CHU pour protester contre les tests osseux.





Évidemment, le confinement a mis en difficulté cette organisation et la vie quotidienne de ce squat, mais au niveau de l'aide alimentaire, il a continué à être approvisionné grâce au Secours populaire, à la Banque alimentaire et des militant-es se faisant des « auto-attestations de solidarité ». Le maintien de ces contacts a permis que, lorsque la directrice départementale de la Cohésion sociale et de la Protection des populations de la Haute-Vienne, sur ordre du préfet, est venue proposer son aide sous forme d'hébergements d'urgence, les habitant-es ont opposé un net refus : « Nous avons reçu votre mail dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire Covid-19 concernant votre proposition de places exceptionnelles d'hébergement qui sont ouvertes pendant la crise sanitaire. À ce propos, nous estimons que cette proposition n'est pas la meilleure solution pour nous, car nos conditions de vie dans ce "lieu" sont correctes, ce que nous demandons, c'est la régularisation de tous les occupants du squat. » Il n'y a d'ailleurs pas eu plus de cas de Covid que dans le reste de la population limougeaude et l'atelier de couture du squat a produit des masques artisanaux.

Déconfinement et reprise des activités

Dès la fin du premier confinement, les activités reprennent : manifestation fin mai 2020 de 200 personnes devant la préfecture (alors que les rassemblements de plus de 10 étaient encore interdits), réouverture de la Cantoche, etc. Il y eut ensuite, début juillet, un festival « Traverser les murs » avec expositions, films, débats, théâtre, atelier de cartographie, jeux et évidemment repas solidaires.

Malgré la décision judiciaire fixant le délai d'évacuation au 15 juillet 2020, il n'y a pas eu de concrétisation de cette menace cet été-là. À l'automne, reprise des manifestations locales pour la régularisation des sans-papiers et contre la menace d'expulsion, mais aussi participation à l'importante Marche des sans-papiers à Paris en octobre.

En février 2021, les étudiant-es en arts réalisent avec les habitant-es un journal-manifeste de 4 pages grand format en couleurs, pour témoigner de leurs conditions de vie. Intitulé *Quel avenir pour les habitant-es exilé-es du 4 bis de l'avenue de la Révolution*, ce journal, accompagné d'une lettre ouverte au préfet est remis lors d'une manifestation au chef du bureau Immigration et Intégration. En mars-avril 2021, il y a des convergences entre les artistes et précaires occupant le théâtre de l'Union et les migrant-es. Un temps de la manif-spectacle revendicatif du 1^{er} mai 2021 évoquera la situation des migrant-es.



D'autres manifestations ont suivi, en particulier une, fin mai, avec installation d'un salon (canapés, fauteuils, tapis, tables, etc.) et concert devant la préfecture. Rien n'y fait ; il n'y a plus de dialogue et l'on peut sentir que, si l'on a gagné un an de plus par rapport à la décision de justice, la fin est proche.

L'expulsion et la solidarité dans l'hébergement

Elle a lieu au petit matin le 7 juillet 2021, lendemain de la fin des classes, délicate attention de la part du préfet, qui a attendu que les enseignants et parents d'élèves ne se voient plus pour mettre des écolier-es à la rue !

Je ne vais pas m'étendre sur les conditions policières infâmes de cette expulsion. Une vingtaine de personnes (familles jugées régularisables par la préfecture) sont conduites dans des hôtels. Pour les autres, un accueil est prévu dans un gymnase aux bons soins de la Croix-Rouge pour 24 heures seulement, le temps que la directrice territoriale de l'Office français de l'immigration et l'intégration (Ofii) vienne leur proposer les aides au retour (que toutes refuseront, évidemment).

De nombreux militant-es viennent donner un coup de main, à la fois pour observer les comportements policiers et essayer de comprendre les manœuvres des autorités.

Ensuite, pendant tout l'été 2021, un espace derrière la mairie (qui, par ironie du sort, avait été transformé par les jardiniers de la ville en paysages africains) a servi quotidiennement de lieu de rassemblement entre les migrant-es en recherche de logement et les hébergeant-es solidaires. Certain-es occupant-es du 4bis, avenue de la Révolution, trouvent des hébergements solidaires directement. D'autres sont logé-es par les militant-es qui les soutenaient ou d'autres connaissances, en particulier certain-es artistes ayant participé au mouvement d'occupation du théâtre.

À l'automne, ce « groupe hébergement » de Chabatz d'Entrar essaye de trouver une solution plus durable pour une trentaine de migrant-es. Ce sera une convention d'occupation gratuite de deux locaux dépendants de l'évêché, qui pourront abriter une trentaine de personnes jusqu'à la fin du printemps.

La solidarité continue

Chabatz d'Entrar continue ses activités, en particulier les conseils et accompagnements individuels de migrant-es. Le groupe « mineur-es isolé-es » continue les cours et les accompagnements de ces jeunes. Les dames qui avaient commencé à faire de la couture dans le squat continuent dans une boutique solidaire « Coud' à coud' ». Ce lieu est aussi un lieu de réparation de vélos. Celles qui participaient à la cantine solidaire le font encore pour certains événements.

Le « groupe hébergement » s'est structuré sous forme d'une association Accueil bienveillant et solidaire en Haute-Vienne (ABS87) qui essaye de trouver des solutions pour des hébergements d'urgence, mais surtout de trouver des bailleurs pour des contrats de prêt gratuit (Comodats) un peu plus durables. La recherche de solutions négociées n'excluant pas la revendication, ABS87, participe avec d'autres à un collectif « Aucun enfant à la rue » pour alerter sur les familles avec enfants qui n'ont pas de solutions de logement.

Alain, Limoges

Bienvenue à l'Île égalité!

Lieu de solidarités autogéré du quartier de Cusset à Villeurbanne

Au printemps 2020, le Collectif Solidarités Cusset s'est réuni pour la première fois dans un contexte de crise sanitaire, économique et sociale intense. C'était le premier confinement, et des « brigades de solidarité » fleurissaient de partout.

COMME D'AUTRES AILLEURS, nous, habitant-es de Cusset mais pas seulement, ami-es, voisin-es, collègues ou camarades, avons voulu nous organiser par nous-mêmes, à l'échelle d'un quartier, pour tenter de répondre par les moyens de la solidarité et de l'autogestion à la crise qui fragilisait des pans entiers de la population. À l'époque, hébergé-es par le Centre social, puis par la Maison de quartier de Cusset, nous avons commencé à nous réunir régulièrement et à organiser des distributions gratuites de nourriture et de produits de première nécessité, deux fois par semaine, pour les gens du quartier.

Puis le confinement s'est terminé et les lieux qui nous hébergeaient ont repris leurs activités. On s'est retrouvé-es sans local, mais avec une forte envie de continuer. En novembre 2020, nous nous sommes installé-es dans un bâtiment abandonné de la rue de l'Égalité. Squatter, c'est un moyen de reprendre un lieu aux logiques marchandes du profit et de la spéculation immobilière. Le lieu, anciennement connu comme « La Sandale du Pèlerin » a été laissé à l'abandon par son propriétaire, la Fondation Richard, durant six ans. S'approprier ce bâtiment vide, alors que tant de personnes n'ont pas de quoi se loger dignement, a permis à des personnes précaires de trouver un toit : une dizaine de personnes se sont installées à l'étage dès l'ouverture. Rappelons que les services de la Métropole estiment à 84 266 le nombre d'habitations inoccupées au début de l'année 2020 ! Et qu'au niveau de Lyon, ce seraient 9 % du parc immobilier qui serait inexploité, soit environ 30 000 logements, alors qu'on recense plus de 10 000 personnes à la rue.

Grâce à l'Île, nous avons aussi pu prolonger les liens de solidarité que nous avons commencé à tisser avec des personnes du quartier. Nous avons pu mettre en place des activités de solidarité, nous auto-organiser et soutenir les luttes qui nous tiennent à cœur. En nous inscrivant à l'échelle du quartier de Cusset, nous souhaitons ancrer des formes de résistance collective à la précarisation de nos vies et à la violence du système néolibéral sur un territoire qui a une histoire sociale forte, marquée par des luttes ouvrières, des immigrations plurielles et une histoire du socialisme municipal.

Depuis, de l'eau a coulé sous les ponts. Après une bataille juridique et médiatique de plusieurs mois, la mairie de Villeurbanne a fini par racheter le bâtiment à l'ancien proprié-



taire, qui demandait notre expulsion. Aujourd'hui, nous sommes en cours de négociations avec elle, pour fixer les termes d'un « conventionnement » autour de l'idée de « bien commun ». Si cette situation nous permet de nous projeter à plus long terme, nous restons vigilant-es face aux dynamiques que peut induire cette forme de légalisation. Nous souhaitons à tout prix demeurer une base arrière et des alliés pour d'autres squats à la situation plus précaire et, de manière générale, pour d'autres luttes.

Que l'on se revendique d'une étiquette politique ou non, nous sommes reliés par la manière dont nous faisons vivre l'Île Égalité. Nous nous retrouvons autour de l'envie commune de construire des alternatives convaincantes et désirables au modèle capitaliste actuel. L'Île Égalité est un des moyens de mettre en pratique cette envie, et d'en expérimenter les formes. En faisant de l'Île un espace ouvert, accessible, utilisable par de nombreuses personnes et de nombreux collectifs. En essayant de nous organiser de manière horizontale, **Suite p. 45**



À la Ménardière, on est vieux... peut-être, mais vivants

En 2018, après la projection du film *Et si on vivait tous ensemble ?* de Stéphane Robelin, au cinéma Utopia en région toulousaine, Bernard et Anne-Marie, qui ont fondé les cinémas Utopia, et une soixantaine de spectateurs et spectatrices d'un âge certain lancent une idée folle : et si on rassemblait nos moyens pour créer la maison de retraite idéale, un habitat partagé dans une très grande maison.

POURQUOI PAS ? Un château, avec parc, dépendances, piscine, etc., où on vivrait en se soutenant, et où la culture serait reine... Tant qu'à rêver, autant rêver grand. Chacun-e aurait son espace privatif – chambre ou petit appartement ou même petite maison à construire dans le parc – et il y aurait de nombreux espaces communs, grande cuisine, salons, salles de réunion et d'activités, des jardins pour se promener et aussi du cinéma, de la musique, du théâtre, des expos, etc., le tout ouvert sur l'extérieur avec une association amie pour soutenir les projets. De visites de châteaux (à rénover), en vieilles fermes et en domaines divers (à rénover aussi), ce fut la Ménardière, à Bérat (3 000 habitants), en Haute-Garonne, un château aux 50 fenêtres en briques roses et crépi clair. Passons sur les divers obstacles à franchir par la quinzaine de personnes qui, après deux ans, continuaient à rêver et à agir, en particulier celui d'emprunter l'argent nécessaire à l'achat, et une banque qui fasse confiance. Grâce à deux juristes lancées dans l'aventure, la SAS coopérative Qui vivra Bérat fut créée. Et le crédit coopératif de Toulouse marcha dans l'histoire !



Ce n'était qu'une première étape. Le château fut acheté, les travaux entamés, les premier-es résident-es-coopérateurs et coopératrices installés-es. Tout était à faire et tout se compliqua avec l'épisode Covid, les travaux en retard, les coûts qui montaient, pas encore tous achevés. Mais à l'été 2021, une partie des coopérateurs et coopératrices s'installaient. Trois chambres furent (et sont) réservées à des hôtes de passage, en vacances, en visite ou à des artistes en résidence.

Mais, assez vite, il y eût « ce fichu facteur humain » qui s'en mêla : la difficulté de vivre dans une grande maison inachevée, la réalité qui ne coïncidait pas avec le rêve, les tâches communes à accomplir, le conjoint ou conjointe qui n'adhérait plus, etc.

Le projet faillit couler, certains partirent. D'autres arrivèrent...

Pour tenter de résoudre ce problème, un « noviciat » fut mis en place pour les personnes qui souhaiteraient s'installer un jour à la Ménardière : obligation de passer plusieurs semaines sur place pour tester sa capacité à vivre ensemble avant de décider de faire partie de la maison. Pour le moment, ça a l'air de fonctionner : Claire a passé trois mois au château, elle va s'installer. Lola arrive pour quelques semaines. À voir au futur...

Côté village, les nouveaux « châtelains », des châtelaines surtout, eurent une chance inouïe : un accueil généreux du conseil municipal et des habitants, où de nombreuses associations sont implantées et actives – la Fanfare des timbrés, le théâtre, le club photo, des artistes locaux talentueux, etc. Le bon endroit pour réaliser ou essayer de réaliser une utopie... ou du moins quelque chose de nouveau et de vivant, jusqu'au bout de la vie, ensemble.

À côté de cet « habitat partagé », en parallèle et aussi important, un projet culturel partagé s'est mis en place. Les anciennes écuries transformées, aménagées servent de salle de cinéma – le village n'en avait pas –, de concert, de théâtre, de réunions élargies, de salle de repas, etc., quand le temps ne permet pas des manifestations en extérieur (cinéma en plein air, l'été).

En vrac, cette année 2024, Bérat a accueilli une soirée lyrique et drolatique avec *La Flûte enchantée*... enfin presque, un concert-hommage à Reggiani, une conférence concert *La Voix des femmes*, des films documentaires comme *À voix haute*, *Un divan sur la colline* ou *Un sac de billes*, Les Amis de ma sœur, groupe local en concert, le duo de musiciennes palestiniennes Miralamar, etc., et de nombreuses auberges espagnoles en plein air où les générations se mêlaient, habitants de Bérat et des alentours ou venus de Toulouse, et même de plus loin.

La Ménardière, qui n'accepte pas de « jeunes » habitants, est largement ouverte vers l'extérieur, en particulier aux enfants à travers des projets avec les écoles, la médiathèque, etc.

Raconté comme cela, ça fait bien sûr un peu conte de fées ; ça gomme les difficultés, celles des débuts, celles qui se posent encore. On ne sort pas facilement, avec seulement des idées, de la bonne volonté, de toute une vie passée dans une société de consommation, d'individualisme ou de repli sur le noyau familial... et tant pis pour les autres, même si on a lutté contre ces tendances, dans sa vie privée, son travail, ses relations. Vivre ensemble et partager, c'est un effort quotidien, mais au fur et

à mesure que le temps passe, que les gens se connaissent, ça marche de mieux en mieux. Il y a des réunions, des commissions, des discussions, des affrontements parfois.

Pourtant, cet automne, le soleil brille sur la Ménardière pour ses habitant-es et ami-es. Un permis pour la construction de trois petites maisons dans le parc a été déposé et les futur-es résident-es les attendent déjà.

Colette Berthès

Concrètement comment marche cette Scop ? Il y a les parts A : les personnes qui habitent le lieu, qui ont acheté des parts correspondant à leur espace privé (une chambre, deux pièces, etc.) et paient un loyer en fonction de sa taille (fixé par l'assemblée générale). La mise de fonds de départ est importante (90 000 euros), servant à payer les travaux engagés pour rendre le château habitable, rembourser les crédits, financer de nouveaux projets (refaire le toit des écuries, la salle d'activités et le chauffage). Les personnes intéressées pour ce type d'habitat partagé ont, chacune, un capital de départ, souvent

un appartement ou une maison, vendus pour venir à Bérat.

D'autres contributeurs et contributrices acquièrent des parts B : non-habitant-es, mais souhaitant, un jour rejoindre la maison commune et, en attendant, participer à la réalisation du projet. S'y ajoutent des certificats coopératifs d'investissement (50 euros l'un), pour des personnes solidaires du projet (un léger retour financier est en cours d'étude). On doit laisser son argent à la coopérative pour huit ans minimum. Lors des prises de décisions, chacun-e a une voix, quel que soit son apport financier.

La constitution d'un fonds de soutien est en cours pour des besoins éventuels, en particulier le remboursement des apports en cas de départ ou de décès (héritiers), si la part n'est pas compensée rapidement par une nouvelle arrivée. Chaque nouvel-le arrivant-e abonde au fonds de soutien par un premier versement non récupérable et chaque activité (si payante) versera une part de ses recettes au fonds de soutien (pour le moment les diverses activités culturelles sont en déficit).

L'île égalité, suite



sans chef-fes, sans spécialistes, sans hiérarchie et sans barrières entre organisateur-ices et « bénéficiaires » des activités, « public » et membres du collectif, « aidant-es » et « aidé-es ». Nous souhaitons donner la possibilité à tou-ttes de se sentir les bienvenu-es. Que chacun-e puisse se sentir libre de disposer du lieu pour mettre en place des activités, des discussions, des événements, ou bien simplement pour discuter ou y passer un moment convivial.

Cela est et restera notre horizon politique :

**Ensemble, faire vivre des espaces
d'émancipation collective
qui ne reposent pas sur la charité,
mais bien sur l'autogestion,
la libre association et l'entraide.**

Nous tentons aussi à notre échelle de sortir des logiques de la consommation et de l'économie de marché, pour inventer des échanges et des sociabilités qui soient exemptes de rapports de pouvoir et de domination. C'est pour cela que nous voulons chasser de nos rapports tous les comportements et les propos stigmatisant les personnes en raison de leur couleur de peau, de leur origine, de leur classe sociale, de leur genre, de leur orientation sexuelle, de leur handicap, de leurs croyances religieuses... et toutes les formes de discrimination. Nous pensons que ces dominations et ces oppressions sont toutes liées, et que nous devons les combattre ensemble.

Nous souhaitons aussi pouvoir servir d'allié-es à des activités et des luttes qui s'organisent très bien sans nous, mais auxquelles nous pouvons apporter un soutien matériel grâce au confort et aux outils qu'un lieu pérenne nous apporte. Nous pensons notamment, sans hiérarchie : aux luttes antiracistes et décoloniales ; féministes, queer et LGBTQIA+ ; aux luttes anti-impérialistes ; pour les droits des travailleur-euses, des chômeur-euses et aussi pour celles et ceux qui ne peuvent pas ou ne souhaitent pas travailler ; aux luttes pour une écologie radicale et anticapitaliste ; pour la régularisation de tou-ttes les sans-papiers, pour l'ouver-

ture des frontières et pour la liberté de circulation de tou-ttes ; aux mobilisations contre le mal-logement ; pour les droits et la reconnaissance des personnes en situation de handicap et neuro-atypiques. Nous pensons aussi aux luttes antifascistes, contre les violences de l'extrême droite et contre toutes les formes de répression. Contre l'islamophobie, que l'État n'a de cesse d'alimenter par des mesures toujours plus répressives. Contre les violences policières, les prisons, les centres de rétention administrative et tous les lieux d'enfermement... bref, nous soutiendrons toutes les luttes qui s'érigent contre les systèmes de domination et d'oppression existants.

Tout ça, bien sûr, n'est qu'un horizon. Nous savons bien qu'il ne suffit pas de se revendiquer allié-e de telle ou telle cause pour le devenir réellement, et que les agressions et discriminations en tout genre ne disparaissent pas comme par magie simplement parce qu'on le déclare. Tout ça est amené à être questionné, débattu, critiqué, remis en question, en partant de nos vécus, de nos expériences et de nos envies. On n'est pas des professionnel-le-s, ni de la plomberie ni de la politique. On essaie de ne pas être dogmatiques. On tâtonne, on réfléchit beaucoup, on s'est trompé-es parfois et ça arrivera encore. On revendique ce droit à l'erreur, à évoluer, changer, recommencer. Participer à l'aventure de l'île, c'est surtout un apprentissage pour nous-tou-ttes.

**Bref : l'île égalité peut être un formidable
outil de lutte et d'émancipation collective,
un lieu-ressource, un refuge, un laboratoire
pour nos idées, une base arrière pour plein
de batailles, un endroit chaleureux où se
retrouver, et plein de choses encore.**

**À nous, à vous, de le décider !
Alors, à bientôt sur l'île,
et longue vie à toutes les îles égalité. ■**

À Montpellier, des projets émancipateurs en nombre

Montpellier est une grande ville, et il y a plusieurs lieux qui créent du lien et de la solidarité entre les personnes qui les fréquentent et les quartiers qui les accueillent, et qui défendent des valeurs sociales et politiques émancipatrices. Ça fait rêver l'habitant de la campagne que je suis !

LA CHARTE DU QUARTIER GÉNÉREUX rappelle que c'est un lieu inclusif et ouvert, culturel et politique, conscient et résilient, associatif et participatif. « Le Quartier généreux (QG) est engagé vers les victoires sociales, féministes, écologistes et démocratiques » ; il s'est mobilisé contre l'extrême droite entre les deux tours des législatives. Beaucoup d'activités s'y déroulent, portées par les membres du QG et aussi par de nombreuses associations alliées. En octobre¹, par exemple : français-langue étrangère ; rencontres autour de sujets féministes, politiques ; café accueil ; développement personnel : méditation, rapport au corps ; spectacles.



LA BASE D'ACTION SOCIALE ET ÉCOLOGIQUE (Base) est « un lieu d'engagement citoyen en faveur de la justice sociale, du climat et du vivant, convivial et ouvert à toutes et tous ». C'est le fief des assos écologiques. Le programme en ligne date de juillet. Difficile de se remettre au boulot après les vacances apparemment...



LA CARMAGNOLE, « lieu revendiqué de combat politique et de solidarité, sa vocation est d'être un point d'appui pour toutes les luttes sociales, écologistes, démocratiques ». C'est un lieu coopératif, les personnes impliquées dans l'existence et l'animation du lieu sont des coopérateurs et coopératrices qui s'acquittent d'une cotisation mensuelle, à partir de 5 euros. Une deuxième asso existe pour la fréquentation du bar, adhésion à 2 euros. La structuration est intéressante, avec un nom et un statut pour les donateurs et donatrices.

Au programme, en octobre, une soirée sur la Palestine à l'occasion d'une expo sur les journalistes pris pour cibles. La programmation passée² est très riche, conférences politiques (Ukraine, répression, planification écologique, vie électorale, manifestation anti-fasciste) ou sociales, pour autant que la distinction politiques-sociales ait un sens... (caisse alimentaire commune, chômage, santé mentale, personnes à la rue) avec une couleur NFP.



ON CITERA AUSSI LE CENTRE ASCASO DURUTTI³, « lieu de rencontres et de culture libertaire qui tient son nom de deux militants libertaires morts dans les premiers mois de la révolution espagnole de 1936. Son but est de diffuser les idéaux anarchistes ». Bibliothèque et conférences au menu. L'ergonomie du site web rappelle (de loin) celle du site de Casses-Rôles et laisse penser que les militant-es du CAD ont de l'expérience.



LA TENDRESSE. Coopérative artistique d'entreprises, associations, compagnies, qui prête son lieu, sa cuisine, sa scène et son espace extérieur aux assos locales et qui organisent des concerts, des spectacles et des cours de théâtre.



Un endroit raconté par une de ses militantes, la MAUVAISE RÉPUTATION, librairie et local anarchiste autogérées depuis vingt-quatre ans. Toutes les activités politiques de l'Union communiste libertaire (UCL) s'y déroulent : débats, formations, permanences, apéros et fêtes de soutien, concerts, réalisation de matériel militant etc. Le lieu est aussi prêté à des associations d'entraide, d'éducation populaire, des collectifs de lutte féministes, écologistes, anti-fascistes, des organisations et des syndicats pour leurs réunions internes. Ce lieu est ouvert à toutes celles et ceux qui



Librairie de la Mauvaise réputation

luttent pour débarrasser la société des systèmes d'oppression et d'exploitation qui la régissent.

Certaines associations participent pleinement à faire vivre cet espace.

L'ASSOCIATION POUR L'ÉGALITÉ SOCIALE, L'AUTOGESTION ET L'ENTRAIDE (AESAE) y fait à manger pour sa cantine populaire, qui migre ensuite dans le jardin public tout proche ou vers des fêtes de soutien, des mobilisations, des week-ends de lutte, etc. Elle y tient également une friperie. Cette association a aussi organisé des distributions alimentaires pendant tout le confinement lié au Covid.

LA COLLECTIVE 34, collectif féministe non mixte, se reconstitue cette année et se réunit à nouveau à la Mauvaise Réputation pour ses arpentages, ses discussions, ses formations, etc. Pendant presque dix ans, la Collective a activement participé à faire vivre le lieu, son ancien blog est encore en ligne⁴.



Ch. R.

1. <<https://quartiergenereux.fr/agenda>>.
2. <<https://lacarmagnole.fr/retrospective>>.
3. <<http://ascaso-durruti.info/accueil.htm>>.
4. <<https://lacollective34.wordpress.com>>.

Une battante, précurseuse

Constituer la classe ouvrière

En juin 1843, dès la première publication de l'*Union ouvrière*¹, éditée par souscription à 4 000 exemplaires, Flora Tristan (7 avril 1803-14 novembre 1844) entreprit un voyage autour de la France pour diffuser ce « petit livre » auprès des ouvriers qui ne savaient pas lire ou qui n'avaient pas le temps de lire. Simplement, écrire un texte ne suffisait pas, il fallait parler aux ouvriers, « discuter avec eux, correspondre pour divers sujets, les voir dans diverses situations, calmes, en colère, contents, chagrins, malheureux, misérables et ayant argent en poche – que dis-je, il faut les étudier dans toutes les positions de la vie » (p. 59).

Chaque soir, quasiment, elle prenait des notes (pas toutes retrouvées) qui devaient servir à un autre ouvrage qu'elle projetait (*Le Tour de France. État actuel de la classe ouvrière sous l'aspect moral, intellectuel et matériel*), texte qui ne parut pas, car elle mourut d'épuisement, encore jeune, à Bordeaux.

Ce sont ces notes², présentées et abondamment commentées par Michèle Audin, qui font l'objet du livre *Autour de la France*, ici chroniqué.

Femme, ouvrière

Flora Tristan était la fille d'une Française et d'un riche Péruvien qui mourut quand elle avait 4 ans; le mariage non reconnu par la France, elle était donc fille « naturelle » et sans héritage, bien qu'elle put bénéficier pendant quelque temps d'une pension. À 15 ans, elle devint « ouvrière coloriste dans un atelier de lithographie ». À 17 ans, elle épousa son patron. Trois enfants naîtront en quatre ans, mais le mari, autoritaire, eut à faire face à une femme au très fort caractère; elle le quittera; il lui tirera deux coups de pistolet dans la poitrine; elle n'en mourut pas et l'homme fut condamné à vingt ans de prison.

Puis elle voyagea beaucoup, au moins quatre fois en Angleterre, où elle prit conscience de la grande misère ouvrière, vécut au Pérou (durant ses traversées de l'Atlantique, elle constata la vie difficile des matelots) et commença alors à publier ses réflexions sur les classes laborieuses, particulièrement sur les femmes: *Nécessité de faire bon accueil aux femmes étrangères*, *Pérégrinations d'une paria*, etc. Ces différentes expériences sont à la base du sentiment profond qui s'installa en elle.

Ce fut la lecture du *Livre du compagnonnage* d'Agricol Perdiguier, ouvrier menuisier, qui déclencha l'écriture de l'*Union*, ainsi que deux autres textes; celui d'un ouvrier serrurier, Pierre Moreau, et celui d'un forgeron, Jacques Gosset, qui proposaient seulement des réformes partielles. Aucune ne put satisfaire Flora Tristan, qui n'y voyait pas la possibilité d'une amélioration véritable de la situation matérielle et morale de la classe ouvrière.

Non, ce qu'elle prônait, c'était « l'Union universelle des ouvriers et des ouvrières » et la construction de « palais de l'union ouvrière ».



De plus, une fois la classe ouvrière constituée, elle envisageait un système de représentation sur le modèle de l'Irlandais Daniel O'Connell (1775-1847). Pour cette raison et de nombreuses autres glanées à la lecture d'*Union ouvrière*, il serait inexact de classer Flora Tristan chez les femmes libertaires.

Les notes présentées par Michèle Audin montrent une femme « habitée », convaincue d'une mission divine à remplir :

« C'est de dire à ces ouvriers la *vérité* sur leurs défauts, leurs vices – et leur dire cela au point de vue d'une haute idée religieuse et humanitaire. » (p. 58)

Si Flora Tristan montrait une spiritualité chrétienne forte et exaltée, elle manifestait par ailleurs une critique très virulente du catholicisme institutionnel.

Paris, 4 février-16 avril 1843

Elle va donc se préparer à partir à la rencontre du monde ouvrier français et tenter d'expliquer son projet d'action « pour constituer la classe ouvrière ». Si elle met en avant l'intelligence de certains compagnons, fouriéristes, saint-simonien, etc., elle n'hésite pas (ces notes ne devaient pas être publiées comme ça) à exprimer son opinion souvent très sévère, et quelquefois contradictoire, sur les ouvriers : « Les uns sont bêtes, les autres grossiers, insolents, les autres sots. »

Mais, lors d'une assemblée de forgerons, le 2 avril, elle écrit : « Ils ont compris assez bien la question. – Ils ne manquent ni d'intelligence ni de bon sens, mais il y a chez eux une absence totale de foi. – Cependant plusieurs ont du dévouement, du bon vouloir, mais pas d'enthousiasme, pas de confiance, ni en eux ni aux hommes – ni aux choses. Ils sont *tièdes*. » (p. 79)

Bordeaux, septembre 1843

À propos des ouvriers de cette ville, elle écrit qu'ils «sont beaucoup plus fermes, plus prudents que ceux de Paris».

Elle apprend qu'un commissaire de police est venu se renseigner sur le genre de gens qu'elle reçoit «et si j'avais des réunions d'ouvriers?». Ce qui lui fera, pour l'avenir, prendre la décision d'agir très ouvertement, sa première visite étant consacrée aux différentes autorités politiques et religieuses et de «prêcher aux ouvriers au grand jour. [...] Réclamez vos droits, au nom du droit!» (p. 88).

Auxerre, 12-16 avril 1844

Le 28 janvier 1844, réimpression de l'*Union ouvrière* à 10 000 exemplaires.

Le voyage vers Auxerre, par un bateau qui permettait d'apporter les produits agricoles à Paris, lui permet de passer douze heures en compagnie des mariniers. Face à quelques bourgeois et à des commerçants, «dinant comme des banquiers», elle note la sobriété de ces bateliers et leur esprit égalitaire ainsi que leur misérable salaire.

Avallon et Semur, 16-17 avril 1844

Dans ces deux petites villes, elle se rend compte qu'il ne sert à rien de s'adresser «aux ouvriers isolément», c'est parler à des sourds, c'est «semer sur des pierres».

Dijon, 18-24 avril 1844

Tout au long de ses notes journalières, Flora parle de sa fatigue permanente, mais, écrit-elle, «tellement absorbée par la sublimité de la mission que je ne sens qu'elle».

Dans cette ville, pas de compagnonnage, mais elle rencontre «plus de dix ouvriers très capables et pleins de bonne volonté. – Tous me servent avec ardeur, les listes se forment et la réalisation marche». Cependant, la majorité de ces hommes manque de temps:

«Il faut travailler douze à quinze heures sur vingt-quatre pour pouvoir manger.»

En même temps, elle cherchera le contact des puissants, des «bourgeois».

Le 23 avril, elle est reçue par l'évêque. Sa Grandeur convient de l'excellence de son idée, de la pureté de ses intentions, mais pense que rien de bon, de grand, d'utile, de moral ne peut se faire en dehors de l'Église catholique.

Chalon-sur-Saône, 25 au 27 avril 1844

C'est là qu'elle rencontre des jeunes phalanstériens de 20 à 30 ans; «ils sont raisonnables, ayant de la foi, de la chaleur sans la moindre exaltation. – Ils ne veulent de Fourier *que les idées*, et encore celles qui peuvent se réaliser *présentement*». (p. 131)

Présentement? On pensera à Landauer³.

En mai éclate un conflit entre un marinier et des employés de bateaux. Lors du procès, le ministère public met en cause «une femme qui, parcourant la France pour agiter les ouvriers, avait passé à Chalon en laissant pour ferment révolutionnaire un ouvrage dangereux». (p. 139)

Mâcon, 28 avril-2 mai 1844

«Partout, je trouve les sociétaires bien mieux sous tous les rapports que les autres, et la raison c'est qu'ils font déjà partie de l'*union* de tous les *corps d'État*». (p. 141)

Lyon, 2 mai-14 juin 1844

Elle va consacrer un long mois à cette ville avec des notes nombreuses et variées; en particulier sur le quartier de la Croix-Rousse, domaine des canuts.

«Les ouvriers m'arrivent de tous côtés de manière que je suis *obligée de parler toute la journée*. – Cela m'épuise, mais j'apprends beaucoup.» (p. 152)

Elle a aussi des réunions avec des femmes intéressées à suivre ses conseils pour «s'occuper des affaires *politiques, sociales et humanitaires*» (p. 180).

Le chapitre III («Le Pourquoi je mentionne les femmes»), relativement important, confirme le féminisme de Flora Tristan qui appelle à une «égalité absolue».

Mais la police veille: le 10 mai, elle intervient avec un mandat de perquisition qui fait comprendre aux ouvriers que ce qu'elle prêche a de la valeur puisque le procureur du roi s'y oppose; en effet, la police interdit aux ouvriers de «parler politique», et ces derniers vivent dans la crainte de voir dissoudre les sociétés ouvrières comme le compagnonnage.

«Mais ce qui me fait plaisir c'est que je ne trouve nulle part un seul ouvrier *résigné*». (p. 199)

Les poursuites de la police aboutissent à un arrêt de non-lieu.

Il est question d'une troisième édition (réalisée) tirée à 10 000 exemplaires (7 juin). Finalement, du vivant de Flora Tristan, en dix-huit mois, le tirage atteindra les 24 000.

Roanne, 15-20 juin 1844

«Le séjour de ces petites villes m'assomme, on ne trouve pas d'ouvriers assez [*sic*] qui veuillent s'instruire.» Elle y a vendu pourtant quinze petits livres.

«J'obéis à la voix de Dieu qui parle en moi et je sers mes frères au nom de la foi et de l'amour qui m'anime.» (p. 257)

Saint-Étienne, 20-27 juin 1844

«Voilà la première fois que je passe dans une ville sans exciter l'enthousiasme au moins de quelques-uns.» (p. 290)

«J'ai fait parler plusieurs de ces ouvriers [de la manufacture d'armes] et je vois que je ne pourrai pas avoir une seule signature d'eux pour ma demande [créer un comité de dix hommes]. Ils ont peur de se compromettre.» (p. 282)

Retour à Lyon, 28 juin-7 juillet 1844

Au cours d'une réunion et de plusieurs discours, un certain Jacob se lève disant «qu'il n'a jamais parlé en public, qu'il ne sait pas s'exprimer – et d'un ton brusque, saccadé, énergique, cet ouvrier nous dit en peu de mots des choses superbes au point de vue de la fraternité, de l'unité et de la nécessité d'agir» (p. 337).

Auparavant, répondant à un compagnon, Flora Tristan avait dit: «Songez donc que le jour d'une révolution le soldat est le maître et que le lendemain il se fait roi.» (p. 317)

Avignon, 8-18 juillet 1844

À son habitude, Flora Tristan y va de ses jugements catégoriques sur l'intelligence des gens qu'elle rencontre:

«Je suis allée voir plusieurs ouvriers libres, froids, secs, inintelligents et entièrement étrangers à toute question sociale» (p. 347); ils sont royalistes, «napoléonistes», papistes; on ne connaît ni Fourier, ni Cabet, ni Proudhon; aucun n'a lu Agricola Perdiguer, dit pourtant Avignonnais-



➔ la-Vertu. Cependant, elle a pu convaincre d'anciens carbonaristes qu'il faut maintenant « lutter à ciel ouvert ».

Marseille, 19-28 juillet 1844

Emportée par son exaltation mystique et son enthousiasme religieux, Flora Tristan semble ne pas pouvoir porter sur elle-même la moindre critique ; elle est de plus en plus affaiblie physiquement. Le climat de Marseille, avec le mistral, ne lui convient d'aucune façon.

De plus, Marseille est prospère :

« J'ai jugé qu'il n'y aurait rien à faire pour moi – tout le monde ici est riche. Le commerce va très bien, les négociants gagnent beaucoup d'argent, les ouvriers idem. » (p. 374) Affirmations nuancées plus loin par quelques remarques.

Dans d'autres villes, elle n'avait pas supporté les parlers patois : Marseille, dit-elle, « n'est pas française » ; on y trouve des Italiens, des Grecs, des Turcs, des Africains.

« Ces barbares de différents pays apportent dans leurs habitudes mercantiles des manières de faire plus ou moins juives ou arabes – il résulte de cela que le commerce ici, en fait de fraudes, de ruses, de fourberies, ne le cède en rien aux plus grands forbans mercantiles du globe. » (p. 387)

Pour autant, 700 petits livres y seront vendus.

Toulon, 29 juillet-5 août 1844

« J'ai passé ici neuf jours heureux. – Ces ouvriers de l'arsenal me remplissent le cœur de joie. – J'ai trouvé ici trois hommes précieux ! – Cela me repose. – Puis c'est magnifique pour moi de voir des hommes enrégimentés être restés si fiers, si énergiques, si indépendants ! » (p. 407)

Nouveau séjour à Marseille, 6-12 août 1844

Quoi qu'elle en écrive, et comme elle le reconnaît, Marseille n'a pas été si catastrophique que ça pour ses idées ; Flora Tristan retient : « 1° le pain quotidien. – 2° le grand, magnifique palais de l'Union ouvrière. – 3° et six compagnons de Devoirs ennemis s'embrassant cordialement à ma voix. » (p. 425) Et, sans l'avoir souhaité, elle se retrouve à un moment donné devant une salle de 600 personnes.

Nîmes, 14-19 août 1844

« Dans cette maudite ville, pas une âme charitable ne m'a offert un dîner. » (p. 427)

Sous l'emprise des hiérarchies catholiques et protestantes, les ouvriers « sont dans une ignorance telle qu'ils ne connaissent absolument rien, ni en idées politiques sociales et autres ». « Il faut qu'il y ait des riches et des pauvres, les premiers font vivre les seconds. » (p. 434)

Description d'un fameux lavoir où les blanchisseuses travaillent aussi la nuit.

Montpellier, 20-28 août 1844

Pour elle, Pierre Hippolyte, un compagnon ébéniste, a réuni 20 hommes dans son atelier. Un autre, Jules Vitou, serurier, placera par la suite 200 exemplaires de l'*Union ouvrière*.

Béziers, 29-30 août 1844

On retrouve ici une idée, déjà émise à plusieurs reprises, c'est de devenir, à l'exemple d'O'Connell, une représentante

au niveau parlementaire. Elle emploie les termes de « servante générale ».

Carcassonne, 31 août-7 septembre 1844

Le 4 septembre, Flora Tristan rassemble une trentaine d'ouvriers sans pouvoir les faire parler. Cependant, un peu plus tard, un ouvrier répond à un autre :

« Lorsque nous serons constitués nous serons la force même, or étant la force nous serons le gouvernement, par conséquent nous n'aurons pas besoin de nous inquiéter de nommer un gouvernement. » (p. 502)

Puis une centaine d'ouvriers sont encore réunis, mais la police veille.

Toulouse, 8-19 septembre 1844

Dès son arrivée, elle reçoit la visite d'un commissaire central, qui, avec le préfet, est bien décidé à empêcher les réunions. Pour autant, il y en eut quatre.

Agen, 20-25 septembre 1844

Dès le 21 septembre, une réunion d'une quinzaine d'ouvriers chez les compagnons. Une trentaine de policiers et vingt sergents de ville sont mobilisés. Pour ne pas se compromettre, des compagnons cèdent devant la pression, cependant que d'autres, avec Flora Tristan, se maintiennent sur les lieux. C'est surtout la « Mère » des compagnons qui craint de voir fermer son auberge...

■

Constituer la classe ouvrière ? La création des syndicats ouvriers fut sans doute dans la continuité des propositions de Flora Tristan, mais rapidement la division s'installa parmi eux. Même les libertaires ajoutèrent leur touche par différentes scissions. L'évolution du capitalisme ne fit qu'accroître le mouvement en provoquant l'atomisation ouvrière. Cela aurait fini par complètement désespérer Flora Tristan.

De nos jours, nous pouvons constater un autre déroulement de la contestation avec pour base la résistance écologique et sociale par des actions directes d'une grande variété ; l'unité n'est pas la règle ; un esprit libertaire semble cependant prévaloir sans que l'on puisse rien augurer pour le futur.

■

Nous pourrions revenir sur l'idée que Flora Tristan voulait voir partager, l'« amour universel », idée que ne comprenaient pas les ouvriers à cause de leur « inintelligence ». Nous, tout autant, par le même manque d'intelligence, nous resterons éloignés des croyances de Flora Tristan tout en appréciant l'annonce de son message d'avenir.

A. B.

1. Flora Tristan, *Union ouvrière*, Des femmes. Antoinette Fouque, 2005 (1986).

2. Flora Tristan, *Autour de la France*, Libertia, 2024.

3. <<https://deladesobeissance.fr/2024/03/03/gustav-landauer-des-aujourd'hui/>>

La Subsistance: une perspective écoféministe

Paru en allemand en 1997, traduit en anglais deux ans plus tard, il a fallu attendre vingt-cinq ans pour que ce livre paraisse en français. Il fait part d'une approche théorique du mouvement féministe d'Europe du Nord, en particulier autour de l'université de Bielefeld, en Allemagne, qui articule question féministe, colonialisme et écologie, et qui envisage, à l'encontre de l'économie capitaliste de croissance infinie, une autre économie liée à une vie bonne et libre dans une perspective de subsistance.

DÈS L'ABORD, cette approche a suscité des divergences dans le mouvement féministe entre les « autonomes », qui militaient pour une transformation profonde des rapports économiques et sociaux entre les sexes, et les « intégrées », qui défendaient l'égalité de droits entre hommes et femmes dans le cadre de la société établie. Divergence focalisée autour de cette construction sociale et économique qu'est la « femme au foyer », dont les féministes de Bielefeld considéraient le double visage.

À la fois indispensable, créateur et productif, le travail de subsistance de la femme au foyer est éminemment critiquable dans sa dimension de construction biologique. Cependant, dans l'option d'une économie féministe anticapitaliste, ce travail de subsistance est une base solide, s'il n'est pas « naturalisé » et s'il est pratiqué par toutes et tous.

Pourquoi, dans la société patriarcale capitaliste, les activités pratiquées par les femmes sont-elles dévalorisées, au même titre d'ailleurs que celles pratiquées par les paysans et les anciens colonisés ?

Dans une économie productiviste qui veut que toute activité génère du profit, toutes les pratiques nécessaires à la vie, qui ne génèrent pas de profit sinon la vie elle-même, sont de ce fait dépréciées et méprisées, au même titre que les personnes qui les mettent en œuvre. Et c'est cet état d'esprit qu'il faut renverser.

Ce livre est dérangeant pour les féministes blanches occidentales de la classe moyenne, car il nous engage à changer de point de vue et à adopter celui d'en bas, celui des villageoises et des citadines pauvres des pays du Sud, ce qui démystifie les illusions créées par ceux d'en haut, selon lesquelles leur mode de vie est le meilleur et le seul possible, en dévoilant comment ce mode de vie n'est bon que pour une minorité, et ne se réalise qu'aux dépens de la majorité des peuples et aux dépens de la nature.

La maîtrise des moyens de subsistance, c'est « la capacité des communautés à produire leur vie sans dépendre de forces ou d'agents extérieurs », ce qui confère une grande fierté et une dignité recouvrée, contrairement au lieu commun capitaliste qui associe subsistance à pauvreté et arriération. Cette autonomie « repose sur la coopération et non la compétition, sur le « faire soi-même » plutôt que sur la consommation passive, sur la générosité et la joie de travailler ensemble et non sur l'égoïsme et l'envie ». La perspective de la subsistance n'est pas un nouveau modèle économique, c'est une perspective, un nouveau point de vue. Et ce n'est pas non plus un modèle théorique abstrait. Car elle a toujours existé, dans les périodes de famine et de guerre, par exemple, et elle existe encore, ou déjà, sous différentes formes, non seulement dans les pays du Sud (le Chiapas est emblématique, mais il n'est pas le seul), mais aussi dans ceux du Nord, dans les régions désindustrialisées où le chômage atteint des seuils records, comme à Détroit.

Partant des travaux de Rosa Luxembourg sur l'impérialisme et de sa réflexion sur « les économies combinant

paysannat et artisanat, économies de subsistance des colonies, qui ont constitué pour elle les bases nécessaires au capitalisme », les autrices élargissent le propos pour démontrer que ces économies non capitalistes restent aujourd'hui encore « la condition préalable à l'accumulation sans fin du capital que l'on nomme « croissance économique » ». Et comme l'avait déjà remarqué Rosa Luxembourg, « l'accumulation du capital entraîne l'exploitation de la production de subsistance mais aussi sa destruction ». On le voit dans les pays du Sud par l'exploitation forcée de toutes les ressources détruisant ainsi les terres de subsistance, et dans ceux du Nord par la disparition forcée des petites fermes qui s'auto-entrenaient depuis des lustres mais qui ont plié boutique devant les normes industrielles.

Une guerre est menée contre la subsistance qui permet aux peuples de garder la tête haute. Les autrices renvoient au livre d'Ivan Illich, *Le Travail fantôme*, paru en 1981. Avec le New Deal, les salaires étaient devenus assez élevés pour que les ouvriers abandonnent jardins, poules, cochons qu'ils avaient encore, d'autant que le marché de consommation fournissait à bas coût ce qu'ils avaient jusqu'alors produit eux-mêmes.

Elles figurent de façon très parlante l'économie patriarcale capitaliste sous la forme d'un iceberg. La partie visible représente le capital et le travail salarié, lequel fournit la plus-value enrichissant le capital. Il y a un contrat de travail et cette activité économique est comptabilisée dans le PNB. C'est sur cette partie que se disputent capitalistes et socialistes, mais ils s'entendent sur l'organisation du travail salarié dans une perspective de productivisme industriel.





Chez aucun d'entre eux la souveraineté de la subsistance n'a fait partie des objectifs à atteindre.

Cependant cet iceberg a une large partie invisible, qui est absente du PNB et se passe de contrat de travail, car elle est imposée par la force. Il s'agit du travail domestique non rémunéré des femmes, totalement invisibilisé alors qu'il produit et protège la vie, mais aussi du travail de subsistance des paysans, du travail à domicile, du travail des enfants, de tout ce qu'on appelle le secteur informel, et du travail des paysannes et artisanes du Sud qui produisent pour les besoins locaux, en bref de toutes les productions des peuples et territoires colonisés. Quant à la base de l'iceberg, elle est constituée par la nature et ses généreuses ressources, car, c'est bien connu, la nature prodigue ses bienfaits gratuitement. Toutes ces parties invisibles sont «les colonies de l'homme blanc». Et c'est pourquoi il est illusoire pour les femmes de rechercher l'égalité avec les hommes à l'intérieur de ce système éminemment patriarcal. Il en est de même pour l'idéologie du «développement de rattrapage» qui engage les peuples du Sud à rattraper le niveau de vie des maîtres coloniaux plutôt qu'à se débarrasser du colonialisme. Cela ne peut pas marcher, il n'y a pas assez d'une Terre pour cela. Ainsi relie-t-elles la question des femmes à celles du colonialisme et de l'écologie.

Elles analysent en détail l'évolution du capitalisme mondialisé avec sa structure néocoloniale reposant sur quelques institutions internationales telles la Banque mondiale, le FMI, l'OMC et sur les traités impérialistes (Gatt, Adpic, AMI) qui livrent les économies locales et nationales aux multinationales en promouvant le libre-échange, les privatisations, les délocalisations, les brevets sur le vivant et toutes les dérégulations qui favorisent l'accumulation du capital. Les autrices font remarquer que les entreprises manufacturières délocalisées vers les pays à faible coût de main-d'œuvre emploient, de surcroît, prioritairement des femmes jeunes et célibataires, les plus mal payées qui soient, exploitables et jetables, tandis qu'au chômage massif qui s'ensuit dans les pays du Nord, les économistes et politiciens n'ont d'autre réponse à proposer que la flexibilisation

du travail, c'est-à-dire des emplois mal payés, à temps partiel, précaires, de courte durée, à domicile, ce qu'elles nomment la *housewifisation*. «Le rêve des capitalistes est d'universaliser des relations de travail proches de celles des femmes au foyer.» D'ailleurs, l'auto-entrepreneuriat recouvre bien souvent des boulots dans le secteur des services «qui ne sont autres que des tâches ménagères marchandisées». D'autre part, les grandes entreprises internationales ne paient que très peu d'impôts à domicile tout en profitant de subventions gouvernementales.

Le néolibéralisme a fini par libérer le capital de toutes les obligations et contraintes que les gouvernements démocratiquement élus utilisaient jusqu'alors pour maîtriser le capitalisme.

Dans ce sombre tableau, quelle marge de manœuvre nous reste-t-il? Dans chaque chapitre, elles racontent des luttes et des résistances dans les pays du Sud, principalement à l'initiative de femmes chez qui elles remarquent «une conscience et une lucidité qui font encore défaut dans le Nord». De la reprise des terres et d'une production de subsistance au Chiapas aux commerçantes du marché de Juchitan, de la lutte des commerçantes nigériennes contre l'industrie pétrolière à la défense des biens communs en Papouasie-Nouvelle-Guinée, des communautés en résistance au Guatemala qui refusent le salariat et organisent des marchés coopératifs à la lutte subtile et efficace des femmes du Kenya contre le programme du FMI, les peuples du Sud nous montrent qu'ils ont compris ce qu'étaient les promesses de développement capitaliste et qu'ils n'en veulent pas. Ils préfèrent leur autonomie dans leurs pratiques de subsistance et ils n'ont pas besoin de nous.

Dans les pays du Nord, des pistes alternatives sont expérimentées avec des collectifs de jeunes qui s'installent à la campagne, des écovillages avec des projets écologiques, des Amap qui font le lien entre paysans et citadins, du jardinage urbain, des coopératives

LA SUBSISTANCE

UNE PERSPECTIVE
ÉCOFÉMINISTE



VERONIKA BENNHOLDT-THOMSEN
et MARIA MIES



d'autoapprovisionnement alimentaire, des cercles de troc et monnaies locales, toutes tentatives qui se réfèrent, explicitement ou non, à ce que les autrices appellent l'économie morale ou économie paysanne préindustrielle, avec des principes de réciprocité et d'entraide, et basée sur les valeurs d'usage. Et puis dans le Nord, on réfléchit aux «communs». Mais les autrices nous mettent en garde: les multinationales aussi s'intéressent aux biens communs en tant que patrimoine universel de l'humanité, biens communs mondiaux auxquels elles obtiennent souvent d'accéder librement puisqu'ils sont communs! Or, il n'y a pas de biens communs mondiaux. Le génome humain a été déclaré bien commun mondial, ce qui n'a pas empêché qu'il soit livré aux technologies génétiques et aux intérêts commerciaux et scientifiques privés. Il n'y a de biens communs que liés à une communauté qui en prend soin. Si l'on veut réinventer les biens communs dans le Nord (là, elles y vont fort, mais elles ont raison), elles suggèrent que l'on commence par la prise en charge de ce qu'elles nomment «biens communs négatifs», à savoir nos déchets, dont nous avons plutôt tendance à nous débarrasser dans le Sud. Il nous faudrait aussi revoir le concept de travail qui, pour le moment, est réduit à celui de salariat, et cesser de croire dévotement dans le progrès, la technologie, et l'idée que le salariat permet de vivre! Prendre le point de vue des femmes du Sud oblige à prendre

conscience de ce que notre relatif confort n'existe qu'en faisant violence à d'autres. Ou bien on tombe dans la dépression, ou bien on se radicalise !

Puis elles reviennent sur le mouvement des femmes et sa récente évolution, pour dire leur indignation. Dans les années 1970, l'objectif du féminisme était la libération des femmes du système d'exploitation et d'oppression, de sexisme et de violence que leur impose le patriarcat. Et ce mouvement puisait sa force et son inspiration dans son rejet du système de domination tout entier. Les femmes célébraient fièrement leurs différences avec les hommes et renforçaient les liens de solidarité entre elles. Aujourd'hui, c'est l'égalité homme-femme qui semble avoir pris la priorité. Il faut qu'il y ait des femmes politiques, cheffes d'entreprise, juges ou gardiennes de la paix, etc. Oui mais, « il ne suffit pas de lutter pour une participation de 50 % des femmes, dans un système social et politique qui, globalement, est fondé sur l'oppression ». Elles s'arrêtent assez longuement sur le tournant qui a marqué le féminisme à partir des années 1980, quand ont été créés, dans toutes les grandes universités, des départements d'études féministes. Cette institutionnalisation a séparé la recherche du mouvement, et d'autant plus que la recherche a été gagnée par l'influence de la philosophie postmoderne qui sévissait alors, ce qui l'a conduite à oublier la radicalité des origines « universalistes » et « essentialistes » pour se rallier à des concepts flous où la réalité, l'histoire ne sont que des récits, où il n'y a surtout plus de matérialité, où, au bout du compte, il faut détruire la mère des origines pour accéder à la culture, car tout ce qui est le fait des humains, la technologie par exemple, est supérieur à tout ce qui est donné par la nature. Elles se demandent, et nous aussi, comment des féministes ont pu adhérer à cette philosophie. Le fait est que les *women's studies* sont devenues *gender's studies*. « Avec la disparition de la catégorie des femmes du discours académique, d'autres concepts radicaux comme le patriarcat, le capitalisme, l'exploitation et l'oppression ont aussi disparu. » Le féminisme postmoderne s'occupe de différences et d'identités, de genres, de races, de cultures, d'orientations sexuelles, mais plus de politique, ou alors politicienne pour gagner un poste important où on sera à égalité avec un homme important lui aussi.

Moi aussi, moi aussi, j'en veux, du pouvoir et de la reconnaissance sociale !

Quant aux différences, elles s'établissent désormais entre les femmes, chacune étant une individualité unique. S'il ne reste plus qu'une juxtaposition de différences individuelles, que peut-on avoir en commun et comment éprouver une solidarité ?

C'est en quoi le point de vue des femmes du Sud est aussi important. Pour elles, ce genre de débat (ou ce débat de genre) est ridicule et cynique. Leur manière de voir et d'agir est « plus réaliste, plus terre à terre... plus globale, plus créative, plus humaine et plus sensée, écologiquement, que l'idéalisme postmoderne ».

« Une perspective émancipatrice doit être valable pour toutes et réalisable par toutes les femmes. »

Elles racontent ce qu'est la « politique du champ de taros » aux îles Palaos, dans le Pacifique, là où les femmes ont refusé que le gouvernement mette des terres à disposition de l'armée des États-Unis et où elles ont gagné (c'est une société matriarcale), et cela parce que la solidarité entre femmes et hommes aux Palaos n'a pas été complètement éradiquée, de sorte que les hommes ont finalement soutenu la lutte des femmes et même les soldats sont passés de leur côté. Le gouvernement a dû faire valoir leur droit coutumier.

Ce qui est remarquable est que cette politique, qui se fait dans les champs de taros pendant le travail, n'a pas besoin d'une rémunération spéciale ni d'un espace ou d'un moment à part. Elle n'est pas séparée de la vie quotidienne et elle est efficace. D'une manière générale, dans les pays du Sud, les femmes sont vives et passent à l'action sans flancher. Elles n'ont pas été élevées douillettement. Les autrices citent les cas, en Inde, où plusieurs mouvements de citoyennes contre la mondialisation ont gagné, car la Cour suprême a dû juger en leur faveur contre les multinationales.

Elles parlent de « programme citoyen pour protéger l'environnement et les moyens de subsistance, puisque les gouvernements ne protègent plus les droits élémentaires des citoyens, de démocratie directe et pluraliste et d'autogouvernance des communautés locales, de contrôle local et régional des ressources afin de protéger les conditions d'existence vitales des populations » car

« un gouvernement mondial ne serait qu'un régime totalitaire aux mains des grands joueurs mondiaux, les multinationales ». Mais elles ne prônent pas une politique « de clocher ». « Pour nous, un véritable internationalisme, qui ne soit pas fondé sur l'exploitation, ne devient possible que si des communautés, qui assurent leur subsistance, déterminent aussi leur politique de subsistance, et ce au Nord comme au Sud... Ainsi la solidarité internationale sera synonyme de rencontres et d'échanges entre égaux. » Mais avant tout, elles donnent du boulot aux hommes du Nord, qui devraient agir contre la « ramboïsation » des jeunes mâles et « abolir le pacte masculin qui les lie à l'État et au capital ». Là, on n'est pas sorties des ronces ! Mais les pauvres du Sud savent bien le faire, eux, de passer du côté des femmes et de soutenir leurs luttes.

Pour finir, elles reprennent un texte de Farida Akhter (Dhaka, 1998) sur « le mouvement paysan pour la sécurité alimentaire et une vie heureuse au Bangladesh ». Après la « Révolution verte » (de la couleur du dollar !) qui a stérilisé les sols et empoisonné les nappes phréatiques à l'arsenic, certaines paysannes se sont organisées pour protéger le corps (le leur et celui de la terre) des poisons. C'est devenu un mouvement de femmes ayant mis au point des pratiques agricoles en agroforesterie et cultures mixtes, des manières très élaborées de restaurer le sol et la biodiversité. En 1998, plus de 25 000 foyers agricoles pratiquaient le *Nayakrishi*, produisant sur 2,5 ha toutes sortes de plantes alimentaires, du bois de construction et de chauffage, des produits animaux. Pour eux, l'agriculture n'est pas un projet d'investissement, mais un mode de vie, et de vie heureuse.

Toutes ces histoires de résistance et d'organisation réchauffent le cœur. Les femmes du Sud ont des ressources, des idées et du courage. À nous d'être... à la hauteur !

M. M.

— Maria Mies et Veronika Bennholdt, *La Substance : une perspective écoféministe*, La Lenteur, 2022.

— Maria Mies et Vandana Shiva, *Écoféminisme*, L'Harmattan, 1999.

Mahrang Baloch

Le Balouchistan est une grande province du Pakistan où la logique extractiviste coloniale va bon train, corrélée comme toujours à une pauvreté, un abandon et une répression endémiques.



Mahrang Baloch en visite à Oslo

COMME LE KURDISTAN, le Baloutchistan s'étend sur trois pays différents, le Pakistan, l'Iran, et pour une partie moindre l'Afghanistan. Au Pakistan, cette province, peuplée en majorité de Baloutches dans le Sud et de Pachtounes dans le Nord, mais principalement Baloutches, connaît un vigoureux mouvement nationaliste et des soulèvements sporadiques généralement noyés dans le sang, depuis que l'État pakistanais s'est constitué en se séparant de l'Inde, en 1947, puis l'a annexé en 1948. Les disparitions forcées et les exécutions extrajudiciaires y font partie des pratiques ordinaires de l'armée avec le populo. Certaines composantes du mouvement nationaliste s'ancrent plutôt à gauche, mais se distinguent avec une certaine acrimonie de la gauche officielle, qui ne tient pas à se mouiller les papattes en manifestant son soutien aux séparatistes ni même faire la moindre remarque sur les crimes d'État.

La Chine, sans le moindre égard pour le peuple baloutche, investit une blinde, pas moins de soixante milliards de dollars, pour réaliser le China Pakistan Economic Corridor (CPEC), qui lui permettra d'accéder aux hydrocarbures du Moyen-Orient en court-circuitant l'Iran, sans préjudice de poser une option sur le charbon, le gaz, l'or et le cuivre de cet Eldorado. Le port de Gwadar, seul port en eaux profondes de la mer d'Oman dont dispose le pays, fait l'objet de toutes les attentions. Alors les infrastructures sont là, d'énormes travaux ont été faits, les Chinois s'affairent sur les chantiers chinois, mais il semblerait que les autochtones peuvent se la mettre sous le bras et n'aient droit qu'aux miettes de cette prospérité. Résultat, il n'est pas rare que les chantiers soient attaqués, et le mécontentement ne fait que croître.

En mai 2020, se constitue le Baloch Yakjehti Committee (BYC, Comité de solidarité baloutche), suite à l'agression d'une femme baloutche et de sa fillette chez elles, la mère ayant succombé et la petite fille ayant été grièvement blessée. Tout le Baloutchistan se soulève, mais cette fois une jeune chirurgienne, Mahrang Baloch, impulse à la lutte une tonalité différente, qui prend davantage en compte les femmes et les travailleurs, les composantes les plus exploitées de la population. Mahrang ne craint d'ailleurs pas de se dire clairement féministe.

Suite à d'autres meurtres, et particulièrement celui de Balach¹, dont le corps mutilé est jeté dehors par les autorités occupantes, les activistes du BYC organisent une marche de

1. Balach, jeune homme assassiné, dont le corps mutilé a été jeté comme un déchet par l'occupant et que les femmes ont exposé pendant quinze jours, place Fida à Turbat, malgré la répression et les intimidations de l'armée.



1 600 km avec de nombreux *sit-in* jusqu'à Islamabad. La particularité du cortège est d'être composé principalement de femmes, d'enfants et de vieillards, familles de victimes. Malgré la répression et le froid, 400 membres de ces familles resteront un mois en *sit-in* en face du National Press Club, qui représente quelque 2 500 journalistes, en décembre-janvier derniers. Difficile dès lors de les effacer de la carte.

Mahrang ne se prive pas d'employer les mots qui fâchent, atrocités coloniales, génocide (elle cite les génocides en Palestine et au Cachemire). Ce qu'elle raconte fait dresser les cheveux sur la tête, à l'heure d'un autre soulèvement majeur : cette fois, il s'agissait de bloquer le port de Gwadar. Déjà, lors de la première marche, les participantes avaient été étonnées de la solidarité de centaines, puis de milliers de personnes. En ce mois d'août 2024, la solidarité s'étend, le mouvement gagne, et toutes les photos montrent des femmes, en première ligne et en nombre.

Féministe oui, mais il ne faut pas la prendre pour une buse.

À une campagne de la gauche institutionnelle partant révolutionner ces pauvres attardées baloutches avec le mot d'ordre « mon corps est à moi », elle brise vertement, en parlant des mères, des femmes et des filles en deuil, du fait qu'elles n'ont pas accès à l'école, que les milices paramilitaires les terrorisent jour et nuit. Les femmes qui ont tenu pendant quinze jours place Fida à Turbat, avec le corps mutilé de Balach qu'elles refusaient d'enterrer afin que tous et toutes puissent voir les atrocités dont il avait été victime, n'ont pas la révolution sexuelle comme priorité.

Commençons par le commencement, les droits les plus élémentaires que chaque être humain est en droit de revendiquer, si la gauche féministe pouvait y jeter un œil avant de plaquer, sur un peuple en proie à l'horreur coloniale, des revendications de classe moyenne en temps de paix. Car ce dont il est question ici, c'est de terreur, de massacres, d'exactions, de disparitions forcées et d'exécutions extrajudiciaires, d'arrestations arbitraires, etc., et il semble en outre que les femmes baloutches ne soient pas en butte à un patriarcat aussi féroce que celui qu'on trouve dans d'autres groupes historiques du Pakistan, et j'y inclus les Anglais de la période coloniale.

Pour les Baloutches, Mahrang va jusqu'à parler de matriarcat.

J'en profite pour faire une incise sur cette manie purement coloniale de vouloir à tout prix plaquer ses agendas de lutte sur des femmes dont, par ailleurs, on se contrefout pour tout le reste. La solidarité consiste à se battre pour tous les droits de toutes les personnes, ce qui implique évidemment de s'enquérir de leurs conditions de vie. De se demander quelles sont leurs priorités à elles, selon elles. Et c'est valable dans l'espace franco-français : une femme qui craint pour la peau de ses gosses parce que la BAC patrouille nuit et jour dans son quartier et qui est sous-payée pour un boulot harassant, qui par surcroît se voit privée du droit élémentaire de s'habiller comme bon lui semble, quand on vient lui apprendre de quelle effroyable tyrannie elle est victime, voire quel danger elle représente pour autrui, peut à bon droit manquer d'humour.

À l'occasion de l'enterrement de Balach, suivi par toutes les communautés avec un grand respect, Mahrang parle d'un bel exemple de laïcité, d'une façon qui ferait aussi pousser de hauts cris en France. Cette *folle* appelle ainsi la coexistence pacifique et la solidarité témoignée par toutes les communautés, religieuses ou pas, autour du cercueil du malheureux jeune homme.

Que deviendra, au fil des mois, ce mouvement où désormais les femmes sont en majorité à la manœuvre ? Il faut craindre une réaction encore plus violente des autorités, trop d'enjeux économiques sont en cause, et la Chine ne renoncera pas si aisément aux facilités coloniales que le Pakistan lui sert sur un plateau.

Ce début de siècle connaît malheureusement une recrudescence coloniale inquiétante sur la terre entière, fondée comme toujours sur des intérêts capitalistes. Mais on voit aussi les femmes monter en puissance dans nombre de pays, comme une vague que rien ne semble devoir arrêter. Elles viennent souvent de peuples au sein desquels leur statut était traditionnellement plus favorable que le patriarcat colonial, comme au Kurdistan ou au Baloutchistan. Le féminisme mondial s'enrichit de leur courage et de leur pugnacité. Les Baloutches sont, dans leur immense majorité, musulmanes. Mahrang Baloch est voilée. En est-elle pour autant moins profondément révolutionnaire ? La question vaut-elle d'être posée ?

L. B.

Le plan de déstructuration humaine

Au travers de petites tranches de vie entre relations sociales, froideur bureaucratique et écologie, on raconte l'impact du programme de « rénovation urbaine » sur la vie des victimes du Nouveau Programme national de renouvellement urbain (NPNRU). Car la « rénovation urbaine » ne démolit pas seulement des immeubles qui pourraient être réhabilités, elle casse les liens sociaux, elle casse la solidarité, elle casse l'entraide et la débrouille, bref elle casse tout l'invisible qui permet de surnager.

LA MALTRAITANCE sociale va bien au-delà de l'épithète « connasse » ou du verbe « emmerder » que tu liras ci-dessous. Combien d'assemblées où élu-es comme technicien·nes font bien sentir aux gens modestes ou aux pauvres qu'elles et ils ne sont que des sous-citoyen·nes ? Combien de fois entendons-nous, en substance ou bien ouvertement, que nous aurions notre mot à dire si nous étions « propriétaires » ? Et, à chaque fois, nous sommes fort tenté-es de répondre que le suffrage censitaire a été aboli il y a très longtemps...

La rénovation urbaine : une politique contre les pauvres et contre la solidarité

Depuis plus de vingt ans, la France s'est lancée dans un vaste programme de travaux immobiliers sous l'égide de l'Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU). Alors que cette politique est censée améliorer le cadre de vie des habitant·es des « quartiers », quels sont les effets réels de cette politique ?

La décision de créer cette agence a été prise en 2003, sous la présidence de Chirac et avec l'impulsion de Borloo, ministre du Logement. Un an après le choc de la présence de Le Pen père au second tour, l'idée n'était pas mauvaise de tenter d'améliorer les logements des plus pauvres, ce que la « gauche » n'avait pas vraiment pensé à faire après les Marches pour l'égalité.

L'agence a conduit, de 2004 à 2021, un premier Programme national de rénovation urbaine (PNRU) et nous sommes entrés, depuis 2022, dans une seconde phase, le NPNRU (le N ajouté signifiant simplement « nouveau »). Le PNRU était annoncé comme le plus grand chantier civil de France. Effectivement, sur le plan des chiffres, il n'a pas

déçu : 48,4 milliards d'euros investis, 164 400 logements démolis pour 142 000 reconstruits, 408 500 logements « réhabilités » et 385 400 « résidentialisés ». Au total, 700 quartiers touchés et près de 5 millions d'habitants impactés.

Le but de cette rénovation était de rendre les quartiers plus sûrs, plus attractifs et plus écologiques en favorisant la mixité sociale. Il n'était pas d'augmenter le nombre de logements sociaux. On est cependant en droit de se poser des questions sur l'accessibilité du parc locatif social. Tout d'abord, le bilan des démolitions et reconstructions fait apparaître qu'il y a eu 22 000 logements sociaux supprimés par le PNRU, alors que la population a augmenté et la précarité également. Résultat, au 30 juin 2024, il y avait 2,7 millions de personnes en attente de logements sociaux, 100 000 de plus qu'il y a six mois et 24 % de plus qu'il y a cinq ans ! Et où vont les pauvres lorsqu'elles et ils n'ont pas de logement social ? Dans des logements anciens, dégradés et de taille plus réduite du parc privé ; certains étant de véritables taudis.

Il faut rappeler que les logements sociaux, les HLM, sont le refuge des laissé-es pour compte, les plus précaires de notre société inégalitaire. Un tiers des ménages des HLM vivent sous le seuil de pauvreté (1 014 euros si on le fixe à la moitié du revenu médian de la population). Un quart des résidents des HLM sont des familles monoparentales, principalement des femmes seules avec enfants. La diminution du nombre de logements sociaux, par cette politique de rénovation, entraîne une aggravation des conditions de logement pour des millions de personnes exclues du parc social.

Un des effets de la rénovation urbaine est aussi le renchérissement des loyers, en effet, il y a plusieurs types de sociétés HLM, et les immeubles nouvellement construits dépendent plus souvent de sociétés privées que des Offices publics dépendants des collectivités locales.

Examinons les autres points : la rénovation, on peut dire qu'elle a effectivement des effets positifs sur le plan de l'isolation thermique des logements (il était temps), ainsi que de leur propreté. Par contre, les rénovations se sont souvent accompagnées de réduction de taille des logements : plus de F4 et moins de F5 pour les familles nombreuses.

La résidentialisation a été conçue afin que les habitant·es se sentent plus responsables de leur immeuble et ne dégradent pas ou ne jettent pas des déchets au pied des habitations. L'effet principal, c'est surtout que chaque immeuble est entouré de barreaux comme une prison. Les circulations entre résidences sont plus difficiles, les ami·es ou parent·es venu·es en visite avec leur voiture ne trouvent plus où se garer...

Un des points importants devait être d'améliorer la mixité sociale. Mais ni les riches ni les classes moyennes n'ont envie de choisir un pavillon en bordure d'un quartier populaire. Et pour les moins pauvres des locataires d'HLM, les



pavillons en accession à la propriété sont proposés à des tarifs inabordables. De plus, si nos dirigeant-es souhaitent tant que ça améliorer la mixité sociale, pourquoi ne construisent-ils pas des HLM (de haute qualité environnementale, évidemment) dans des quartiers bourgeois ?

Chaque modification de l'espace urbain doit théoriquement être accompagnée d'une concertation avec les habitant-es. De même que les enquêtes d'utilité publique ne servent qu'à faire croire aux « citoyen-nés » qu'on prend en compte leur avis, les concertations ne servent qu'à présenter des projets tout ficelés. Le comble de l'hypocrisie étant atteint lorsqu'une collectivité locale (Limoges) demande aux habitant-es de choisir entre trois nuances pour le pavage d'un sol, alors que tout le reste a été imposé.

Quelques mots sur l'attractivité

À Limoges, la municipalité fait tout pour supprimer ce qui ajoutait un peu de vie aux quartiers : et une piscine en moins, un centre culturel qui ne propose plus d'animations multiples pour les enfants, mais se concentre sur la danse, une maison des associations qui ferme et les associations qui se dispersent dans d'autres quartiers, des commerces essentiels qui ne sont pas remplacés. Et dans un autre quartier, on crée une place immense et vide, avec une poignée d'arbres et quelques bancs en plein soleil.

Quelques notes encore pour décrire l'ampleur de la rénovation en cours à Limoges (d'autres quartiers avaient précédé) :

- Beaubreuil, secteur Rhin et Danube : 10 immeubles détruits, pour 13 réhabilités, puis résidentialisés.
- Beaubreuil, secteur Fabre d'Églantine : 15 immeubles détruits pour 13 réhabilités.
- Les Portes ferrées : 7 immeubles détruits, 7 réhabilités, 13 maisons en accession à la propriété construites.
- Val de l'Aurence Sud : comme il s'agit de barres, on par-



Place nette à La Bastide !

lera d'entrées d'immeubles avec 34 détruites, 21 réhabilitées.

Enfin, en plus de toutes les perversions de ce système, les opérations de rénovation sont cause de grands bouleversements pour les habitant-es : déménagements temporaires ou définitifs, perte de repères et de relations solidaires, etc. Mais voici des exemples concrets.

La rénovation et ses résultats : exemples

(tous les prénoms sont bien sûr fantaisistes)

■ Sarah, l'aide-soignante, se lève à 4 heures pour embaucher à l'hôpital à 5 heures. Prépare la journée de ses gosses, petit-déjeuner et vêtements. Met l'alarme à sonner pour l'ainé qui réveillera les plus petits.

Fatima, une voisine qui habite au-dessus, vient vérifier si les gosses sont bien debout dix minutes après la sonnerie, aide à habiller le plus jeune et presse ce petit monde pour prendre le petit déj' et aller à l'école.

Les semaines où Sarah est de service en soirée, c'est Latifa, une autre voisine et copine, qui prend les petiots à la sortie de l'école, les fait manger et les met au lit.

Sarah se demande comment elle va faire quand elle va quitter le quartier.





■ Léa a rempli le questionnaire avec application. Sans cacher que la famille possède une voiture. Voiture qui roule peu: le mari travaille dans la zone industrielle proche et met une vingtaine de minutes à pied pour se rendre au boulot.

Puisque la famille dispose d'une voiture, on lui propose un relogement à 15 km. Avec un célèbre bouchon matinal en supplément cadeau. Sans doute pour inculquer la « valeur travail ».

On ne comprend pas que Léa refuse avec véhémence cette « aubaine » de pouvoir habiter à la campagne. Léa explique que son mari prendrait la voiture pour se rendre au boulot et qu'elle serait « assignée à résidence » dans un appartement éloigné de tout commerce comme de toute vie sociale.

La technicienne territoriale lui conseille « de faire comme tout le monde » et d'acheter une deuxième voiture.

■ Séverine a demandé un appartement T5 comme celui qu'elle occupe avec son mari et leurs quatre enfants. Avec un ascenseur si l'appartement proposé est au-dessus du second étage, parce qu'elle ne se voit pas faire plus pour monter les petiots en sus des courses. La demande de cette femme de ménage ne semble pas déraisonnable.

C'est pas de chance. Tous les T5 du quartier sont promis à la démolition. Et l'organisme HLM n'en a pas ailleurs. « On ne construit plus de T5 ».

On en connaît pourtant une belle quantité dans un autre quartier. Nous en avons visité. Ils sont en très bon état, ils ont été rénovés voici une décennie, on a installé des fenêtres à double vitrage de bonne qualité, on a doublé les cloisons pour insonoriser, on a refait les salles d'eau. Les appartements, clairs et spacieux, n'ont besoin ici ou là que d'un coup de peinture. Mais ils sont promis eux aussi à la démolition dans le cadre du NPNRU.

Eh bien, on lui a proposé un T3 étrié au 4^e étage sans ascenseur et Séverine râle comme un pou!

Elle nous emmerde! A-t-on idée de faire autant d'enfants! En réunion publique, on lui répond en substance: faites comme moi, achetez un pavillon si vous voulez beaucoup de surface!

■ Mohamed habite le même appartement depuis la construction de la tour en 1972. Le pépé est maintenant âgé. Comme il devient progressivement aveugle et que sa femme n'est pas plus jeune que lui, ce sont les voisins qui s'organisent pour faire les courses.

On a forcément créé des liens lorsque l'on vit depuis cinquante ans au même endroit. Tout le monde connaît le vieux couple et les visites se succèdent. Leur salle de séjour est chaque après-midi un salon de thé, dont on se demande s'il n'est pas plus fréquenté que le bistrot du centre commercial.

Mohamed et sa femme doivent partir, car on va démolir leur immeuble. Adieu au thé à la menthe et aux dattes par-



tagées avec les conversations...

Et je songe au maire d'un bourg rural. Le gars me dit que la commune ne fera pas déménager une vieille dame qui vit ici depuis des lustres. La commune attendra son décès pour entreprendre les travaux de rénovation de l'impasse qui obligeront à raser la petite maison louée par la vieille dame. Doit-on parler de conflit ville-campagne ou bien de choc de civilisation?

■ La pharmacie est hébergée dans un bâtiment bas au milieu des tours. L'opinion publique s'accorde pour dire qu'une pharmacie n'est

pas tout à fait inutile dans un quar-

tier qui compte 11 000 habitants.

Le plan de rénovation, qui a prévu de raser le bâtiment, a complètement oublié ce menu détail: reloger la pharmacie! Et malgré le temps qui passe, malgré le nombre de fois où l'on a tiré le signal d'alarme, l'oubli n'est toujours pas réparé.

Madame Pharmacie est partagée entre agacement, inquiétude et colère. Les jeunes iraient jusqu'à dire qu'elle est « vénère »...

■ Céline a entièrement refait et sa cuisine et sa salle d'eau à ses frais avec l'accord écrit du bailleur social. Lors de la présentation des devis, le bailleur a exigé des artisans ceci-cela en sus. Qui ont facturé en conséquence les demandes de princesse. Bonheur d'un dossier fait dans les règles.

Trois années plus tard, on annonce à Céline que son immeuble va être rasé. Bonheur de l'absence de planification.

■ Parcours familial réfugié. Quand une famille entière, parents et enfants, fuit sa maison, ses amis, son pays, c'est toujours avec la peur au ventre. La famille arrive en France et dort sous la tente Porte de la Chapelle, car on leur a donné assez vite une tente à cause des petits.

Et ils arrivent chez nous, toujours à cause des enfants. Dans l'attente d'une éventuelle régularisation, on leur attribue un logement provisoire du Centre d'accueil des demandeurs d'asile, dans un quartier prioritaire de la ville.

La solidarité du quartier s'exprime de suite. Entre sans-papiers, on se comprend. Deux-trois personnes parlent leur langue. Une proximité culturelle avec tel groupe ou une proximité religieuse avec l'église, le temple ou la mosquée. L'association caritative du coin, avec ses bénévoles des rues voisines. Le centre social avec une salariée toujours accueillante qui sait sourire. La directrice de l'école qui donne des cours particuliers, heures supplémentaires bénévoles, pour la mise à niveau des enfants. Les enfants qui parlent un français presque irréprochable en quelques mois et devien-



nent interprètes pour leurs parents. Le président d'une asso du quartier va voir les jardins familiaux qui prêtent un jardin à des ruraux perdus en ville. Une famille, pourtant très modeste, qui chaque semaine donne discrètement quelques euros aux enfants. Et encore mille autres gestes...

C'est tout ce tissu qui vole en éclat, quand la famille est éloignée du quartier où elle a pris ses repères, parce que l'on rase les immeubles.

■ « Maintenant, le quartier ressemble à la cour de promenade d'une prison. »

Notre interlocuteur force le trait ? Grâce à la rénovation urbaine, on a mis des clôtures hautes avec des barreaux métalliques verticaux autour des parkings privatisés. Et, en effet, on se trouve plongé dans la fantaisie toute guillerette d'un centre de détention.

En novlangue, c'est la « résidentialisation ». On privatise les parkings autour des immeubles. Chaque logement a une place attribuée. Comme beaucoup d'habitants n'ont pas de voiture, le parking est au mieux à demi-vidé. Par contre, on a oublié, ou bien on n'avait pas assez de surface disponible, et il n'y a pas de parking pour les visiteurs.

Lors des événements locaux, la vue d'avion est étrange. Des parkings vides inaccessibles derrière les portails électriques. Et de longues files de voitures garées n'importe comment dans les rues.

La « résidentialisation » permet aux militants dévoués, qui viennent aider à remplir les papiers, de récolter des prunes en toute saison.

■ Amandine a 42 ans. Amandine vit depuis quarante-deux ans dans le quartier. La tour où elle habite avec mari et enfants doit être démolie. Et cette connasse, qui veut à tout prix être relogée dans la même rue, emmerde tout le monde avec sa demande insensée !

Les parents d'Amandine habitent une tour voisine, ils sont âgés et pas en trop bonne santé. Leur tour ne va pas être démolie. J'ai oublié de te préciser que, chaque jour, Amandine va les voir et que, à chaque repas, ils se mettent à table quand elle leur apporte les plats qu'elle vient de cuisiner.

■ Karim est un gamin qu'on croise alors qu'il est désœuvré. On papote. Il a 13 ans, il est en 5^e, il habite un peu à l'écart du centre-ville à... 8 bons gros kilomètres ! Mais

qu'est-ce qu'il fout ici ? Voici un an et demi qu'il a quitté le quartier, pour cause de « rénovation », où il a laissé tous ses copains.

- Tu n'as pas de copains dans ton nouvel immeuble ?
- Y'a que des vieux !
- Tu n'as pas de copains au collège ?
- Ils sont loin de chez moi !

Comme il a une carte de bus pour se rendre au collège, très éloigné du secteur pavillonnaire peuplé de retraités où il habite maintenant, il utilise sa carte de bus pour se rendre chaque mercredi dans son biotope natal.

■ Juliette avait un papa qui lui a appris à « faire plein de trucs ». Le papa lui a fait changer les roues de la voiture familiale quand Juliette a eu son permis de conduire. « Quand tu crèveras une roue, ce sera bien sûr loin de tout, un jour de pluie et il ne passera pas un chat pour t'aider. Alors il faut que tu saches le faire toute seule ! »

Et Juliette la fluette a appris à donner des grands coups de pied sur le tube enfilé sur la clé qui démultiplie la force pour débloquer « ces putains d'écrous » serrés à la clé à chocs. « Le tube, tu dois toujours l'avoir dans le coffre », à côté du cric et de la roue de secours.

Ton salaire est plus encrassé que le carburateur de ta voiture ? Quand tu lui dis que tu dois aller au garage pour faire la vidange, ta copine Juliette t'envoie dans un magasin de fournitures automobiles acheter le bidon et le filtre à huile. Et te montre comment on fait soi-même une vidange à prix tout doux.

Tu n'as pas une copine façon Juliette ? Y'a un gars sur le parking de la cité qui est toujours affairé autour d'une voiture ou d'une autre. Si ce gars est capable de faire toutes les réparations courantes sur ta voiture, avec son outillage entreposé dans une camionnette qui est quelquefois une épave posée sur cales, il n'est « pas équipé pour faire des factures ». C'est un garage de rue et, si tu ne connais même pas ce mot, c'est parce que tu n'es pas dans le réseau des femmes qui doivent se débrouiller avec leurs petits moyens et les ressources locales.

Montons encore un peu en gamme en restant tout de même dans une grande modestie. Dans un quartier populaire il y a toujours un ancien magasin, un entrepôt sombre ou un vieil atelier. Le bâtiment est vétuste comme tout le bâti délaissé. Comme ça ne paie pas de mine, le propriétaire est bien content de trouver un locataire qui lui en donne trois sous.

Le mécano est un peu plus équipé que le garage de rue. Il dispose carrément d'un pont élévateur ! On reste tout de même au pays de la débrouille où tu ne peux te payer le luxe d'avoir deux mains gauches attachées dans le dos. Ici tu n'es pas une bourgeoise expatriée servie par des « helpers ».

Tu apportes ton huile, si tu demandes une vidange, ou tes pneus, si tu veux faire changer les vieux chaufes. Tu vas voir le gars en expliquant que tu as besoin de ta bagnole pour aller au travail ? Reviens ce soir, après ton boulot, et ta voiture sera prête vers 21 ou 22 heures ! Les tarifs restent très modiques : ils sont alignés sur Bamako, Dakar et Abidjan. La rénovation urbaine, qui rase les vieux bâtiments, permet d'éliminer la concurrence déloyale du garage africain.

Alain et Hubert

La Bourse et la vie !

La sortie, au début de l'année 2024, du livre de l'historienne Danielle Tartakowsky, *Les Syndicats en leurs murs, Bourses du travail, Maisons du peuple, Maisons des syndicats* (Champ Vallon), nous appelle la centralité de ces forteresses ouvrières dans l'histoire sociale française.

LES BOURSES DU TRAVAIL constituent, en effet, l'une des originalités de notre modèle syndical, encore suffisamment subversives pour que de plus en plus de municipalités – comme tout récemment à Aubervilliers – rêvent de s'en débarrasser, ou pour que les attaques de l'extrême droite se multiplient à l'encontre de ces symboles de l'autodéfense populaire. Ciblées physiquement par la réaction, évincées du paysage urbain par le néolibéralisme et les logiques de spéculation immobilière, menacées de muséification par les pouvoirs publics, elles gardent pourtant un potentiel de résistance largement sous-estimé.

Leur origine n'a pourtant rien de révolutionnaire. Imaginées par les autorités de la III^e République comme un pendant aux Bourses du capital, elles visent d'abord explicitement la pacification sociale et la domestication du mouvement syndical, au moment où celui-ci vient tout juste d'être reconnu par la loi de 1884. Ainsi, c'est à Paris, en 1887, qu'ouvre la première – et majestueuse – Bourse du travail qui a vocation à fonctionner comme un bureau de placement.

Mais la combativité ouvrière va changer la donne : avec l'impulsion de Fernand Pelloutier, les anarchistes vont « investir » en Bourse ! Sous leur influence et celle des courants de gauche les plus radicaux, elles deviennent des foyers d'agitation, mais aussi d'éducation et de culture populaires. Leur développement est parallèle à leur radicalisation. Pelloutier contribue à leur effort de coordination et, en 1892, naît la Fédération des Bourses du travail de France et des colonies, qui finira par fusionner avec la CGT. Cette unification ne signifie pas disparition. Les Bourses apportent leur maillage géographique et, en coordonnant l'action des syn-

dicats de métier et des fédérations d'industrie, elles vont donner une dimension interprofessionnelle au syndicalisme révolutionnaire naissant. Aujourd'hui encore, la structuration des principales organisations professionnelles est l'héritière de cette histoire. Les unions locales, qui ont remplacé les Bourses, participent – ou devraient participer – à une solidarité locale et horizontale entre les travailleurs et travailleuses d'une même zone géographique.

Des Maisons pour le peuple

Au début du XX^e siècle, les Bourses du travail incarnent le modèle de l'autonomie ouvrière et de l'action directe. Dans *La Maison du peuple*, son premier roman, Louis Guilloux, leur rend un émouvant hommage. À Saint-Brieuc, le père du narrateur, Louis, est un cordonnier tout acquis aux idées socialistes. Il entreprend de bâtir de ses propres mains un local afin d'abriter les espoirs d'un monde meilleur... Un projet qui symbolise toutes les aspirations d'une classe exploitée, invisibilisée et rejetée.

L'entre-deux-guerres va renforcer le maillage territorial des Bourses, le municipalisme rose ou rouge y contribue, non sans poser la question de l'indépendance vis-à-vis d'autorités locales qui n'imaginent pas la classe ouvrière autrement que redevable. Et même si l'élan et la fougue des premiers temps se sont un peu émoussés, les Bourses du travail restent le QG de la lutte des classes. Elles ouvrent, ferment et rouvrent au gré des changements de majorités municipales. Tout comme elles déménagent, s'agrandissent ou parfois disparaissent en fonction des tensions entre les élus et le mouvement syndical ou des dissensions internes à celui-ci.

Outil de libération

L'appel à la grève générale d'août 1944, tout autant que l'arrivée des troupes alliées, marque le signal de l'insurrection parisienne et le début de la libération de Paris. La ville se hérise alors de barricades, et la Bourse du travail, occupée par les syndicats collaborationnistes, est un des objectifs des insurgés. Elles et ils devront s'y prendre à deux fois avant de la récupérer définitivement le 19 août.

D'août 1944 à juin 1945, ses locaux deviennent le siège du Comité parisien de la Libération. À la fois conseil municipal de la capitale et conseil général de la Seine, il assure la gestion quotidienne de la vie des Parisien·nes, mais engage aussi l'œuvre de reconstruction. Ce n'est pas depuis les anciens bâtiments de l'Hôtel de ville (épicerie des mouvements révolutionnaires du XIX^e siècle), mais bien place de la République, au siège du mouvement syndical, que se lèvent à nouveau les espoirs de voir naître un autre monde...

De nouvelles cathédrales ?

Après guerre, l'essor numérique des Bourses se poursuit sur fond de rivalités syndicales (CGT, FO, CFTC, puis



Plaque apposée sur la façade de la Bourse du travail, 3, rue du Château d'Eau, Paris 10^e, en mémoire du Comité parisien de la Libération, avec la description de sa composition et de ses activités de 1943 à 1946.



CFDT). Leur architecture se veut en phase avec la modernité. En témoigne, dans les années 1970, la Bourse de Bobigny (93). C'est à Oscar Niemeyer, l'architecte brésilien alors en exil, que le conseil général de la Seine-Saint-Denis et l'Union des fédérations syndicales départementales confient le soin d'en dessiner les plans. Après l'âge d'or militant des débuts, c'est l'âge d'or d'une certaine institutionnalisation syndicale. Les syndicats sont confiants dans leur puissance. L'imposant siège de la CGT, construit à Montreuil et baptisé « Bourse nationale », en est le symbole.

Mais, les événements de Mai 68, puis la décennie qui leur fait suite, remettent en question cette dynamique. Les syndicats sont contestés par leur base, des formes de luttes alternatives se développent et occupent parfois de nouveaux espaces comme les squats.

Patrimoine en péril ?

Aujourd'hui, l'heure n'est plus à la construction de nouvelles Bourses, mais plutôt à leur sauvegarde. Une triple menace pèse en effet sur elles.

Tout d'abord, leur disparition pure et simple, déjà bien amorcée par leur éradication des centres-villes. Appât du gain, pression immobilière, volonté d'effacer une mémoire sociale trop visible et considérée comme archaïque... De plus en plus de locaux sont déplacés aux périphéries, comme à Mantes-la-Jolie, où la Maison des syndicats se retrouve au bout du bout d'une boueuse zone industrielle, accolée à la ligne de chemin de fer. Loin de tout, loin du peuple... Cette invisibilisation participe à leur effacement, non seulement du paysage, mais aussi de l'imaginaire des luttes. On s'y retrouve moins souvent, elles perdent leur capacité de sociabilisation.

La muséification est également un risque. Danielle Tartakowsky rappelle qu'une quarantaine de Bourses sont classées monuments historiques ou inscrites à l'inventaire du patrimoine. Celle de Paris, avec son impressionnante verrière, est depuis longtemps intégrée aux parcours proposés aux touristes avides de « pittoresque ». La reconnaissance institutionnelle de la mémoire ouvrière et de ses luttes n'est pas en soi condamnable. Mais elle peut aussi porter le risque de forger un imaginaire collectif qui renvoie les combats pour l'émancipation à un passé révolu. En ce sens, il n'est pas interdit de penser que cette reconnaissance alimente l'idée, déjà largement diffusée, de l'archaïsme du mouvement syndical.

Enfin, à l'heure où l'extrême droite est aux portes du pouvoir, les attaques contre les locaux syndicaux (tags, dégra-

MÉMOIRE DES LUTTES OUVRIÈRES

dations, etc.) se multiplient de manière particulièrement alarmante. Or, ces violences contre les organisations ouvrières constituent l'ADN historique des mouvements fascistes. Bourses et Maisons des syndicats sont des cibles, tout autant que les militant·es qui les fréquentent, laissant penser que parfois nos ennemi·es sont plus clairvoyant·es que nous sur la pertinence de nos outils de lutte.

La Bourse et la vie !

Les Bourses du travail pourraient bien être aujourd'hui considérées comme des ZAD (Zones autonomes à défendre). La mobilisation contre la fermeture de celle d'Aubervilliers en est un bon exemple. Mais ces luttes ne valent que si elles portent en elles un projet de revitalisation, en dessinant de nouvelles perspectives ou, plus exactement, en retrouvant l'esprit des premiers temps qui en faisaient non pas le simple siège des organisations syndicales, mais bien des espaces de vie, de culture et d'éducation, ouverts sur la vie de la Cité.

Verdragon, la Maison de l'écologie populaire de Bagnolet, est peut-être un des exemples à suivre. Ce projet a été initié par Alternatiba Paris et le Front de mères, avec l'aide des habitant·es et associations locales ; il s'est donné comme objectif d'« allier l'urgence climatique aux besoins de justice sociale des banlieues. Mobiliser les habitant·es de quartiers populaires, les classes populaires et les personnes qui adhèrent à notre projet d'écologie populaire au sein de la Maison et continuer à le construire ensemble ».

Pour établir un nouveau rapport de force, face au pouvoir mais également face à la menace d'extrême droite, chacune est aujourd'hui conscient·e de la nécessité et de l'urgence à fédérer des initiatives qui existent déjà (soutien scolaire, réseaux de distribution alimentaire alternatifs, permanences sur le droit du travail ou le droit des étranger·es, espaces plus ou moins informels d'échanges, de rencontre et de débat, éducation populaire, bibliothèques, abris pour les travailleurs et travailleuses à vélo des plates-formes de livraison¹, etc.). Mais, trop souvent éparpillées, en situation précaire du fait du manque de locaux et de visibilité, ces initiatives peinent à s'inscrire dans le temps et dans l'espace.

Leur ouvrir les portes des Bourses mettrait également en évidence la centralité de la question du travail en mettant en lumière le fait que la lutte des classes se situe plus que jamais à l'intersection de nombreux enjeux (genre, discriminations, écologie, etc.) qui, à défaut d'être nouveaux, commencent enfin à sortir de l'invisibilité auquel un certain cloisonnement (et même parfois une dangereuse hiérarchisation) a participé, y compris au sein du mouvement syndical. Une raison de plus de reconstruire des espaces de convergences entre nos différentes luttes contre les dominations et les exploitations.

Gregory Chambat

1. Un tel local a déjà été ouvert à Nancy en mars 2021, pour abriter les livreurs et livreuses en cas d'intempéries, mais aussi pour recharger les batteries de leurs téléphones ou de leurs vélos.

Claire Auzias nous a quittés

Claire a participé, dès les débuts, à notre journal (août 2017), malgré ses très nombreuses occupations !

UNE DE SES CONTRIBUTIONS a été son article « Montluc, 2021-1971 », écrit pour le dossier « Prison » (*Casse-rôles*, n° 19, février 2021, p. 22-23). Il s'agit d'une visite de la prison de Montluc, que Claire a connue... de l'intérieur.

De tous ses livres (je n'ai pas tout lu !), je retiens son intérêt pour la vie des Tziganes :

– *La Compagnie des Roms. Récit de voyages parmi les livres, les bidonvilles et les êtres humains*, Atelier de création libertaire, 1994.

– *Les Tsiganes : le destin sauvage des Roms de l'Est*, Michalon, 1995.

– Avec Françoise Kempf, *Les Tsiganes ou Le destin sauvage des Roms de l'Est*, suivi de *Le statut des Roms en Europe*, Michalon, 1995.

– *Samudaripen : le génocide des Tsiganes*, 3^e éd. revue et augmentée, L'Esprit frappeur, 2022.

– *Chœur de femmes tsiganes*, avec photos d'Éric Rosset, Égrégories, 2009.

Et son livre sur l'une des premières grèves de femmes à Lyon au XIX^e siècle, très émouvant : avec Annik Houel, *La Grève des ovalistes, Lyon, juin-juillet 1869*, Atelier de création libertaire, 2016.

Ci-dessous le témoignage de Mohamed, l'un de ses amis.

S.

..... Témoignage

J'ai rencontré Claire Auzias en novembre 2015. C'était quelques jours avant les terribles attentats du 13 novembre. Elle m'avait contacté par l'intermédiaire d'amis communs en vue d'organiser un colloque sur l'athéisme et la libre-pensée dans le monde arabe, lequel s'est tenu en juin 2016 à la Bourse du travail à Paris. l'athéisme et la libre-pensée dans le monde arabe, lequel s'est tenu en juin 2016 à la Bourse du travail à Paris.



nagé pour venir habiter dans ma rue, tout près de chez moi.

Je l'avais introduite dans le petit cercle d'amis, qu'elle connaissait par ailleurs, qui se retrouvait régulièrement le mercredi midi au restaurant *Zagros*, près du Père Lachaise. J'admirais son aisance et sa diction lors des conférences qu'elle donnait sur l'histoire du monde ouvrier ou sur les Tziganes, c'était une très bonne oratrice.

J'ai peu à peu découvert son histoire, les événements marquants qu'elle avait vécus : les quelques fois où elle m'en a parlé, ça avait été avec franchise et sans pathos. Lorsque nous évoquions le féminisme et son histoire, elle me donnait de nom-

breuses informations, et j'ai beaucoup appris auprès d'elle. Elle avait un regard très critique sur les évolutions récentes du néoféminisme. Il pouvait arriver de nous trouver en désaccord sur tel ou tel point, mais nous parvenions à échanger et elle savait écouter mes arguments, auxquels elle répondait sans détour. Ces conversations étaient toujours enrichissantes. Un des aspects de sa personne, qui m'a le plus touché, était sa sensibilité et sa vulnérabilité, qui lui donnait, à mes yeux, une belle stature.

J'ai admiré son courage et sa détermination face à la maladie, sa ferme résolution devant l'inéluctable. Durant cette période où, avec quelques autres, je l'ai accompagnée, nous avons été très proches, et avons pu avoir, lorsque la douleur se tenait au loin, de belles et émouvantes conversations, ponctuées de rires et de poésie. Je suis heureux de l'avoir connue et côtoyée.

Je garderai d'elle un beau souvenir.

Mohamed El Khebir

À lire sur la libre-pensée arabe,
Mohamed El Khébir,
À contretemps, Marginalia, février 2019 :
<<http://acontretemps.org/spip.php?article703>>.

Colonialisme, marronnage: pour le prochain numéro de *Casse-rôles*...

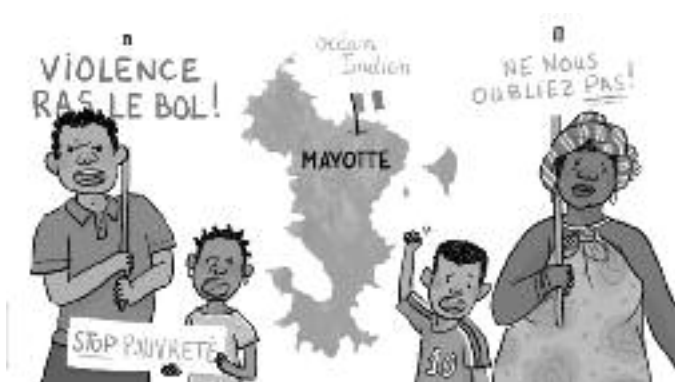
Par qui est racontée l'Histoire ? Comme le dit, paraît-il, un proverbe africain, tant que les lions n'auront pas leurs propres historiens, les histoires de chasse glorifieront toujours le chasseur. Mais elles ne feront pas que cela. Elles ignoreront l'intelligence et le courage des lions, leur capacité d'organisation, leur opiniâtre résistance. Ce qui peut se comprendre du point de vue du vainqueur : on n'aime pas propager l'idée que, même dans les conditions les plus insoutenables, la résistance est l'option la plus souvent choisie. C'est pourquoi l'histoire efface les

résistances et préfère pleurer sur les vaincus. Les femmes, par exemple, ont été dominées féroce­ment pendant des siècles en Europe. De plus en plus d'historiennes, plutôt que de le déplorer, s'ingénient à retrouver les traces de leurs actions, de leurs créations, de leurs inventions et de leur résistance. À les déseffacer de l'Histoire.

Il en est de même pour l'histoire de l'esclavage : si l'Antiquité a été jalonnée de révoltes serviles – dont la plus célèbre est celle de Spartacus –, la traite négrière, à partir de la fin du ^{xv}^e siècle et jusqu'au ^{xix}^e siècle, et l'esclavage massif

ont aussi une riche histoire de marronnage partout où il y eut des esclaves. Le Quilombo de Palmares au Brésil est connu pour avoir résisté plus d'un siècle aux pouvoirs portugais et hollandais, mais il y eut des milliers de territoires autonomes organisés par des esclaves marrons sur tout le continent américain, ainsi qu'à l'île Maurice et l'île Bourbon. Les résistances des esclaves se sont très souvent croisées avec celles des autochtones. Un article abordera ce sujet de façon détaillée dans le prochain numéro de *Casse-rôles*.

L. B.



Dans la colonie départementalisée de Mayotte, située au sein d'un archipel dont les trois autres îles forment l'Union des Comores, les associations de femmes qui s'identifient comme « Mahoraises », en opposition à leurs cousines « comoriennes », militent depuis des décennies en faveur du maintien de Mayotte dans la République française.

Dans ce cadre, elles soutiennent activement la violence des politiques d'exclusion mises en œuvre par l'État français à destination des « migrant-es », qu'elles et ils soient « comorien-nes » ou pas.

Un prochain article, évoquera donc les formes et enjeux de ce féminisme pro-colonial tout à fait singulier, sinon paradoxal.

William



Montée des masculinismes

LE MASCULINISME est parfois présenté comme le pendant inversé du féminisme: un militantisme qui vise à se défendre contre l'oppression exercée sur les hommes par les femmes. Sauf que... comme le racisme antiblanc, cette oppression est juste une fiction portée par les hommes et les systèmes patriarcaux. Partout, leur statut social, leur capacité à agir, leur accès à l'école, aux emplois bien rémunérés est entravé par des lois, des religions, des directives, des habitudes qui rendent leur vie plus soumise.

Mais de cela, le masculinisme n'en a cure. Il perçoit chaque avancée vers l'égalité des droits comme une agression, et organise des combats réactionnaires (au sens littéral, c'est-à-dire cherchant à revenir à des lois antérieures, donnant aux hommes plus de pouvoir dans les couples, au travail, dans la société).

On peut distinguer différents combats masculinistes.

Des masculinismes religieux, qui s'appuient sur des textes «sacrés» attestant de l'impureté des femmes, de la nécessité de cacher leur corps, leurs cheveux, pour ne pas susciter le désir de l'homme (désir irrésistible justifiant ensuite les viols).

Des masculinismes plus modernes, comme les incels (célibataires involontaires), qui accusent les femmes de ne pas accepter d'être séduites par eux, de rechercher des vies autonomes au lieu de devenir des épouses et des mères au foyer.

Des masculinismes de divorcés, exigeant la garde de leurs enfants, plus pour contrôler leurs ex-compagnes que pour en partager réellement l'éducation.

Des masculinismes sociaux, qui organisent des situations d'emplois précaires, de pauvreté, qui contiennent les femmes dans les catégories sociales les plus fragiles.

Misogynes, androcentrés, réactionnaires, les masculinismes combattent ouvertement le féminisme. Ce n'est pas juste la continuité d'un patriarcat traditionnel qui peine à évoluer, ce sont des courants militants, qui peuvent aller jusqu'au terro-

risme. Les masculinistes se sont persuadés que désormais les femmes dominent le monde et qu'ils doivent réagir. Certains courants réclament une «Journée internationale du droit des hommes» – pendant du 8 Mars pour les femmes – pour exprimer la «crise de l'identité masculine» mise à mal par toutes les lois permettant le travail des femmes, le divorce, les législations contre le viol, pour l'avortement, etc.

Ces courants masculinistes ne forment pas un tout homogène. Les courants religieux sont vent debout contre l'avortement, et le «mariage pour tous». Les courants «antiwoke» ou «antigenre», persuadés qu'il faut combattre les lois concernant le droit à une vie homosexuelle ordinaire sans hypocrisie.

Peu de militants actifs, mais de puissants lobbys agissent au niveau des États (comme en Hongrie, où les «études de genre» sont interdites). Et un succès grandissant des candidats mettant en scène leur virilisme, comme Poutine ou Trump, prouve que ces marqueurs font encore recette.

Ces combats masculinistes trouvent un terreau favorable dans tous les esprits qui cherchent des dérivés à leurs malheurs sociaux. Ce serait si simple si tout était la faute des femmes et qu'on pouvait brûler à nouveau quelques sorcières pour alléger l'épreuve.

Les combats féministes doivent agir à tous les niveaux de la société, sans relâche, de l'école à l'Ehpad, dans tous les collectifs de vie pour nous débarrasser de ces nouveaux fascismes.

Les livres de Mélissa Blais, une sociologue qui a étudié les courants masculinistes québécois et internationaux (anti-féminismes et masculinismes d'hier et d'aujourd'hui) permettent de mieux comprendre leur formation et leur action.

Car il est toujours nécessaire de reconnaître ses ennemis, surtout lorsqu'ils disposent de puissantes ressources financières!

CASSE-RÔLES

Édito	2
Afghanistan. Apartheid de genre	3-4
Fait divers dramatique: la mort de Philippine .	4
Du bon usage des femmes	5
Gisèle Pélicot, une combattante	6
Possession	7
<i>L'Amour violé</i> , le film	8
Le mot « pute »: insulte et stigmatisme	9
<i>Chant écarlate</i> , roman africain	10
Inde: meurtre d'une étudiante	11
Des médailles au son du clairon	12
Le prix de la gloire	13
X, Y: stop!	14-15
Breakdance... et asile	16-17
Droits de l'« homme » et prostitution	17

Total: un féminisme incompris	18-19
Rencontre du collectif Casse-rôles	20-21
Des intersectionnelles avant la lettre ...	22-23

DOSSIER: LES LIEUX DE SOLIDARITÉ . 24-47

Flora Tristan, une battante précurseuse .	48-50
<i>La Subsistance</i> , perspective écoféministe .	51-53
Au Pakistan, Mahrang Baloch	54-55
Plan de déstructuration humaine	56-59
La Bourse et la vie!	60-61
Claire Auzias nous a quitté·es	62
Pour le prochain <i>Casse-rôles</i>	63

Bulletin d'abonnement	21
-----------------------------	----